

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'IMMIGRATION RÉGLEMENTÉE

à l'Ile de la Réunion

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 17 Janvier 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Lucien WICKERS

Président. M. PERREAU, *professeur*
Suffragants { MM. LESEUR, *professeur*
 PILLET, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE MÉDICALE ET SCIENTIFIQUE

JULES ROUSSET

1, rue Casimir-Delavigne, et rue Monsieur-le-Prince, 12

—
1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'IMMIGRATION RÉGLEMENTÉE

à l'Ile de la Réunion

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 17 Janvier 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Lucien WICKERS



Président. M. PERREAU, professeur
Suffragants { MM. LESEUR, professeur
PILLET, professeur

PARIS

LIBRAIRIE MÉDICALE ET SCIENTIFIQUE

JULES ROUSSET

1, rue Casimir-Delavigne, et rue Monsieur-le-Prince, 12

1911

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs .

A MON PAYS, A MON PÈRE, A MA MÈRE

Hommage filial

BIBLIOGRAPHIE

- BLONDEL (Henri). — *Le Régime du travail et de la colonisation libre dans nos colonies*. Paris, Berger-Levrault, 1896.
- CHAILLEY-BERT. — *Où en est la politique coloniale de la France*. — *L'Age de l'agriculture*. Paris, Armand Colin, 1896.
- GALVO. — *L'Émigration et la colonisation*. Paris, 1875.
- CHATELAIN. — *De l'Immigration africaine dans les colonies françaises*. Saint-Denis de la Réunion, 1882.
- CLERCQ (DE). — *Recueil des traités de la France, 1860-1861*.
- COLSON. — *Culture d'industrie de la canne aux îles Hawaï et à la Réunion*. Paris. Challamel, 1905.
- DUBOIS. — *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*. Paris, Manson, 1895.
- DORVAULT. — *Les Colonies françaises*. — *Régime de la main-d'œuvre* (Publication de la commission chargée de préparer la participation du Ministère des Colonies à l'Exposition universelle de 1900). Paris, Augustin Challamel, 1900.
- DUVAL (Jules). — *Les Colonies et la politique coloniale de la France*. Paris, 1861.
- GAFFAREL. — *Les Colonies françaises*. Paris, 1893.
- LANESSAN (DE). — *Principes de colonisation*. — *L'Expansion coloniale de la France*. Paris, Alcan, 1897.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — *De la Colonisation chez les peuples modernes*. Paris, Guillaumin, 1902.
- PETIT. — *Organisation des colonies françaises et des pays de protectorat*. Paris, 1894.

- RAMBAUD. — *La France coloniale*. Paris, 1895.
SCHOELCHER (Victor). — *Polémique coloniale*, 1882-1886.
Paris, Dentu.
HERMANN (Paul). — *Histoire et géographie de la Réunion*.
Paris, Delagrave, 1905.
RECLUS (Élisée). — *Géographie universelle*. Paris, Hachette,
1889.

THÈSES

- CHANDÈZE. — *De l'Intervention des pouvoirs publics dans
émigration et immigration au XIX^e siècle. — Étude
historique*. Paris, 1898.
COSTA-LUMIO (Lucien). — *Étude historique sur les origines
de l'immigration réglementée dans nos anciennes
colonies de la Réunion, la Guadeloupe, la Marti-
nique et la Guyane*. Paris, 1906.
ROBIN. — *La Question de la main-d'œuvre dans les colonies
d'exploitation française*. Paris, 1895.

CONGRÈS

- Congrès colonial international de Paris, 1889. Rapports et
procès-verbaux de séances, 1899-1900.
Institut colonial international. Rapports et procès-verbaux
des sessions de La Haye, 1895. Berlin, 1897. Bruxelles,
1899.
Congrès des vieilles colonies. Paris, 4 novembre 1909.

REVUES. — PROCÈS-VERBAUX. — JOURNAUX

- Revue coloniale*, 1845 à 1858.
Revue algérienne et coloniale, 1859-1860.
Revue maritime et coloniale, 1869-1874.
Quinzaine coloniale, 1880-1885.
Revue des Deux-Mondes, novembre 1906. Article de
MM. Marius Ary, Le Blond.
L'Action nationale, avril 1909. Le régime de la coloni-

sation, les îles sœurs anglo-françaises. Marius Ary,
Le Blond.

Procès-verbaux des Chambres de commerce de Marseille.

Rapport de M. Bohn sur la reprise de l'immigration
indienne, 1905.

Procès-verbaux des Chambres de commerce de Bordeaux,
du Havre, 1900-1905. — Vœux de reprise de l'immi-
gration à destination de la Réunion.

Procès-verbaux du conseil général de la Réunion, 1880 à
1905. Vœux de reprise de l'immigration indienne,
1900-1902-1904-1905, etc.

Procès-verbaux de la Chambre de commerce de la Réunion,
1884-1905.

Journal des Fabricants de sucre. Immigration, 1905.

La Politique coloniale, 1905.

Journal officiel de l'île, de 1900 à 1910.

Presse coloniale. Articles de Francis Mury, 1910.

Polémique locale. Articles de la *Patrie créole*, du *Journal*,
du *Peuple* sur immigration, 1909.

Bulletin de l'Afrique française, 1909.

Rapport sur la question de la main-d'œuvre et la reprise de
l'immigration indienne présenté à la Chambre
d'agriculture au nom de sa commission, 1905. Ile
de la Réunion.

Bulletin de la Chambre d'Agriculture de la Réunion, 1903.

Cahiers d'une vieille colonie, 1909.

Bulletin commercial de l'île, 1850-1907.

Annuaire de l'île, 1900-1907.

ARCHIVES COLONIALES

Carton

1010 Inde, correspondance antérieure à 1860.

1013 Réunion, immigration indienne, correspondance géné-
rale, 1849-1862.

1025 Immigration africaine. Affaires diverses.

1026 Réunion. Affaire de la *Regina-Cœli*.

- 1027 Correspondance générale antérieure à 1867.
1322 Immigration indienne. Affaires diverses, 1852-1884.
1320-1321 Immigration africaine, 1852 à 1860.
1725 Immigration africaine, 1885-1900.
-

L'IMMIGRATION RÉGLEMENTÉE

A

L'ILE DE LA RÉUNION

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION

La découverte de l'île de la Réunion remonte à la première moitié du xvi^e siècle (1513). Le premier navigateur qui y aborda, le Portugais don Pedro de Mascarenhas, la trouva complètement inhabitée, couverte tout entière d'épaisses forêts. Mascarenhas ne fit à la Réunion qu'un très court séjour, se contentant d'y laisser comme traces de son passage des porcs et des chèvres dont le nombre par la suite s'accrut rapidement.

De 1513 à 1613 l'île resta complètement inhabitée. En 1613, en 1638, en 1655 quelques Français y vinrent dans l'intention de coloniser ; mais ils se laissèrent vite décourager par les ouragans autrefois très fréquents dans ces parages.

La colonisation définitive de l'île ne devait commencer qu'en 1663 avec l'arrivée de Français accom-

pagnés de serviteurs nègres. « Dans les premiers temps les colons vécurent de poissons, de tortues, de patates, d'ignanes et d'autres racines que leur donnait la terre fertile, ils étaient presque nus, vivaient en plein air, ignorant les maladies.

» Libres, sans ennemis à combattre, sans gouverneur pour leur imposer des corvées et des règlements, la petite colonie de blancs prospéra ; des villages se fondèrent et s'entourèrent de plantations (1). » La terre recouverte d'alluvions entraînées des montagnes par les pluies et enrichies d'humus par les détritux des végétaux, sous le chaud soleil des tropiques, donnait ses fruits à profusion. Le trafic avec la mère patrie va commencer et attirer l'attention de Colbert sur Bourbon.

En 1664, la Compagnie des Indes orientales se forme en vue de l'exploitation des îles de l'océan Indien et y conduit de nouveaux immigrants. Elle va bientôt posséder dans Bourbon, malgré l'exiguïté de son territoire, une de ses escales les plus lucratives.

Quand on parle de colonies, l'esprit entrevoit de vastes étendues, des territoires plusieurs fois grands comme la métropole ; l'île de la Réunion (Bourbon) est une de nos plus petites colonies. Sa superficie est de 2.500 kilomètres carrés. Elle est environ 203 fois plus petite que la France (529.000 kmq.) ; avec ses 250.000 hectares elle représente environ le tiers d'un

1. Élisée Reclus, *Géographie générale* p. 146.

département français ; mais elle est admirablement variée et fertile.

« L'île est formée tout entière par les laves qu'ont vomies deux volcans, l'un depuis longtemps éteint, l'autre brûlant encore. L'ellipse que décrit l'île offre un contour de 213 kilomètres sur une longueur de 62 kilomètres et une largeur de 44. Elle est coupée en deux, du nord-ouest au sud-est par une chaîne de montagnes qui la divise en deux versants, l'un inclinant au soleil d'Orient ses flancs sans cesse battus par les vents alisés, l'autre redressant ses pentes au couchant dans une atmosphère plus calme. D'un côté verdoie une image de l'Asie avec ses chaudes et enivrantes harmonies, de l'autre étincelle l'Afrique avec sa luxuriante parure et son ciel de feu. Cette diversité d'aspect et de climat a déterminé la division administrative de l'île en deux arrondissements : l'un du Vent, l'autre Sous-le-Vent ; elle exerce une sensible influence sur les produits naturels, les cultures, la santé, les habitudes et jusque sur le caractère et les idées des habitants (1). »

Les divers centres de population, composés de maisons qui se perdent au milieu des arbres, sont distribués tout autour de l'île à peu près régulièrement comme les anneaux d'une chaîne. Les habitations avancent vers l'intérieur à mesure que s'étendent les cultures. De la base ellipsoïde de l'île

1. Jules Duval, *Colonies et politique coloniale de la France*, p. 247.

le terrain s'élève en un amphithéâtre dont les gradins sont séparés par des coupures ; les unes forment de sauvages et abrupts escarpements, les autres s'élargissent en vallées et sont tapissées d'une riante végétation. Çà et là, séparée de la mer par les savanes sèches et des sables, la zone inférieure, la zone des cultures, se déplace sur une longueur d'environ 6 kilomètres : ceinture verdoyante qui entoure la colonie entière. Au-dessus la zone moyenne se pare de ces bouquets d'arbustes qui font de l'île, vue en pleine mer, une corbeille de fleurs et de fruits aux pénétrants aromes. Plus haut enfin, un entablement de plateaux aux croupes ondulées sépare les versants de l'est et de l'ouest et les groupes montagneux du nord et du sud à 1200 et 1500 mètres d'élévation au-dessus du niveau de la mer, dans un climat favorable à tous les produits de l'Europe et aux dons de la nature tropicale. Çà et là de ces plateaux se détachent et se dressent à 3.000 mètres d'altitude d'énormes crevasses et des pitons aigus dont la cime est couverte de neiges et qui rendent de précieux services à l'agriculture par les intarissables réservoirs de leurs sources.

« Dans la région septentrionale, au sein des hautes montagnes, trois vastes cirques se sont formés par affaissement des assises inférieures du sol. Salazie, Mafate, Cilaos, où l'homme a pu se fixer et qui sont devenus les coins les plus enchanteurs de l'île.

» Par un concours de bienfaits rares dans les contrées chaudes, ce pays si fertile et si pittoresque était

en même temps un des plus salubres du globe. Les premiers explorateurs qu'y porta le courant des aventures furent émerveillés d'y trouver réunis sous un ciel tropical, un air pur et balsamique, une température modérée comprise entre 10 et 28 degrés au mois le plus chaud et sur le littoral, des pluies rafraîchissantes, une agréable alternance de brises de terre et de mer.

» En observant que les plaies s'y guérissaient promptement, que les fièvres et les maladies endémiques y étaient inconnues non moins que les serpents, les reptiles venimeux et les bêtes féroces, les premiers habitants célébrèrent l'île comme un « éden » (1). »

La Compagnie des Indes orientales en fit son hôpital, les navigateurs de toutes les nations y déposèrent leurs malades, une population humaine s'y établit dans les conditions les plus douces d'existence même pour la race blanche. Aussi va-t-elle rapidement se développer. Les quelques centaines d'Européens qui s'y sont fixés, les ancêtres des habitants actuels de l'île ont fait preuve d'une vitalité féconde attestée par le nombre de blancs créoles nés dans l'île en deux siècles.

La statistique suivante montrera quel a été le mouvement de la population blanche de 1715 à 1825 (2) :

1. J. Duval, p. 249.

2. Thomas, *Essai de statistique sur l'île Bourbon*. — Elisée Reclus, p. 150.

1715.....	900
1763.....	4.627
1804.....	12.106
1825.....	17.255

La population actuelle de l'île est de 175.000 habitants (dénombrement de 1902). Elle est ainsi composée :

1° Les créoles (coefficient 2) : blancs, nés d'Européens venus dans la colonie à des époques diverses, mais relativement récentes ;

2° Les petits créoles (coefficient 2) blancs descendants des premiers colons européens qui se sont souvent alliés à des femmes d'origine malgache ;

3° Les mulâtres (coefficient 2) provenant de l'alliance des blancs et des nègres (Malgaches ou Africains) introduits comme travailleurs (esclaves et engagés) ;

4° Les citoyens (coefficient 3) noirs descendants des esclaves affranchis en 1848 ;

5° Les métis (coefficient 1) issus du croisement entre elles des diverses races d'immigrants introduits : Chinois et Tonkinois, Indiens, Cafres, Arabes, Malgaches, Comoriens, etc. (1).

Si nous n'oublions pas que la superficie de l'île est de 2.500 kilomètres carrés nous obtenons près de 70 habitants par kilomètre carré, et si nous considérons que plus du tiers de l'île est, sinon entièrement inhabitée, mais difficilement habitable, nous avons plus de 90 habitants par kilomètre carré, densité de

1. Paul Hermann, p. 14.

beaucoup plus forte que celle de la France (73 habitants par kilomètre carré).

Nous avons vu que les premiers colons arrivés dans l'île, pour en rendre plus aisée la colonisation, s'étaient faits accompagner de serviteurs nègres. Ainsi dès la première occupation de cette île inhabitée la main-d'œuvre servile a fait son apparition et durant le cours du développement économique de l'île cette sorte de main-d'œuvre ne fera que s'accroître.

C'est avec la mainmise de la Compagnie orientale des Indes sur l'île de la Réunion que commencèrent les apports sérieux de main-d'œuvre dite « exotique ». La Compagnie orientale des Indes dont le monopole du commerce sur Madagascar et les îles circonvoisines a duré plus d'un siècle, inspirée du seul désir de toucher de beaux bénéfices, n'a toujours vu dans la colonisation qu'une entreprise lucrative. Les mesures prises par elle sont empreintes de l'esprit de monopole le plus marqué : défense absolue était faite aux colons de commercer avec les îles voisines, ou avec les navigateurs que le hasard plutôt que le désir de trafiquer amenait dans l'île. La compagnie avait le monopole du commerce et d'après le pacte colonial du commerce avec la métropole : défense absolue était faite aux colons de se livrer à la culture des céréales (blé, avoine, maïs) qui à cette époque couvraient l'île. Les colons devaient se livrer aux cultures imposées par la compagnie, cultures nécessaires au besoin de son commerce toujours à la

recherche de produits rares et d'un débouché certain en France. A l'époque ce sont les épices (poivre, safran, canelle, indigo, muscade). Ce commerce tout orienté vers l'exportation et empreint du mercantilisme le plus étroit ne s'inquiétera jamais des besoins du pays. Cette orientation économique donnée à l'île par la Compagnie des Indes ne disparaîtra pas avec la ruine de cette compagnie. La Réunion, jusqu'à nos jours, la continuera pour le plus grand malheur du développement harmonieux de ses forces productives.

Mais le développement de ce commerce même demandait dans la colonie l'introduction immédiate d'une main-d'œuvre servile considérable. Les compagnies recrutèrent des esclaves dans tous les pays accessibles, à Madagascar, à la côte d'Afrique, en Arabie, dans l'Inde, dans l'archipel Malais. Au nombre de 1.000 en 1717, cinquante ans après, en 1767 le chiffre atteint 20.000 pour dépasser de plus de cinq fois le nombre des maîtres en 1801 : 64.000 esclaves contre 12.106 blancs.

Mais l'esclavage aboli, restés partisans du travail servile, les colons n'eurent qu'un but : continuer l'esclavage en le remplaçant par un mode de travail similaire, mais plus en harmonie avec les conceptions idéalistes de l'époque. L'histoire, a dit Vico, est un perpétuel renouvellement et ramène sur le devant de la scène des institutions disparues, mais les ramène dans les temps nouveaux, non pas identiques à ce qu'elles étaient autrefois, mais appropriées à ces temps nouveaux.

Le nouveau recrutement de main-d'œuvre, libre d'abord, réglementé ensuite comme l'avait été l'esclavage par les pouvoirs publics, a été l'immigration, forme plus moderne et plus adoucie de l'esclavage. C'est cette immigration réglementée que nous nous proposons d'étudier ici. Après un rapide historique qui nous conduira jusqu'en 1882, date de la suspension pour la colonie de la Réunion de la convention franco-anglaise, relative à l'immigration, historique qui nous forcera de nous occuper quelque peu des autres vieilles colonies, les mêmes règlements en effet, les mêmes décrets leur étant applicables, nous nous occuperons dans une seconde partie de la reprise de l'immigration africaine, des efforts désespérés tentés par les gros propriétaires de l'île pour trouver de nouveaux centres de recrutement de travailleurs, des projets de reprise de l'immigration indienne et nous terminerons en étudiant les résultats de l'immigration à la Réunion.

CHAPITRE PREMIER

L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE. — SES CONSÉQUENCES
A LA RÉUNION. — LES PREMIERS APPORTS D'IMMI-
GRANTS. — LES PREMIERS RÈGLEMENTS LOCAUX.

La crise du travail créée dans les vieilles colonies françaises par l'abolition de l'esclavage avait été, dans certaines colonies, plus intense que dans d'autres. La culture de la canne, la principale culture de nos vieilles colonies, dès cette époque avait régressé dans des proportions considérables, faisant craindre avec la ruine des propriétaires la ruine des colonies.

A la Guadeloupe, une enquête faite sur la situation du travail à la fin de 1849 constatait que, avant l'émancipation, on employait à la culture de 16.126 Ha. (cannes à sucre) 20.970 travailleurs donnant annuellement 425.800 journées d'un travail régulier, tandis qu'après l'émancipation, si le nombre des travailleurs n'avait pas considérablement baissé : 19.465, le nombre des journées de travail n'était plus que de 234.412 pour 8.770 hectares cultivés.

Non seulement le nombre d'hectares cultivés était réduit de moitié, mais l'irrégularité du travail des anciens esclaves augmentait encore les difficultés.

La situation à la Martinique, présentée comme meilleure par une commission nommée pour étudier la question du travail libre dans la colonie au lendemain de l'acte d'abolition, était cependant non moins grave. En 1855, malgré l'apport d'immigrants nouveaux, 800 travailleurs restaient seuls à cultiver les champs de leurs anciens propriétaires.

A la Guyanne on ne comptait plus que 6.000 travailleurs sur le total ancien de 13.000.

A l'île de la Réunion, la crise de travail a eu un caractère bien moins aigu. Préparés de longue date à la mesure ruineuse que devait être pour eux l'abolition de l'esclavage, les propriétaires ne firent point entendre d'inutiles récriminations. Aucun trouble, aucune révolte dans cette île dont les conditions économiques venaient d'être bouleversées. *L'Histoire de la Réunion*, de Paul Hermann, en attribue tout l'honneur et tout le mérite au commissaire de la république Sarda-Garriga envoyé à la Réunion pour appliquer le décret d'affranchissement. Sarda-Garriga, par d'habiles et prudentes mesures, réussit à retenir les noirs sur les anciennes propriétés. Il avait enjoint aux esclaves sans ressources de contracter avec les propriétaires des engagements de deux ans. Ils avaient, avec le choix de leur maître, la libre discussion des conditions, de la durée de leur engagement ainsi que du taux de leur salaire. Leurs maîtres étaient tenus de leur fournir le logement, la nourriture, les soins médicaux et le salaire en espèces. Les frais d'inhumation incombaient encore à l'enga-

giste. Un arrêté du commissaire de la république du 25 octobre 1848 considérait comme vagabond et traitait comme tel, tout esclave sans ressources qui ne s'était pas engagé avant le jour de son affranchissement. L'affranchi qui put justifier de quelques moyens d'existence fut dispensé de tout contrat de travail. De même Sarda-Garriga n'avait point voulu que l'abolition de l'esclavage, qui devait pour tous être un bienfait, pût en plonger quelques-uns dans la plus affreuse misère. Les vieillards, les infirmes, que l'acte d'abolition laissait sans ressources, restèrent chez leurs anciens maîtres entourés des soins que réclamait leur indigence. Grâce à ces mesures empreintes et de prudence et d'humanité, l'agriculture à la Réunion n'a pas été sérieusement mise en péril.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet un témoin oculaire, M. DE MAHY, l'adversaire de l'immigration : « Grâce à une réelle éducation politique, déjà séculaire, née de l'ensemble des circonstances chez l'ancienne population libre, très mêlée et, surtout, grâce à la douceur des mœurs chez les maîtres et chez les esclaves, la colonie était préparée à l'abolition de l'esclavage. L'émancipation s'est accomplie dans les conditions les plus remarquablement heureuses et honorables. Il n'est que juste d'ajouter qu'elle fut secondée par un administrateur de premier ordre, grand cœur et haute intelligence, M. le commissaire de la république Sarda-Garriga.

Je ne sais rien de plus beau dans notre histoire, rien de plus émouvant que cette intrusion instan-

tanée, unique à la France, de toutes les libertés tombant à la fois dans un organisme social fondé sur l'esclavage et le transformant en société entièrement libre, investie tout à coup de tous les droits de l'homme et du citoyen et les exerçant d'emblée, sans qu'il en soit résulté la plus faible secousse, le plus petit inconvénient, rien en un mot, rien que du bien. Le décret portant abolition de l'esclavage ayant été connu en juin 1848 et la promulgation officielle en ayant été ajournée par arrêté du commissaire de la république jusqu'après achèvement de la récolte qui venait de commencer, les esclaves eurent la patience d'attendre. Aucun atelier ne fut abandonné, nulle part le travail ne fut un seul instant suspendu, et ce n'est que beaucoup plus tard, le 20 décembre, une fois la récolte rentrée, que le décret fut mis à exécution. Pendant ces longs mois d'attente, pas une récrimination, pas un murmure. Aujourd'hui fixé, le 20 décembre 1848, à minuit sonnant les esclaves palpèrent la liberté, comme dit un ancien gouverneur, M. le sénateur Hubert-Delisle, les esclaves palpèrent la liberté « en parcourant les grandes routes et en accompagnant avec des chants d'allégresse le commissaire de la république, M. Sarda-Garriga, faisant sa tournée libératrice dans l'île entière. Il n'y eut pas le plus léger désordre. Au bout de quelques jours, un grand nombre reprirent le travail, changeant de maîtres, d'autres s'employant comme journaliers, d'autres continuant de travailler, libres et salariés, sur les mêmes propriétés

où, de père en fils, ils avaient subi la loi de l'esclavage. D'autres, assez nombreux, allèrent défricher les plateaux couverts de forêts et les pentes des montagnes dans l'intérieur de l'île.

» Il eût été facile de les ramener et de retenir tous ces ouvriers au travail. Mais la spéculation s'en mêla et une grande faute fut commise : l'introduction d'immigrants recrutés dans l'Inde anglaise (1). »

Dès ce moment il était du devoir de l'île de prendre conscience de la situation anormale dans laquelle elle se trouvait et d'essayer d'en sortir. La Réunion jusqu'à ce jour avait orienté toutes ses forces vers l'exportation et, sur son sol, la canne à sucre avait pris un développement exagéré (2). Produit rémunérateur, il enrichissait les colons sans contre-partie définitive pour la colonie qui était obligée pour s'alimenter de s'adresser au dehors. Les transactions intérieures souffraient de cet état de choses, les produits importés se vendaient très cher et les plus pauvres ne s'approvisionnaient qu'au prix des plus lourds sacrifices. La société coloniale présentait une hiérarchie faite pour étonner. En haut la classe blanche, les colons sucriers, les véritables maîtres du pays. En bas, même pas une classe salariée, des esclaves, sans individualité, sans état civil, comparables à du bétail humain. Au milieu une classe

1. *Journal des fabricants de sucre*, 1^{er} novembre 1905.

2. Rapport présenté en 1850 au Conseil d'État par M. Bétie. Sur 73 millions d'exportation que font annuellement nos colonies, 63 millions représentent la valeur de la production sucrière.

moyenne embryonnaire. La petite propriété écrasée par sa puissante rivale, la grande, qui sans cesse se développait. Cette situation avec l'abolition de l'esclavage devait encore s'aggraver. De petites, très petites propriétés allaient, nous allons le voir, se créer avec les nouveaux affranchis, mais la grande attirait à elle toutes les terres des colons ruinés ou mécontents du nouvel état de choses.

Autour des usines se groupèrent de plus en plus d'immenses domaines réservés à la culture de la canne ; déjà industriels, les propriétaires se faisaient également agriculteurs.

Il appartenait peut-être au gouvernement de l'île de favoriser le développement de la moyenne et petite propriété en s'opposant à la spéculation des grands propriétaires. Le nouveau régime s'en serait trouvé consolidé. L'esclavage aboli, un état social plus naturel et parfaitement harmonieux pouvait naître. Le moment d'ailleurs semblait venu de faire vivre chez les nouveaux affranchis, avec l'amour de la liberté, l'amour du sol et l'amour de l'épargne. Beaucoup d'entre eux, que le souvenir de leurs chaînes hantait, voyaient dans le travail aux champs, sous le contrôle des surveillants, de maîtres impitoyables, la continuation de leur esclavage. Réfugiés sur les hauteurs de l'île, ils s'étaient mis à défricher de petits lopins de terre, trop pauvres et trop mal situés pour exciter la convoitise des colons ; ils essayaient ainsi de vivre du produit de leur travail. Les cultures abordées par eux ne pouvaient être que des cultures d'un rap-

port immédiat. A la Réunion, où les saisons n'existent pour ainsi dire pas : ce sont les « cultures vivrières ». Elles escaladèrent les plus hauts plateaux, les pentes les plus abruptes. La Réunion, à ce moment, fut abondamment pourvue de tous les légumes dont à certains moments la disette s'était fait réellement sentir. Mais l'abondance même de ces cultures, la difficulté de les écouler, de les amener sur les principaux centres de la colonie, qui pour ces petits producteurs auraient été d'excellents débouchés, rendirent ces cultures très peu rémunératrices. L'absence de route, de transports, les fit peu à peu abandonner.

Sobres, habitués aux privations, les anciens esclaves préférèrent leur liberté et la misère au retour sur les sucreries. Les récits de leurs frères restés sur les plantations n'étaient pas pour les encourager. Les colons, la peur de la ruine passée, avaient insensiblement considéré à nouveau leurs engagés comme des esclaves : sans tenir compte des sages conseils du commissaire de la république, Sarda-Garriga, les anciens abus tout naturellement avaient repris, le travail prolongé, la nourriture insuffisante. Mécontents, les nègres en grand nombre désertèrent les plantations et, d'après J. Duval, en 1864, le quart à peine des anciens esclaves était resté sur les plantations.

Mais bien avant cette date, les plaintes des colons s'étaient à nouveau fait entendre.

Ils ne retrouvaient plus dans leurs engagés les esclaves souples et soumis, résignés à leur triste sort.

Se familiarisant de jour en jour avec la liberté, les nouveaux affranchis se montraient peu décidés à accepter, sans récriminations, les mauvais traitements. Ne reconnaissant plus, comme loi, le seul bon plaisir du maître, ils aimaient plutôt que de travailler dix-huit heures par jour et sous les coups, comme autrefois, fuir dans les montagnes et mener une douce existence de paresse, avec l'unique préoccupation de pourvoir à leur subsistance, tâche assez aisée dans une île tropicale riche en fruits et en racines nourrissantes. De plus la culture de la canne périlait et ne donnait plus les bénéfices considérables auxquels les planteurs étaient habitués. Il fallait remplacer les anciens esclaves par d'autres et les colons réclamaient à la métropole de leur venir en aide, de mettre à leur disposition une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse. La colonie manquant de bras ou ne pouvant fournir une main-d'œuvre assez souple, les colons jugeaient de toute nécessité de la demander aux pays étrangers, riches en travailleurs.

Ce mouvement vers la recherche de travailleurs nouveaux n'a pas été d'ailleurs spécial à la Réunion, les trois autres vieilles colonies, avec ensemble, firent entendre les mêmes réclamations. Elles devaient trouver, toutes quatre, dans leurs gouverneurs, des auxiliaires pour appuyer leurs revendications et obtenir satisfaction de la métropole. Celle-ci allait, non seulement tolérer, mais encore aider les colonies à remplacer l'esclavage aboli, honni, par une autre

forme d'esclavage, non moins honteux, plus dangereux assurément pour l'état social que l'esclavage avoué, reconnu, officiel. En permettant, en secondant l'immigration, la métropole semblait prendre à tâche de détruire l'œuvre accomplie en 1848. Elle n'avait pas voulu, pour mieux juger des résultats, attendre plus de quatre ans et le décret du 13 février 1852 viendra donner à l'immigration la consécration officielle, la réglementer ; bien plus, son titre premier contiendra le principe de la participation de l'État aux dépenses de l'immigration. La métropole avait attendu quatre ans ! mais était-on bien sûr de n'avoir pas déjà attendu trop longtemps et l'intérêt des colons dont l'unique préoccupation était l'enrichissement ne commandait-il pas impérieusement l'intervention de la métropole !

Avec la persistance de la colonie dans ses anciens errements, avec la persistance des cultures d'exportation et, à l'époque, de la monoculture de la canne, avec surtout la concentration croissante de la propriété délaissée de la plupart de ses travailleurs, la situation, résultat de l'impatience des colons et de l'imprudence des pouvoirs publics, commandait un apport sérieux de travailleurs, venus du dehors.

La culture extensive, la seule culture en usage aux colonies, demande plus de bras que la culture intensive ; d'autre part, la culture de la canne exige à certaines périodes, au moment de la coupe notamment, la présence de travailleurs en nombre considérable. Il faut, dans un temps très limité, si l'on ne

veut pas s'exposer à la perte de la récolte, couper des millions de kilos de cannes ; or, à la Réunion, certaines propriétés, à elles seules, ont produit jusqu'à 50 millions de kilogrammes. Et un travailleur ne peut, en moyenne dans sa journée, couper plus de 1.000 kilos de cannes. Le grand propriétaire, le grand usinier qui dispose de centaines d'hectares s'entoure d'une véritable armée de travailleurs. Il ne faut pas de plus oublier que, condition défavorable à la Réunion, les champs pierreux d'origine volcanique permettent plus difficilement qu'en Europe l'usage des machines perfectionnées. L'homme, à la Réunion, a été jusqu'à maintenant le principal pour ne pas dire l'unique instrument de travail. Il n'y a plus à s'étonner, dans ces conditions, de voir la colonie faire appel à l'immigration, elle a été la suite nécessaire de l'esclavage par le fait de la persistance des vieilles colonies en général et de la Réunion en particulier, à vouloir continuer les systèmes de culture d'exportation et de culture extensive.

La Réunion, d'ailleurs, en faisant appel à l'immigration, n'a pas fait œuvre nouvelle, originale, elle n'a pas fait non plus œuvre brusque : l'immigration ne s'est pas opposée à l'abolition de l'esclavage, elle a précédé cette abolition.

La Réunion n'a point fait œuvre nouvelle, originale, elle s'est contentée de suivre l'exemple des colonies anglaises qui, au lendemain de l'abolition de leur esclavage, s'étaient empressées de faire appel pour leurs colonies d'Amérique à l'Inde, aux îles hispano-

portugaises, aux établissements anglais du détroit de Malacca, et par des séries de mesure rappelant de très près la traite également à l'Afrique ; pour sa colonie de Maurice elle avait spécialement puisé aux immenses réservoirs de l'Inde. La *Revue coloniale* d'août 1865 donne à ce sujet des renseignements très précis ; de 1843 à 1863 les introductions de travailleurs à Maurice avaient atteint un total de 305.965 immigrants. Les Indes occidentales avaient reçu des contingents plus modestes, de 1843 à 1865 on estime à 164. 505 le nombre d'immigrants qu'elles reçurent.

Ces immenses apports d'immigrants avaient fait prendre à l'agriculture dans les colonies anglaises un remarquable essor ; mais les résultats nulle part n'avaient été aussi considérables qu'à Maurice qui, grâce à son immense contingent de travailleurs indiens avait vu sa production passer de 65 millions de livres en 1835 à 235 millions en 1855. Les propriétaires de la Réunion, jaloux de la prospérité de l'île sœur, ambitionnaient les mêmes résultats et sans s'arrêter à d'autres considérations demandaient également l'immigration indienne.

La Réunion en faisant appel à l'immigration n'a pas fait œuvre spontanée, brusque, elle n'a pas attendu l'application de l'acte d'abolition pour faire appel à des travailleurs étrangers.

Dès les premières mesures prises par les puissances pour la suppression de la traite, les colons cherchèrent à assurer le renouvellement de leurs

ateliers. Leurs regards tout naturellement se portèrent vers l'Inde, avec qui, depuis la seconde moitié du xvii^e siècle, la Réunion avait eu des relations fréquentes, faites de visites des mêmes escadres, de mêmes corsaires, et d'échanges de gouverneurs.

Au lendemain du traité de Paris, la Réunion prit des séries de mesures pour favoriser l'introduction dans l'île de travailleurs, venus d'Asie. Un arrêté local rendu à la date du 18 janvier 1826 défendait à toute personne venant du dehors de séjourner dans la colonie sans une carte de séjour, un permis de résidence ou une concession de domicile définitif; mais une exception était faite en faveur des Indiens.

Sont exempts de cette disposition, disait l'article 6 de l'arrêté, les domestiques indiens qui, sur le vu d'un engagement de service personnel contracté avec un domicilié, pourront être pourvus, dès leur arrivée, d'un permis à la charge, par le maître, de consigner sur le registre de la police la soumission de pourvoir aux frais que le renvoi de la colonie pourrait occasionner.

Un certain nombre d'Indiens furent introduits par suite de cette faculté et, dans leur intérêt, aussi bien que dans celui de l'ordre public, l'autorité locale sentit bientôt la nécessité de prendre des mesures pour régulariser et assurer leur position. Le règlement local du 3 juillet 1829 y pourvut. Il réglait d'une part ce qui concernait le passage, la nourriture, la solde, l'entretien des Indiens engagés, de l'autre il instituait une sorte de commission de

patronage, en leur faveur, chargée de prendre connaissance des contrats de louage passés par les colons avec les Indiens, les Chinois ou autres individus libres d'Asie arrivant dans la colonie, de surveiller l'exacte exécution des contrats, dans l'intérêt respectif des parties, de s'assurer si le contrat était conforme aux lois et si l'habitant avait la possibilité de remplir ses obligations, d'être l'arbitre officieux (sauf recours à un tribunal supérieur en cas de non-arrangement) des contestations susceptibles de s'élever entre les colons et les Indiens et de proposer à l'autorité le renvoi des engagés dont la présence paraîtrait dangereuse ou dont les contrats seraient rompus, pour quelque cause que ce fût.

Le secrétaire de la commission était chargé de tenir une matricule générale indiquant tous les mouvements des gens de travail et ceux de leur famille. La nourriture, un salaire minimum (10 fr. par mois), les soins à donner aux malades, l'entretien des infirmes, le rapatriement des engagés aux frais des employeurs étaient prévus. Un arrêté local en date du 24 décembre 1829 vint organiser les délégations de soldes des Indiens à leurs familles dans l'Inde et créer un lazaret à Saint-Denis. Le séjour à ce lazaret était fixé à un délai minimum de huit jours.

Les essais tentés n'eurent pas tout le succès espéré. Peu de propriétaires eurent à se louer des engagés placés à leur service. Les Indiens ne se soumettaient qu'avec mollesse et répugnance aux travaux de la culture et se montraient enclins au

vagabondage et à la mendicité. L'esprit de spéculation qui avait présidé à ces essais avait entraîné de mauvais choix. Les Indiens quittaient les ateliers et commettaient des désordres. Pour mettre un terme à ce fâcheux état de choses, le 16 mai 1831, le gouverneur prit un nouvel arrêté, modifiant ceux du 3 juillet et du 4 décembre 1829 et qui changeait et la composition et les attributions de la commission de protection.

Les attributions du secrétaire de la commission étaient étendues, ses fonctions de syndic étaient précisées. Il devait recevoir toutes les réclamations qui lui étaient adressées par les engagés, former en leur nom toute demande de justice ou y défendre et rendre compte, chaque mois, à la commission, de toutes les contestations qui lui auraient été présentées.

Mais le vagabondage et l'abandon des ateliers par les Indiens ne cessaient d'attirer l'attention des pouvoirs publics. Un nouvel arrêté fut pris le 13 avril 1833 pour réprimer sévèrement le vagabondage. Il devait être fait sur la solde de tout Indien qui aurait abandonné son atelier, sans motif valable, une retenue du double du prix des journées dont il aurait frustré son propriétaire ; de plus, tout Indien qui, ayant abandonné l'atelier, ne justifiait pas, soit d'engagements de travail, soit de moyens d'existence connus, devait être arrêté et poursuivi comme vagabond.

Un grand effort fut fait en 1838 pour codifier toute

cette législation sur l'immigration et un décret colonial destiné à résumer et à compléter tous les règlements précédents fut adopté le 24 décembre 1838. Mais ce décret, le premier essai sérieux de réglementation à Bourbon, soumis à la sanction du roi ne fut pas approuvé. Ce décret fut remplacé par un arrêté en date du 13 juin 1842 et qui contient les principales dépositions du décret colonial du 24 décembre 1838.

Nous croyons utile de donner une analyse succincte de cet arrêté encore en vigueur aujourd'hui.

Dans le préambule le gouverneur déclare que les gens de travail libres venant d'Asie, introduits à différentes époques dans la colonie, ont successivement et presque tous abandonné les ateliers des propriétaires qui les avaient engagés, que la plupart se livrent au vagabondage et entretiennent avec les noirs des habitations rurales des relations coupables et que le décret colonial voté en 1838, n'ayant pas reçu la sanction royale, il importe, au maintien de l'ordre public, qu'il soit pris des mesures pour obvier aux inconvénients du défaut de législation en vigueur en ce qui concerne les ouvriers dont il s'agit.

En conséquence il établit les dispositions suivantes : un registre matricule sera ouvert dans chaque bureau de police de la colonie, à l'exception de celui de Saint-Denis, où une matricule sera établie. Ce registre indiquera exactement les noms des Indiens établis dans la commune, la date de leur arrivée dans la colonie, leur signalement et en

général tous les renseignements propres à les faire individuellement reconnaître.

Dans le délai d'un mois à partir de la publication de l'arrêté les Indiens devront se pourvoir, au bureau du syndicat à Saint-Denis et dans les communes, au bureau de leur résidence d'un livret, sur lequel seront reportées exactement les indications du registre matriculé ainsi que le numéro d'ordre.

Le livret servira à annoter successivement les noms des habitants chez lesquels seront employés les Indiens et les conditions de leur engagement. Ces annotations ne pourront être faites, à Saint-Denis, que par le syndic et dans les autres communes que par les commissaires de police ; elles devront être signées par eux. C'est, en conséquence, devant ces fonctionnaires que ces engagements devront être passés. Ils tiendront la main à ce que les engagements ne soient jamais moindres d'un mois. Les engagements antérieurs au présent arrêté seront inscrits pour le temps qu'ils restent encore à courir (art. 3).

D'autres articles réprimaient le vagabondage et organisaient le travail dans les ateliers ; d'autres prévoyaient le nombre d'heures de travail à fournir par les engagés, leur entretien, leur salaire, la date des paiements, leur nourriture, les prestations à fournir en nature et en espèces, etc., l'entretien des malades, des infirmes.

Le nombre des Indiens introduits à Bourbon en vertu des dispositions qui précèdent n'a jamais été

très élevé. Jusqu'en 1829 le nombre des Indiens était peu considérable dans l'île; à partir de cette époque il reçut un grand accroissement, par l'introduction dans la colonie de cultivateurs libres que plusieurs habitants s'étaient procurés à la côte d'Orixa et qu'ils avaient choisis dans les différentes castes indiennes, principalement dans celle des parias. Le nombre de ces engagés volontaires s'élevait en 1830 à 3.012.

Le discernement nécessaire n'ayant pas présidé au choix des individus, l'essai ne fut pas encore fructueux. Dès lors, toute introduction nouvelle cessa et le nombre des Indiens engagés existant dans la colonie alla en diminuant, d'année en année, par le retour successif de ces individus dans leur pays. Le 1^{er} août 1837 on n'en comptait plus que 1.346 à Bourbon. En 1842 ce nombre était de 1.353.

Mais bien plus que ces essais infructueux, le mauvais vouloir rencontré dans les Indes françaises et anglaises devait décourager les propriétaires de la Réunion. Le 6 mars 1839, un arrêté du gouverneur de l'Inde française pris sur les instances du gouverneur de l'Inde anglaise, qui se plaignait de la sortie de ses administrés par nos territoires, prohibait tout recrutement d'Indiens sur territoires français et à destination de la Réunion. Le gouverneur de l'Inde française, par cet arrêté, poursuivait un double but : 1^o la bonne entente avec son collègue anglais ; 2^o la défense des intérêts de ses administrés, dont les craintes au sujet du dépeuplement de nos posses-

sions et du manque de bras pour leurs propres industries semblaient des plus fondées. Cet arrêté ne sera abrogé qu'en 1848 sur un ordre formel du ministre de la Marine. De son côté, le gouverneur de l'Inde britannique prenait des mesures des plus sévères, pour prohiber toute sortie de ses ressortissants à destination de pays étrangers. Obligés de trouver de nouveaux centres de recrutement de travailleurs, les propriétaires de la Réunion se décidèrent à s'adresser à la Chine et en 1843 le gouverneur prenait un nouvel arrêté dont l'objet était de régler les conditions d'introduction dans la colonie de 1.000 travailleurs chinois.

Des essais tentés en Chine il résulte que peu de Chinois purent être introduits dans l'île. En 1844 la *Sarcelle* ne put y conduire que 58 Chinois engagés pour les travaux du gouvernement, et le capitaine Guérin, commandant la *Sabine*, après trois longs mois d'efforts passés à la recherche des travailleurs, ne put recruter qu'un maigre contingent de 75 Chinois. La plupart des Chinois se trouvant à cette époque dans l'île y étaient venus volontairement (1).

Mais l'abolition de l'esclavage va stimuler l'ardeur des propriétaires. Ils s'adresseront à nouveau à l'immense réservoir qu'est l'Inde et, mieux avertis, feront des travailleurs un choix plus judicieux. L'Afrique aussi ne cessera d'être mise à contribution. Dès 1848, plus de 5.629 immigrants sont dans l'île, dont : 4. 631 Indiens ; 498 Africains ; 590 Chinois.

1. *Revue coloniale*, t. VIII, 1^{re} série, 1846, p. 513.

CHAPITRE II

L'IMMIGRATION INDIENNE ET L'IMMIGRATION AFRICAINE DE 1848 A 1860

Les efforts tentés par la Réunion pour recruter les travailleurs nécessaires à son agriculture se sont portés sur deux points principaux du globe : l'Afrique et l'Inde. Nous avons vu dès le lendemain du Congrès de Paris, dès la suppression de la traite, les recherches des colons se porter vers l'Inde et nous avons pu constater dans l'île, au lendemain de l'abolition de l'esclavage, un contingent d'immigrants d'une notable importance : plus de 5.000 immigrants composés presque en totalité d'Indiens. L'apport des travailleurs de race hindoue ne fera que croître après 1848 pour arriver à son apogée en 1854, date à laquelle le contingent des travailleurs prélevés sur l'Afrique sera également considérable. Mais à aucun moment de cette période s'étendant de 1848 à 1860, date de la convention franco-anglaise, relative à l'introduction de travailleurs, la Réunion n'a cessé de faire appel à l'Inde, même au moment où l'immigration africaine lui donnera plus de 10.000 travailleurs, en une seule année.

Deux raisons viennent expliquer pourquoi la colonie de la Réunion, si elle n'abandonnait pas totalement l'Inde comme centre de recrutement, faisait porter tous ses efforts vers l'Afrique.

La première et la moins importante, à notre avis, bien que soutenue par DE LANESSAN est le peu de satisfaction que retirèrent *les colons du travail des Indiens*. Nous les avons vus, dans le chapitre précédent, paresseux, enclins au vagabondage, décourager leurs engagistes ; en face d'eux les Africains soumis, sobres, doués de qualités de force physique très appréciées, s'étaient toujours montrés courageux au travail. De plus l'Africain, son engagement terminé, reste volontiers dans la colonie, ayant peu ou prou la notion de patrie, et par des alliances avec les négresses créoles, fonde des familles qui contribuent à augmenter la population agricole de l'île. Sans religion exclusive il s'assimile facilement. Toutes ces qualités ont fortement été mises en relief par CHATELAIN dans son petit livre *Sur l'Immigration africaine à l'île de la Réunion*.

Mais quelle que soit la force de tous ces arguments, il a fallu pour détourner vers l'Afrique le courant d'immigration dirigé vers l'Inde des raisons d'une autre sorte. Toutes les qualités attribuées à l'Africain étaient connues et la comparaison entre l'Indien et l'Africain faite depuis 1815 ; il est difficile dans ces conditions d'admettre que les colons aient attendu jusqu'à l'année 1854 pour demander à la terre des anciens esclaves, des auxiliaires aussi précieux. La

vraie raison a été pour la Réunion la facilité ou la difficulté de trouver des centres de recrutement.

Au lendemain de l'abolition de l'esclavage, alors que dans tous les pays civilisés les partis abolitionnistes triomphaient, il aurait été dangereux, pour une puissance, de continuer à recruter ses travailleurs en Afrique. On eût immédiatement crié à la continuation de la traite, à la trahison des engagements solennellement pris. Voilà ce qui explique que la Réunion, une fois l'esclavage aboli, ait recherché des travailleurs indiens, voilà ce qui explique que les menées de l'Angleterre, plus tard, rendant difficile, pour ne pas dire impossible, tout recrutement dans l'Inde, les colons aient supplié les pouvoirs publics et obtenu d'eux la permission de recruter en Afrique.

L'histoire de l'immigration africaine, comme l'histoire de l'immigration indienne, ne sera que la longue suite des difficultés suscitées, par l'Angleterre, à la France, à la recherche de travailleurs pour ses colonies. Il serait difficile, à notre sens, de mettre mieux en évidence que par l'immigration le peu de bienveillance d'une nation à l'égard d'une autre.

Après l'abolition de l'esclavage proclamée dans les colonies anglaises le 1^{er} août 1834, l'Angleterre avait fait de réels efforts pour obtenir de la France une semblable mesure pour ses propres colonies, et ses sollicitations pressantes n'avaient pas peu contribué à former, à développer, à soutenir le parti abolitionniste en France. La mesure obtenue, l'acte d'abolition proclamé par la France en 1848, l'Angleterre

immédiatement fermait l'Inde au recrutement de tous travailleurs pour nos colonies. L'autorisation qu'elle accordait largement à ses colonies de recruter des travailleurs dans l'Inde, elle n'entendait pas nous la donner. Seules ses colonies devaient en bénéficier. Pourrait-on chercher l'explication d'une mesure aussi rigoureuse dans la crainte de voir ses propres colonies manquer de bras ? L'Inde peuplée de 200 millions d'habitants est un tel réservoir d'hommes qu'on peut sans réserve y puiser. Et dans ce pays où, à cause de la surpopulation, les famines ne sont pas rares, où, d'après M. le Dr Jeanne Shibley, plus de 10 millions d'affamés sont annuellement à la charge du gouvernement vice-royal (Institut colonial international de La Haye, 1895), enlever de ce sol quelques centaines de mille hommes, c'est servir la cause de l'humanité.

Mais le but de l'Angleterre apparaissait avec évidence, elle voulait conduire nos colonies à la ruine et voulait de cette ruine faire profiter ses propres colonies.

Après 1848, après la levée de l'interdiction établie par le gouverneur de l'Inde française de recruter des travailleurs dans les possessions placées sous son autorité, l'île de la Réunion viendra à nouveau y chercher des travailleurs, et le mouvement ne tardera pas à être suivi par les colonies des Antilles. Mais trop peu peuplées, nos possessions de l'Inde ne pourront faire face à une immigration de quelque importance, et ce sera dans la population de

l'immense territoire anglais que cette immigration trouvera son principal aliment. Nos possessions sont, on le sait, enclavées de tous côtés dans les possessions anglaises.

Les Indiens traversent les frontières fictives qui les séparent du sol français pour se rendre à Karikal et à Pondichéry et là, devant un agent du gouvernement, contractent, librement, un engagement de travail pour l'une de nos colonies, à un salaire et suivant des conditions fixées d'avance et approuvées par l'administration. Mais il faut bien se rendre compte que l'Angleterre s'est toujours refusée, avec opiniâtreté, à donner une consécration légale à cette immigration clandestine ; elle s'y est, au contraire, fidèle à sa politique, opposée de toutes ses forces et nos agents de recrutement se sont vu traquer, condamner à l'amende et emprisonner toutes les fois que les collecteurs anglais ont pu les saisir sur leur territoire. Au plus fort de la guerre de Crimée, alors que les deux nations alliées se prodiguaient des témoignages de sympathie, l'opposition de l'Angleterre n'a pas cessé d'être intransigeante.

A cette époque, nos recrutements dans l'Inde étaient des plus réduits :

	Années		
	1855	1856	1857
	—	—	—
Martinique	381	1531	1254
Guadeloupe	437	1070	782
Réunion	3097	2233	1017

Ces maigres résultats faisaient crier les planteurs à la ruine prochaine.

« L'Angleterre, disaient-ils, a battu des mains à l'émancipation de nos esclaves. Est-ce donc la ruine de nos colonies qu'elle voulait exclusivement, puisque nous rencontrons ses entraves partout où nous cherchons à nous procurer des travailleurs libres, pour remplacer ceux qui, émancipés, ont déserté nos habitations? Cuba peut impunément continuer à se procurer des esclaves et trouve ainsi, chaque jour, des forces nouvelles pour augmenter sa production, qui vient faire une désastreuse concurrence à la nôtre.

» Et nous, les représentants du travail libre, qui avons courageusement accepté la lutte contre les produits du travail esclave, nous ne rencontrons que mauvais vouloir, qu'opposition de la part des puissances qui se prétendent à la tête des sympathies abolitionnistes. Nous n'avons donc qu'à nous draper dans notre linceul et à donner au monde le triste spectacle des colonies françaises agonisantes, après l'émancipation, et cela parce que l'Angleterre leur ferme obstinément l'accès de la source qui, dans des circonstances identiques, a sauvé de la ruine les possessions anglaises. Voici venir pour nous la fatale échéance de 1861 ; nos sucres qui traversent les mers supporteront, alors, à leur entrée en France, les mêmes taxes que les sucres indigènes qui se fabriquent aux portes des marchés auxquels nous sommes tenus de réserver nos produits ; eh bien, pour sou-

tenir cette concurrence, nous ne demandons qu'une chose, des bras, des bras !

» Nous en refusera-t-on indéfiniment quand l'Inde et l'Afrique sont là avec leur population exubérante, prêtes à nous envoyer des émigrants auxquels notre climat, nos mœurs offrent toutes garanties (1) ? »

Ces plaintes amères émurent le gouvernement. Et sans cesser de permettre le recrutement dans les possessions françaises de l'Inde, le gouvernement se décida à autoriser de nouveaux prélèvements de travailleurs sur l'Afrique. Allait-on encore être en butte aux susceptibilités et à l'opposition de l'Angleterre ? L'histoire de cette période 1854-1860 nous la montrera se servant de tous les moyens pour décourager la France et la chasser du continent africain.

Avant de parler de nos propres recrutements en Afrique, il nous semble bon de jeter un peu de lumière sur les pratiques anglaises dans la recherche, sur le continent noir, de travailleurs pour ses colonies. L'initiative de l'émigration africaine a été prise par l'Angleterre pour ses colonies occidentales, en vertu d'un ordre en conseil du 30 septembre 1839. A partir de cette époque on opéra, d'après les dispositions de cet acte, des recrutements d'Africains libres à Sierra-Leone, à Bonavista, à Loanda et à la côte du Krou. Mais cette source d'émigration ne tarda pas à sembler insuffisante à l'Angleterre. Elle se résolut alors à employer un moyen commode et

1. *Revue coloniale*, t. XIV, 2^e série, 1858, p. 15.

fructueux pour peupler ses colonies : les croiseurs anglais, chargés de faire la chasse aux navires négriers, libéraient chaque jour un nombre de plus en plus important d'esclaves capturés qu'ils débarquaient provisoirement à Sainte-Hélène et à Sierra-Leone, leur nombre à Sainte-Hélène s'est élevé jusqu'à 4.000 (1). L'Angleterre, sans même s'occuper de l'avis de ces libérés, les transportait dans ses colonies occidentales. Le nombre des Africains introduits sous ce régime dans les colonies anglaises s'élevait en 1854 à 27.000.

Dans nos colonies, dès 1850, l'île de la Réunion avait reçu l'autorisation de recruter des travailleurs parmi les populations de Mozambique et de Madagascar. La permission accordée à la Réunion fut étendue, dès 1853, aux Antilles et à la Guyane qui obtinrent l'autorisation de recruter à la côte occidentale d'Afrique. Une condition était cependant mise, par le gouvernement, pour éviter tout reproche de continuation de la traite. Il exigeait des colonies qu'elles ne recrutent, pour leurs exploitations, que des « noirs en état de liberté préalable ». Cette condition, dictée par l'humanité, allait singulièrement gêner les colons dans leurs opérations. Un document de l'époque déclarait cette condition rigoureuse et le trouvait de nature à rendre illusoire la ressource que nos colonies pouvaient trouver dans l'immigration africaine : « Pour que nos colonies aient les bras

1. *Revue coloniale*, t. XIX, 2^e série, 1858, p. 17.

que réclament impérieusement leur agriculture et leur industrie, il nous faut le recrutement par rachat préalable. » Opération complexe qui consistait à racheter aux négriers et aux roitelets nègres leurs esclaves, à les affranchir pour les embarquer à destination de nos colonies où ils étaient placés comme engagés sous le régime du travail établi par la législation en vigueur.

En faveur de ce recrutement « par rachat préalable » les partisans de l'immigration faisaient valoir des arguments humanitaires : « L'Afrique, disaient-ils, est désolée par l'esclavage qui y est considéré comme une institution sociale », et ils citaient ces lignes de M. Caillé empruntées à son *Voyage à Tombouctou* :

L'Europe civilisée peut bien abolir l'esclavage, mais l'Africain sauvage et intéressé conservera longtemps l'habitude de vendre ses semblables, de se reposer, sur les soins d'autrui, pour sa subsistance ; chaque nègre fait son possible pour avoir des serviteurs, toute son ambition se borne à avoir des esclaves.

« De plus les guerres intestines entre roitelets font de l'Afrique un champ de carnage. Les vaincus entraînés en captivité sont vendus ou massacrés. N'apparaissions-nous pas comme des libérateurs, nous qui venons enlever aux sacrifices et à la mort des nègres, qu'après avoir libérés nous conduisons sur nos plantations où les attendent, en échange d'un travail relativement doux, un bien-être qu'ils n'ont jamais connu. Ne pouvons-nous prétendre servir la cause de la civilisation en éduquant, intruisant selon

nos mœurs et nos lois ces pauvres êtres d'Afrique que nous renvoyons, à leur volonté, dans leur pays, leur engagement fini. » Sans chercher à discuter à fond la thèse soutenue par les colonies, constatons simplement et sans trop de pessimisme combien souvent la philanthropie vient en aide aux intérêts des philanthropes. Mais, chose bizarre, à la même époque, la même thèse humanitaire et intéressée était soutenue en Angleterre (1). Les mêmes causes, les mêmes recherches de travailleurs africains, les meilleurs travailleurs connus à l'époque, faisaient naître dans les deux pays les mêmes arguments.

Mais l'Angleterre ne voulait pas du recrutement par « rachat préalable » ; l'accepter, pour elle, c'était l'accorder à la France ; elle avait mieux à sa disposition : elle avait le transfert pur et simple, dans ses colonies, des esclaves capturés sur les négriers.

Le gouvernement français, malgré les pressantes sollicitations des colons, demeurait hésitant. Permettre le rachat préalable n'était-ce pas encourager la traite ; encourager en Afrique les guerres civiles et les razzias ? Il confirma purement et simplement sa décision de se borner au recrutement des noirs libres et de n'autoriser le « rachat préalable » qu'à bon escient.

Ce ne fut qu'en 1854 que fut organisée la première expédition d'émigrants africains à destination de la Guyane d'abord, puis des Antilles. Les opérations,

1. *Revue coloniale*, t. XIX, 2^e série, 1858, p. 5.

comme l'avaient prévu les colons, furent peu fructueuses : de 1854 à 1857, 1.215 travailleurs seulement purent être engagés.

Les contingents réunis semblaient dérisoires aux colons qui réclamaient des travailleurs par milliers. Mais le gouvernement n'était pas encore disposé à leur ouvrir plus largement l'Afrique, d'autant plus que les attaques anglaises commençaient et avec violence.

Dès que le cabinet britannique eut connaissance de ces recrutements faits, d'ailleurs, au grand jour et sous la surveillance des délégués de l'administration française et des croiseurs de l'État, il en fit l'objet de notes les plus vives et partout où ses agents purent exercer une action même indirecte sur nos recrutements, elle se traduisit en entraves et en obstacles de tout genre.

Un exemple mettra en relief la façon de procéder de l'Angleterre à notre égard. Le gouverneur de la Réunion s'était entendu avec son collègue de la possession portugaise de Mozambique pour organiser une expédition de travailleurs libres à destination de la colonie. L'opération à tous deux semblait avantageuse : « En échange des hommes bruts que je vous envoie, disait le gouvernement des possessions portugaises, vous me rendrez, dans quelques années, des hommes presque civilisés, instruits aux cultures des denrées tropicales. » Sous ces auspices, l'opération dont l'île Maurice profitait depuis longtemps commença pour la Réunion qui reçut quelques convois.

Aussitôt des ordres pressants arrivent de Lisbonne qui prohibent cette immigration et, chose piquante, ces ordres ce sont des croiseurs anglais qui les apportent et les notifient au gouverneur de Mozambique, avant même qu'ils les aient reçus de son gouvernement (1).

A cette occasion (février 1856) un hasard allait encore nous révéler les mauvais procédés de l'Angleterre. Les recrutements sur la côte d'Afrique à destination de nos colonies, accueillis par elle avec indignation, étaient encouragés à destination de sa colonie de Maurice. Un acte du gouvernement de Maurice, non inséré dans la *Gazette officielle*, étendait depuis 1852 aux Comores, aux Seychelles, à Zanzibar et à divers autres ports de la côte d'Afrique, le droit de recruter des émigrants, jusqu'alors limité aux côtes de Madagascar. Ainsi le gouvernement anglais autorisait à Maurice des opérations que ses représentations incessantes nous conduisaient à interdire à peu près complètement à la Réunion (2). De même on défendait l'immigration de Mozambique à Maurice du jour où elle commençait à la Réunion; enfin, c'est à ce moment que la surveillance des collecteurs anglais, dans l'Inde, se faisait tellement rigoureuse qu'il devenait très difficile à nos recruteurs de poursuivre leurs opérations.

Le recensement des immigrants indiens entrés à

1. *Revue coloniale*, § 2, t. XIX, 1858. — *L'Immigration africaine et la traite des noirs*, par M. Baumez.

2. *Revue coloniale*, § 2, t. XX, 1860, p. 320.

la Réunion depuis 1848 nous permettra de constater le succès de la répression anglaise :

Années	Indiens
1849.....	8.078
1850.....	6.598
1851.....	4.107
1852.....	3.383
1853.....	3.181
1854.....	9.135
1855.....	3 097
1856.....	2.233
1857.....	1.449
1858.....	1.324
1859.....	2.394

Les mesures de rigueur de la Grande-Bretagne avaient presque réussi à nous fermer l'Inde. Allait-elle nous fermer l'Afrique ? Cette question en 1857 les colons se la posaient avec épouvante. Le gouvernement français allait-il se refuser à tenter l'expérience du recrutement, « par rachat préalable », en laquelle ils avaient toute confiance. Les essais de recrutement libres pratiqués à la côte d'Afrique dans nos comptoirs, puis à la côte du Krou et sur différents autres points n'avaient pas donné jusqu'à ce jour de brillants résultats. Et les colonies réclamaient des bras avec insistance.

Les plaintes des colons, leurs supplications finirent par émouvoir l'empereur. Saisi de la question de l'immigration, en Conseil des ministres, Napoléon III

décida de considérer les traités passés avec l'Angleterre pour la répression de la traite, comme tombés en désuétude, par suite de non-renouvellement et d'autoriser le recrutement par « rachat préalable ».

Des ordres sévères furent donnés aux gouverneurs et aux commandants de stations pour exercer sur ces opérations un contrôle rigoureux, de façon à éviter jusqu'au moindre soupçon de l'immoral trafic des esclaves. On espérait, par beaucoup de prudence et de loyauté, éviter les représentations peu gracieuses de l'Angleterre. En 1857 une convention fut conclue par le gouvernement avec la maison Régis de Marseille pour le transport de 20.000 Africains à destination des Antilles.

Ce fut dans la presse anglaise un débordement d'injures à l'égard de la France : « La France patronne la traite (1), » Et les échanges de notes, de memorandum, de correspondances se firent actifs entre les deux gouvernements. L'empereur fermement décidé à suivre la nouvelle ligne de conduite qu'il venait d'adopter resta sourd à toutes récriminations. Il estimait que la France, dans le libre exercice de sa souveraineté, avait le droit de régler, comme elle l'entendait, l'émigration africaine à destination de ses colonies : libre à l'Angleterre de s'en passer. Mais la France avait besoin de bras pour ses colonies et, ne pouvant s'adresser à l'Inde, elle les prenait en

1. *Revue coloniale*, t. XIX, 2^e série, 1858, p. 9.

Afrique, sous le contrôle de ses agents, munis d'instructions minutieuses.

Malheureusement l'immigration africaine, en dépit des règlements les plus sévères, allait faire naître de criants abus et donner lieu à de multiples incidents. L'île de la Réunion par sa proximité de l'Afrique avait toujours joui d'une plus grande facilité pour le recrutement de sa main-d'œuvre : de 1850 à 1859 plus de 30.000 Africains furent introduits dans la colonie, le tableau suivant en donne le relevé annuel :

Années		Années	
1849	1	1854	4.298
1850	576	1855	4.39
1851	1	1856	4.125
1852	0	1857	3.790
1853	169	1858	10.008
		1859	5.027

Les années, même les plus pénibles pour les autres vieilles colonies, avaient été allègrement supportées par la Réunion. Mais cette facilité même de recruter des travailleurs devait engendrer des abus. L'autorisation donnée à tout capitaine de navire de recruter des noirs et de les conduire à la Réunion les trouvait trop intéressés. Pour conquérir les primes que devait leur rapporter tout immigrant conduit dans la colonie, quelques-uns, véritables négriers n'hésitèrent pas à se livrer à de réels actes de brigandage. Plusieurs faits révélèrent que les noirs embarqués ne l'avaient pas toujours été avec

leur consentement. En 1853 toute la cargaison humaine de l'*Aimable-Créole* profitait d'une relâche pour s'enfuir à la nage ; en 1855 les immigrants transportés par le *Happy* massacraient l'équipage.

Les pouvoirs locaux saisis de ces scandaleuses affaires n'avaient jamais hésité à sévir avec rigueur. Mais le métier rapportait trop pour ne pas être continué, malgré ses risques.

Un nouvel incident plus grave cependant allait naître avec le *Charles-et-Georges* chargé d'émigrants recrutés aux Comores et à destination de la Réunion. Ce navire fut capturé illégalement par un vaisseau de la marine royale du Portugal et conduit à Mozambique ; le capitaine fut embarqué et emprisonné, les émigrants mis en liberté. A cette nouvelle qui provoqua dans les milieux coloniaux une émotion intense, la France réclama. Le Portugal, soutenu par l'Angleterre, se refusa à toute restitution. Un véritable *casus belli* se posait. La situation semblait grave, rendue encore plus difficile par les injures de la presse anglaise et portugaise. Mais notre bon droit ne pouvait ne pas apparaître et le Portugal finit par céder.

Lassé par toutes ces récriminations, lassé par toutes les difficultés qu'incessamment nous créait l'Angleterre, l'empereur, dans son désir du maintien de la paix et des bonnes relations de notre pays avec les autres nations, résolut de mettre fin au recrutement des travailleurs en Afrique.

Le 30 octobre 1858 il écrivait au prince Jérôme,

chargé de la direction de l'Algérie et des colonies, la lettre suivante :

Mon cher cousin,

Je désire vivement qu'au moment même où le différend avec le Portugal, à propos du *Charles-Georges*, vient de se terminer, la question de l'engagement des travailleurs libres, pris sur la côte d'Afrique, soit définitivement examinée et résolue d'après les véritables principes du droit et de l'humanité. J'ai réclamé énergiquement auprès du Portugal la restitution du *Charles-Georges*, parce que je maintiendrai toujours intacte l'indépendance du drapeau national ; et il m'a fallu dans cette circonstance la conviction profonde de mon bon droit pour risquer de rompre avec le roi de Portugal les relations amicales que je me plais à entretenir avec lui.

Mais quant au principe de l'engagement des noirs, mes idées sont loin d'être fixées. Si, en effet, des travailleurs recrutés sur la côte d'Afrique n'ont pas de libre arbitre, et si cet enrôlement n'est autre chose qu'une traite déguisée je n'en veux à aucun prix. Car ce n'est pas moi qui protégerai nulle part des entreprises contraires au progrès à l'humanité et à la civilisation.

Je vous prie de rechercher la vérité avec le zèle, l'intelligence que vous apportez à toutes les affaires dont vous vous occupez ; et comme la meilleure manière de mettre un terme à des causes de conflit serait de substituer le travail libre des colies de l'Inde à celui des nègres, je vous invite à vous entendre avec le ministre des Affaires étrangères, pour reprendre avec le gouvernement anglais les négociations qui avaient été entamées, il y a quelques mois.

En janvier de l'année suivante, le prince écrivait au gouverneur de la Réunion : « A la réception de la présente dépêche, vous prendrez les dispositions les plus rigoureuses pour interdire tout recrutement de travailleurs, soit à la côte orientale d'Afrique, soit à Madagascar, soit aux Comores, comme toute introduction à la Réunion d'immigrants de ces provenances ou de Sainte-Marie, Mayotte ou Nossi-Bé.

» Et en *post-scriptum*, je vous recommande l'exécution stricte et prompte de cet ordre. »

Cette prohibition ne s'adressait pas à la côte occidentale d'Afrique où les opérations de recrutement s'étaient plus régulièrement passées. Les traités conclus par le gouvernement avec la maison Régis ne pouvaient d'ailleurs être brusquement rompus. Les opérations de recrutement ne prendront définitivement fin sur la côte occidentale qu'en 1862.

Entre temps, les pénibles pourparlers engagés avec l'Angleterre et repris sur l'ordre de l'empereur prenaient une allure sérieuse qui allait, en 1860, aboutir à la convention franco-anglaise, relative à l'introduction de 6.000 travailleurs hindous à la Réunion. Cette convention, en 1861, fut étendue à nos autres colonies.

Heureux de ce double résultat, l'empereur, le 1^{er} juillet 1861, écrivait au ministre de la Marine et des Colonies une lettre qu'on peut regarder comme la fin définitive de cette immigration africaine, si fertile en incidents.

Voici *in extenso* le contenu de cette lettre :

Fontainebleau, le 1^{er} juillet 1861.

Monsieur le Ministre,

Depuis l'émancipation des esclaves, nos colonies ont cherché à se procurer des travailleurs sur les côtes d'Afrique par voie de rachat et au moyen de contrats d'engagements qui assurent aux nègres un salaire pour le travail qu'ils exécutent. Ces engagements sont faits pour cinq années après lesquelles les travailleurs sont gratuitement rapatriés à moins qu'ils ne préfèrent se fixer dans la colonie, et, en ce cas, ils sont admis à y résider au même titre que les autres habitants.

Ce mode de recrutement, il faut le reconnaître, diffère complètement de la traite ; en effet, tandis que celle-ci avait pour origine et pour but l'esclavage, celui-là au contraire conduit à la liberté. Le nègre esclave, une fois engagé comme travailleur, est libre et n'est tenu à d'autres obligations que celles qui résultent de son contrat.

Toutefois, des doutes se sont élevés quant aux conséquences que ces engagements peuvent avoir sur les populations africaines. On s'est demandé si le prix de rachat ne constituait pas une prime à l'esclavage.

Déjà, en 1859, j'ai ordonné de faire cesser tout recrutement sur la côte orientale d'Afrique, où il avait présenté des inconvénients ; puis j'ai prescrit de restreindre ces sortes d'opérations sur la côte occidentale. Enfin, j'ai voulu qu'on examinât avec le plus grand soin toutes les questions que soulève l'immigration africaine.

Aujourd'hui je signe un traité avec la reine de la Grande-Bretagne par lequel Sa Majesté britannique consent à autoriser

dans les provinces de l'Inde, soumises à sa couronne, l'engagement des travailleurs pour nos colonies aux mêmes conditions que celles observées par les colonies anglaises.

Nous devons donc trouver dans l'Inde, dans les possessions françaises de l'Afrique et dans les contrées où l'esclavage est proscrit, tous les travailleurs libres dont nous avons besoin. Dans de pareilles circonstances, je désire que le recrutement africain par voie de rachat soit complètement abandonné par le commerce français à partir du jour où le traité commencera à recevoir son exécution, et pendant tout le temps de sa durée. Si ce traité venait à cesser d'exister, ce ne serait qu'en vertu d'une autorisation expresse que ce recrutement, s'il était reconnu indispensable et sans inconvénient, pourrait être repris.

Vous voudrez donc bien prendre les mesures nécessaires pour que cette décision reçoive son effet à partir du 1^{er} juillet 1862 et que l'introduction des nègres recrutés postérieurement à cette époque sur la côte d'Afrique soit interdite dans nos colonies.

Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

NAPOLÉON

CHAPITRE III

L'IMMIGRATION INDIENNE DE 1860 A 1882

Par une sorte de compensation à la cessation de nos recrutements de travailleurs en Afrique, l'Angleterre se décidait à nous ouvrir l'Inde et à renoncer à sa politique d'hostilité à l'égard des colonies françaises. Ce n'était donc pas leur ruine qu'elle poursuivait. Son attitude à notre égard en Afrique, son opposition intransigeante, ses plaintes, ses représentations au gouvernement français n'avaient donc eu pour but que de servir la cause de l'humanité. Cette générosité nouvelle ravissait d'aise les colons sucriers de l'île de la Réunion. Rien ne saurait rendre la joie dans l'île à l'annonce de la convention qui allait se conclure entre l'Angleterre et la France. L'Inde, pour cette colonie, a toujours été le centre de recrutement de prédilection, la véritable pourvoyeuse de main-d'œuvre et le travailleur indien y avait su, à la longue, se faire apprécier.

Si les premiers, choisis au petit bonheur, s'étaient signalés par des aptitudes spéciales au vagabondage et à la maraude, leurs successeurs recrutés avec plus de soin avaient fait montre de réelles qualités.

Intelligent et suppléant à la force physique par l'adresse, l'Indien s'était révélé supérieur à l'Africain même ; aussi l'employait-on de préférence comme contremaître aux champs, à l'usine, à la conduite des machines et à la fabrication du sucre.

Par sa proximité de l'Inde, par les relations constantes entre les deux pays, les plus grandes facilités étaient données à la Réunion de s'y approvisionner en main-d'œuvre, et dès le début du XVIII^e siècle la Réunion avait usé largement de sa situation privilégiée. Par la suite, les défenses de l'Angleterre, les sévérités des collecteurs anglais à l'égard de nos agents recruteurs, si elles avaient affaibli ce courant d'immigration déjà important, ne l'avaient point fait disparaître. Mais les propriétaires de l'île souffraient de toutes les entraves qu'ils rencontraient dans la pratique de leurs opérations de recrutement. Leur espoir avait toujours été de voir s'établir un large courant d'immigration entre l'Inde et la Réunion. Et cet espoir se réalisait ; les négociations ouvertes depuis dix ans, délaissées par la suite, brusquement aboutissaient, le 25 juillet 1860. L'Angleterre, dans une convention conclue à Paris, nous autorisait à recruter des travailleurs hindous à destination de la Réunion. La permission n'était pas cependant illimitée et l'Angleterre n'autorisait le prélèvement sur le sol indien que de 6.000 travailleurs.

Nous allons donner une analyse détaillée de cette importante convention, toujours en vigueur à l'heure actuelle bien que suspendue dans son application

depuis 1882. La convention de 1860 stipule que le gouvernement français devra confier, dans chaque centre de recrutement, la direction des opérations à un agent de son choix qui devra être agréé par le gouvernement anglais (art. 2).

Les recrutements devront être effectués conformément aux règlements existants ou qui pourront être établis en vue du recrutement des travailleurs à destination des colonies anglaises (art. 3).

Un agent anglais dans les ports anglais, l'agent consulaire anglais dans les ports français sont chargés de veiller aux intérêts des immigrants (art. 5). Aucun émigrant ne pourra être embarqué si l'agent anglais n'a été à même de s'assurer que l'Hindou, sujet britannique, s'est librement engagé, qu'il a une parfaite connaissance de son contrat, du lieu de sa destination, des divers avantages attachés à son engagement (art. 6).

Les contrats doivent être passés dans l'Inde et stipuler : 1° la durée de l'engagement à l'expiration duquel le rapatriement est dû par l'administration française et les conditions auxquelles l'émigrant pourra renoncer à son droit de rapatriement gratuit ; 2° le nombre de jours et heures de travail ; 3° les gages et rations ; 4° l'assistance médicale gratuite.

La durée ne peut être de plus de cinq années, à l'expiration de ce terme, le rapatriement est dû. Mais la résidence volontaire dans la colonie fait perdre à l'immigrant le bénéfice de son rapatriement. *Le droit du rapatriement se conserve après tout renouvelle-*

ment d'engagement et s'étend à la femme et aux enfants de l'immigrant, ayant quitté l'Inde âgés de moins de dix ans et à ceux qui sont nés dans la colonie (art. 6).

Art. 11. — Dans les ports anglais, les dispositions qui précèdent le départ doivent être conformes aux règlements prescrits pour les colonies anglaises ; dans les ports français les agents d'émigration remettent au départ du navire, aux agents consulaires anglais, la liste nominative des émigrants sujets de Sa Majesté britannique avec les indications signalétiques et leur communiquent les contrats dont ils peuvent demander copie. Dans les ports d'embarquement, les émigrants sujets de Sa Majesté britannique sont libres de communiquer avec les agents britanniques qui, de leur côté, peuvent à toute heure convenable visiter les lieux habités par les émigrants.

Art. 14. — Tout navire destiné au transport des émigrants doit avoir à son bord un chirurgien européen et un interprète. Les émigrants de ces navires occupent, soit dans les entreponts, soit dans les cabines construites sur le pont supérieur, un espace qui sera attribué à leur usage exclusif. La hauteur et la largeur de ces cabines et entreponts étaient prévues.

Art. 16. — Chaque contingent doit comprendre un nombre de femmes égal au moins au quart de celui des hommes. A l'arrivée dans la colonie d'un navire d'émigrants, l'administration française fait remettre à l'agent consulaire anglais un état nominatif des travailleurs débarqués sujets de Sa Majesté britannique, un état des décès et des naissances qui auraient eu lieu pendant le voyage. L'agent consulaire doit avoir les moyens de communiquer avec les émigrants avant leur

distribution dans la colonie. L'agent consulaire anglais doit avoir connaissance des décès et des naissances survenues, durant l'engagement, ainsi que des changements de maître et des rapatriements.

L'engagé doit toujours avoir les moyens de communiquer avec l'agent consulaire anglais dans la colonie.

Art. 21. — Dans la répartition des travailleurs, aucun mari ne doit être séparé de sa femme, aucun père, ni aucune mère de ses enfants âgés de moins de quinze ans.

Art. 22. — Les opérations d'émigration peuvent être effectuées par des navires français ou anglais indistinctement.

Cette convention de 1860 spéciale à la Réunion fut étendue, l'année suivante, sur les pressantes sollicitations de la France, à toutes les colonies françaises par une nouvelle convention signée à Paris le 1^{er} juillet 1861, et reproduisant la première avec de légères modifications.

Le contingent des travailleurs hindous, sujets anglais, n'était plus limité. Le contingent des femmes qui pour la Réunion était fixé au moins au quart de celui des hommes était modifié par l'article 16 de la nouvelle convention : « A l'expiration de trois ans la proportion numérique des femmes sera portée au quart; deux ans plus tard à la moitié, et deux ans après la proportion sera fixée, telle qu'elle existera pour les colonies britanniques. » Mais cette convention de 1861 contient un article additionnel dont l'importance est telle qu'il nous semble utile de la reproduire *in extenso*.

« La présente convention commencera à courir le 1^{er} juillet 1862 ; sa durée est fixée à trois ans et demi. Elle restera de plein droit en vigueur, si elle n'est pas dénoncée dans le courant du mois de juillet de la troisième année et ne pourra plus être dénoncée que dans le courant du mois de juillet de chacune des années suivantes. Dans le cas de dénonciation, elle cessera dix-huit mois après. Néanmoins, le gouverneur général de l'Inde britannique en son conseil aura, conformément à l'acte du 19 septembre 1856 relatif à l'immigration aux colonies britanniques, la faculté de suspendre en tout temps l'émigration pour une ou plusieurs des colonies françaises, dans le cas où il y aurait lieu de croire que, dans cette ou ces colonies, les mesures convenables n'ont pas été prises, soit pour la protection des émigrants immédiatement à leur arrivée, ou pendant le temps qu'ils y ont passé, soit pour leur retour en sûreté dans l'Inde, soit pour les pourvoir du passage de retour à l'époque à laquelle ils y auront droit.

» Dans le cas, cependant, où il serait fait usage, à quelque moment que ce soit, de la faculté ainsi réservée au gouverneur général de l'Inde britannique, le gouvernement français aura le droit de mettre fin immédiatement à la convention tout entière, s'il juge convenable d'agir ainsi. Mais en cas de cessation de la présente convention par quelque cause que ce soit, les stipulations qui sont relatives aux sujets indiens de Sa Majesté britannique introduits dans les colonies françaises resteront en vigueur pour lesdits

sujets indiens jusqu'à ce qu'ils aient été rapatriés ou qu'ils aient renoncé à leur droit à un passage de retour dans l'Inde.

«THOUVENEL CAWLEY»

L'Angleterre dévoilait ainsi ses desseins.

Sa politique d'entraves nous avait empêchés de recruter des travailleurs en Afrique, par compensation elle ouvrait l'Inde à nos recruteurs. Mais elle entendait rester maîtresse des destinées de nos colonies, elle les voulait à sa discrétion. L'article additionnel du traité de 1861 lui donnera désormais le pouvoir de nous fournir ou de nous refuser des travailleurs à son gré et sous le moindre prétexte.

Pourtant cette convention de 1861 fut accueillie par nos colonies avec transport, car elle allait pendant vingt ans leur procurer cette main-d'œuvre qu'ils avaient demandée aux quatre coins du globe. Plus d'alternative d'abondance et de rareté des travailleurs. L'Inde, toujours ouverte à leurs demandes, leur fournira des bras sans compter. L'île de la Réunion y viendra largement puiser, et en quelques années le nombre de travailleurs existant dans l'île va presque doubler et passera de 41.610 en 1857 au chiffre considérable de 77.890 en 1864. La population de l'île par cet immense apport d'immigrants s'accroissait de moitié, l'agriculture bénéficiait de cette abondance de main-d'œuvre, la culture de la canne continuait ses

progrès et passait de 53.000 hectares en 1857 à 65.000 en 1864 sur 91.000 hectares cultivés. La production de l'île en cette année, date de la plus grande production en sucre jusqu'à nos jours, atteignait 60.000 tonnes, malgré les procédés d'extraction des plus primitifs.

La colonie va alors traverser une période de très grande prospérité. Produit très rémunérateur, par suite du bon marché de la main-d'œuvre et de la fertilité du sol, le sucre enrichissait les colons. Une activité prodigieuse règne alors dans l'île, les champs partout se couvrent de cannes, les usines se multiplient, les navires sur la rade se succèdent, nombreux. Le bien-être, dans cette Réunion si fertile, si bien dotée par la nature, est partout répandu. Ce sera de 1860 à 1867 l'âge d'or auquel les vieux colons de l'île rêvent encore. Mais, combien fragile cette prospérité tout extérieure et d'apparat, la première secousse un peu rude devait mener la colonie à deux doigts de la ruine. La crise agricole de 1867, crise intense il faut le reconnaître, fit restreindre l'étendue des cultures, délaisser les champs. Que s'était-il donc passé ? Quel fléau s'était abattu sur l'île ? A côté de l'imprévoyance des colons qui, dans leur impatience de bénéfices rapides avaient épuisé le sol, par l'emploi d'un produit aux effets immédiats excellents, mais à la longue détestables : le guano du Chili, une autre cause, la mévente du sucre, allait faire d'une colonie riche, hier, une colonie presque ruinée. Le sucre de cannes, la marchandise colo-

niale par excellence, aux prises avec la concurrence du sucre de betterave de la métropole subissait dans ses prix d'inquiétantes dépressions ; et, depuis 1861, la concurrence s'aggravait encore du fait de l'assimilation complète des sucres coloniaux aux sucres de la métropole, pour les droits à payer ; situation nouvelle très pénible pour les colonies qui ne pouvaient amener sur les marchés métropolitains que des sucres déjà grevés du prix des transports, fort lourds à l'époque. La colonie de la Réunion, peu préparée à une lutte aussi difficile, résistait mal. Et les grands sucriers de l'île, qui pour la plupart avaient déjà un lourd passif de dettes contractées à des taux très élevés à l'égard d'une société nouvelle dans l'île et qui cherchait à s'y fixer : le Crédit Foncier colonial, après des essais de lutte, plus ou moins longs, se voyaient, les uns après les autres, acculés à la liquidation. La mévente du sucre colonial, conséquence de la concurrence du sucre de betterave, produisait des désastres.

Le sucre ne se vendant pas, la vie économique dans l'île s'arrêtait. La disette de l'argent allait amener la disette des vivres. La Réunion, il ne faut pas l'oublier, avec le développement exagéré de la canne sur son sol, a négligé toutes les autres cultures capables de subvenir, au moins en partie, à son alimentation. Elle a été et est encore tributaire de l'Inde et de l'Indochine pour le riz qui, base de l'alimentation de l'émigrant en général et de l'Indien en particulier, est devenu celle de toute l'île, de la

classe aisée comme de la classe pauvre. C'est là un phénomène vraiment curieux, et bien propre à montrer les multiples influences qui peuvent concourir à la formation des coutumes et des usages dans un pays. Les blancs, les premiers colons, obligés de faire venir une nourriture exceptionnelle pour les esclaves et les immigrants : le riz, se mirent au même régime.

Semblable à l'Angleterre, la petite île de la Réunion n'a peut-être pas dans ses greniers pour plus de six semaines de vivres. A se prolonger, la mévente du sucre doit infailliblement amener la famine.

Sans être aussi désespérée, la situation en 1867 était grave. Le prix du riz avait augmenté dans d'inquiétantes proportions ; la classe pauvre, insouciante et inhabituée à l'épargne, souffrait cruellement. Les colons, dans l'impossibilité de renvoyer leurs engagés, les laissaient en partie sans travail et des bandes en quête de maraudes et de mauvais coups parcouraient l'île.

Cette triste situation ne devait, heureusement, pas se prolonger ; les années 1869 et 1870, avec la vente du sucre, ramenèrent la prospérité. Mais combien triste l'enseignement qui se dégage de semblables faits ! La colonie, d'un seul produit, la canne, faisait dépendre ou sa prospérité ou sa ruine. Combien plus rassurant est le spectacle que donne l'Europe. Par un développement harmonieux de ses forces productives, sans cesse elle travaille à sa prospérité. Chaque jour l'augmente et il n'y a aucune raison pour voir cette prospérité, même après une longue

série de siècles, diminuer ou disparaître. Pour nos colonies tropicales, quelques années seules suffisent à leur transformation ; la ruine succède à la prospérité, presque sans transition.

Le courant d'immigration, quelque peu diminué d'intensité, avec ces années pénibles va accuser une légère reprise en 1872. Mais la situation dans l'île ne cessa pas d'être difficile et les travailleurs, tous les premiers, en ressentiront les effets. Les salaires ne seront plus payés avec autant de régularité que par le passé, beaucoup de colons même effectueront leur paiement avec des retards de plusieurs mois. La réponse à des procédés aussi irréguliers ne pouvait se faire attendre : des réclamations s'élevèrent de toutes parts et les clameurs des immigrants alors furent si vives, leurs plaintes au consul anglais si pressantes que l'Angleterre se verra, avec joie, obligée d'intervenir. Et cette joie sera partagée par la presse anglaise qui, avant toute enquête, n'hésitera pas à demander la suppression de toute immigration, à destination de la Réunion. En présence des violentes réclamations des engagés, les gouvernements anglais et français s'empressèrent de se mettre d'accord pour envoyer à la Réunion un commissaire de chaque nation chargé d'étudier la véritable situation faite aux coolies et les modifications que pouvait comporter la législation en vigueur.

L'enquête qu'en 1877 fit la commission internationale instituée après le rapport du commissaire de chaque nation révéla dans le fonctionnement de

l'immigration à côté des abus passagers cités plus haut d'autres abus plus graves tels que rapatriements tardifs, renouvellements d'engagements en retard. Le gouvernement anglais immédiatement en demanda la suppression. Une circulaire du gouverneur de la Réunion aux syndics, du 24 septembre 1877, vint faire droit aux réclamations anglaises. De son côté le ministre de la Marine et des Colonies, par une dépêche du 30 avril 1878, attira l'attention du gouvernement local sur plusieurs mesures d'intérêt général utiles à prendre, pour satisfaire, dans les limites tracées par la convention, aux exigences du gouvernement britannique.

De plus, pour éviter à jamais le retour des abus signalés par la commission internationale, le gouvernement de l'île entreprenait de reviser tous les règlements un peu confus relatifs au service de l'immigration et aux devoirs des engagistes envers les engagés. Une commission à cet effet fut nommée en 1879. Mais l'immigration indienne à la Réunion touchait à sa fin. De nouveaux incidents en 1882 exploités par l'Angleterre allaient fournir le prétexte nécessaire pour la suspension de la convention de 1861. Deux Indiens, un homme et une femme, avaient été frappés sur une propriété par leur engagiste. Sur la plainte des Indiens, le propriétaire avait été condamné à d'assez lourds dommages-intérêts, et les Indiens, leur contrat d'engagement rompu, confiés à un autre maître. Ces faits à peine suffisants pour défrayer la presse locale, complai-

samment accueillis par de grands journaux de Londres, grossis à plaisir, étaient traités « d'atrocités ».

Une violente campagne, menée par des anonymes, révélait tous les jours des détails scandaleux. L'indignation dans l'île croissait avec le scandale. Les colons furieux et inquiets de la mauvaise tournure des événements réclamaient d'eux-mêmes une enquête. De son côté le consul anglais, en fonctions à l'époque à la Réunion, s'était spontanément déclaré satisfait des sanctions infligées. Mais l'occasion semblait à l'Angleterre trop belle pour la laisser perdre. L'occasion manquée en 1877 se représentait en 1882, il ne fallait pas la laisser échapper et dans une discussion à la Chambre des communes en mai 1882, Sir Charles Dike, avant tout éclaircissement, avant toute enquête, déclarait qu'il fallait considérer l'immigration à la Réunion comme virtuellement suspendue. L'avis devait sembler bon au gouvernement de l'Inde et la dénonciation se produire peu après. Les motifs invoqués par le gouvernement de l'Inde étaient la subordination des droits de l'engagé aux intérêts de l'employeur, la misère des Indiens rapatriés et les retards apportés à leur rapatriement, enfin l'insuffisance de protection qui leur était garantie pendant la durée de leur séjour dans la colonie. L'île à ce moment comptait 64.411 immigrants dont 42.519 Indiens.

Notre étude de l'immigration indienne ne serait pas complète si nous n'exposions le mécanisme du recrutement dans l'Inde et les précautions minu-

tieuses prises par les deux gouvernements pour garantir la liberté des indigènes.

A la suite de la convention de 1861 trois agences françaises d'immigration furent établies dans l'Inde, à Yanaou, à Pondichéry et à Karikal (1) et un arrêté du gouverneur de l'Inde en date du 1^{er} juillet 1862, approuvé par le ministre des Colonies, le 13 mai 1863, vint régler leur fonctionnement. Le recrutement des immigrants devait être fait par des agents experts, nommés par le gouvernement français et agréés par le gouvernement anglais. Ils étaient placés sous les ordres d'un « commissaire du gouvernement près l'immigration » dont la création remontait en 1858, alors que l'immigration indienne était entre les mains d'une société formée de la plupart des commerçants de l'Inde française. Le commissaire du gouvernement est l'intermédiaire entre les agents de recrutement et le gouvernement local. Il informe les agents des demandes des travailleurs qui sont adressées au gouverneur de l'Inde par les diverses colonies. Ces agents au nombre de quatre ont le droit d'opérer sur toute l'étendue du territoire de l'Inde anglaise. Ils se font aider, dans leur tâche, par des sous-agents ou *mestrys* obligés de se conformer aux règlements en vigueur pour le recrutement des travailleurs, à destination des colonies britanniques.

Les mestrys sont tenus, sous peine d'une amende qui peut s'élever à 500 francs, de présenter tous les

1. *Revue coloniale*, t. IX, 2^e série, p. 401, 1852.

travailleurs engagés par eux au magistrat anglais qui contrôle l'identité de l'engagé, la sincérité de l'engagement, les conditions dans lesquelles il a été fait. A Pondichéry et à Karikal cette mission est remplie par l'agent consulaire anglais. Les engagés sont ensuite soumis à la visite du médecin de l'immigration qui, d'après leurs aptitudes physiques, leur accorde ou leur refuse l'autorisation de s'engager. L'Indien autorisé par le médecin, on procède à son engagement devant le commissaire du gouvernement ; l'agent consulaire anglais doit être présent et s'assurer de nouveau si ses nationaux comprennent la nature de leurs obligations, mais ces engagements ne sont pas définitifs ; à cause des renoncements, des renvois possibles, les contrats ne sont établis qu'au moment du départ du navire sur lequel doit être embarqué le convoi. Les premiers engagements qui sont verbaux ne servent qu'à ratifier l'adhésion déjà donnée au sous-agent. C'est à ce moment qu'on fait aux engagés les avances auxquelles ils ont droit et qui, d'après un arrêté du 22 juillet 1865, doivent représenter trois mois des salaires stipulés à leur profit, suivant leur âge, leur sexe et leur destination.

Les salaires pour les émigrants à destination de la Réunion sont :

Hommes de 16 à 36 ans.....	12 fr. 50 par mois
Femmes de 14 à 30 —	7 fr. 50 —
Garçons de 11 à 16 et filles de	
11 à 14 ans.....	5 fr. —

Les avances sont remboursables dans la colonie par voie de reprise et à raison de 1 fr. 50 prélevé sur chaque paiement mensuel, pendant la première année de travail. Ces reprises servent à rembourser au sous-agent les frais de nourriture et de logement qu'il a avancés jusqu'au moment de l'internement de l'engagé au dépôt. En considération des maigres salaires des travailleurs hindous la règle admise a été de ne leur faire rembourser qu'une partie des avances qui leur sont faites.

La formalité de l'engagement rempli, l'Indien est envoyé en quarantaine à l'infirmerie du dépôt, il y est vacciné et après cinq jours de surveillance, s'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse, il est interné au dépôt, aménagé par les soins de l'administration française. Dans ces établissements, des locaux spéciaux sont réservés aux gens mariés et aux femmes. Un grand hangar, au milieu d'une cour, sert de cuisine, chaque immigrant, pourvu par les soins de l'administration des ustensiles nécessaires à son ménage et à sa cuisine, y prépare ses repas à sa guise. Des distributions de 0 lit. 75 de riz et 0 fr. 10 en espèces leur sont faites tous les jours. L'eau douce également leur est distribuée et mesurée. Des puits creusés dans l'enceinte du dépôt servent aux ablutions, aux lessives. Dans chaque dépôt est établi un bazar qui vend les denrées et ingrédients qui forment la nourriture habituelle des Indiens. Les prix de ces marchandises sont affichés à la porte.

Les agents de recrutement français et les agents

consulaires anglais visitent fréquemment l'infirmerie et le dépôt et s'assurent de la parfaite exécution des règlements. Aux plaintes, aux réclamations, une solution est ordinairement donnée séance tenante.

Quand un coolie accuse un recruteur de l'avoir trompé, en cas de plainte fondée, l'engagé est renvoyé sans rembourser les avances qui lui sont acquises à titre d'indemnité. Les mestrys peuvent, pour ces faits, être sévèrement punis. Les engagés sont toujours libres de quitter le dépôt, et ils ne l'ignorent pas, à la seule condition de rembourser les avances touchées par eux.

Les navires chargés du transport des émigrants sont également soumis au contrôle des agents anglais et doivent remplir des conditions prévues. Avant l'embarquement de tout émigrant, une commission composée du commissaire de l'inscription maritime, du capitaine de port, du commissaire du gouvernement français, du médecin de la marine, d'un capitaine ou ancien navigateur se rend à bord, accompagnée de l'agent consulaire anglais et prescrit les installations qu'elle juge convenables et évalue le nombre de passagers que peut contenir le navire. Avant l'embarquement, la commission s'assure de l'exécution de ses prescriptions ; une dernière visite médicale a lieu. A bord, l'émigrant reçoit un bulletin constatant son admission dans le contingent. L'agent consulaire anglais s'assure une dernière fois que le consentement des engagés sujets de Sa Majesté britannique n'a pas été surpris. Procès-verbal de toutes

ces opérations est dressé en quatre exemplaires.

Des précautions minutieuses, on le voit, ont été prises par les deux gouvernements pour éviter les fraudes et les pressions sur les coolies. L'Act anglais de 1871 édicte les peines les plus sévères contre le recruteur qui tromperait un indigène. L'arrêté en date du 1^{er} juillet 1862 du gouvernement de l'Inde protège spécialement les femmes et les mineurs. A la moindre réclamation d'un engagé, le commissaire près du gouvernement français ou l'agent consulaire anglais doit faire sortir l'engagé du dépôt : le système admis est d'ajouter foi à la parole d'un engagé en contradiction avec le recruteur. Tout contrat suspect est aussitôt dénoncé.

Malgré les très grandes précautions prises, les règlements édictés, quelques abus nécessairement se produisirent dans ces opérations très délicates. Est-il besoin de dire que, à chaque fois, l'Angleterre en a pris prétexte pour réclamer et rappeler durement à la France qu'elle était à sa merci.

CHAPITRE IV

LÉGISLATION. — DÉCRETS. — RÈGLEMENTS LOCAUX

L'introduction des premiers immigrants dans la colonie de la Réunion avait exigé, nous l'avons vu, des pouvoirs locaux, avant même l'abolition de l'esclavage, des mesures pour la réglementer, pour délimiter les droits et les devoirs des engagistes et des engagés, pour assurer l'organisation du travail et le régime à appliquer aux travailleurs nouveaux dans l'île. Toute cette législation d'avant 1848 présente le caractère un peu superficiel d'une œuvre faite au jour le jour et suivant les besoins révélés par les circonstances ; de plus elle n'est pas tendre pour l'immigrant dont elle réprime durement les vellétés d'indépendance.

La législation d'après 1848 se ressent des idées plus humaines de l'époque, elle est empreinte d'un plus grand caractère de prévoyance. Elle s'inspire des réels besoins de la colonie en main-d'œuvre, fixe annuellement le nombre des travailleurs à y introduire, et dans une réglementation plus soigneuse du contrat de travail prend plus en considération la situation misérable de l'engagé. Les arrêtés et les

règlements qui, à la Réunion, ont réglé la matière de l'immigration sont en nombre considérable après 1848. Le désir de bien faire et de tout prévoir a donné naissance à une législation très touffue, législation dont l'importance a crû avec le développement de l'immigration même ; nous ne citerons parmi les arrêtés et les règlements que les plus importants, notamment l'arrêté du 4 juin 1849 qui limite la demande des travailleurs, libres jusqu'à ce jour et pour chaque propriété, au nombre jugé nécessaire à son exploitation et calculé d'après sa superficie. L'arrêté du 23 décembre 1848 institue la création d'un atelier de discipline. Les arrêtés du 24 octobre 1848 et du 6 décembre 1849 règlent les engagements de travail, celui du 17 février 1849 établit la discipline des ateliers. L'arrêté du 24 mai 1849 crée toute une organisation spéciale pour assurer la bonne marche du service de l'immigration et nomme des syndics spéciaux à cet effet.

Mais tous ces arrêtés, tous ces règlements n'ont eu qu'une durée éphémère et ont été abrogés par les deux importants décrets du 13 février et 27 mars 1852 qui ont réellement organisé l'immigration aux colonies. Jusqu'alors libre, l'immigration, si elle n'avait pas été ignorée de la métropole, n'avait pas fait l'objet de sa sollicitude et son organisation comme sa réglementation avaient été laissées aux pouvoirs des gouverneurs des colonies.

Les décrets du 13 février et du 27 mars 1852, en vigueur encore de nos jours, se sont proposés à cet

égard un triple objet : 1° encourager l'émigration des travailleurs dans les colonies et établir les conditions et les garanties de cette émigration ; 2° régler dans un intérêt commun les rapports entre les travailleurs et ceux qui les emploient, fixer d'une façon précise les obligations réciproques ; 3° réprimer le vagabondage et organiser la police rurale.

Le titre premier du décret du 13 février 1852 en contient les dispositions les plus importantes. Il n'établit aucune distinction, suivant l'origine des travailleurs, qu'ils soient Européens, Africains ou Asiatiques ; les émigrants cultivateurs ou ouvriers qui sont engagés par les colonies pourront y être conduits, soit aux frais, soit avec l'assistance du Trésor public ou des fonds du service local. Pour ne pas détruire chez les émigrants tout espoir de revenir dans leur patrie, l'article 2 stipule, qu'après l'expiration du nombre d'années du travail, qui sera déterminé pour chaque colonie par le règlement à intervenir, l'immigrant introduit, soit aux frais, soit avec l'assistance du Trésor public ou de la colonie, aura droit, lorsqu'il n'aura encouru aucune condamnation correctionnelle ou criminelle, au passage de retour pour lui, sa femme et ses enfants non-adultes. En vue de retenir les immigrants dans les colonies, le décret leur concédait, pendant l'année suivant l'expiration de leur engagement, la faculté d'opter entre la jouissance de leur droit de rapatriement et une prime équivalente aux frais de leur rapatriement personnel ; cette prime ne leur était, du reste, allouée qu'après justifi-

cation du rengagement ou de l'exercice d'une industrie dans la colonie (art. 3). Les frais entraînés par les rapatriements et les primes étaient payés avec les fonds de la colonie. D'après l'article 3, celle-ci devait se procurer les ressources nécessaires de la manière suivante : 1° un droit d'enregistrement de la même valeur sur chaque engagement, soit qu'il concerne l'individu, soit qu'il s'applique à une famille, ainsi que sur tout rengagement ; 2° un droit proportionnel au montant du salaire de l'immigrant, supporté par le propriétaire ou par le patron envers qui l'immigrant s'est engagé. Ces droits cessent d'être perçus à l'égard de chaque immigrant à l'expiration du délai fixé pour le rapatriement.

Le titre II traite des engagements de travail et des obligations des travailleurs et de ceux qui les emploient. Ces engagements, d'après l'article 4, peuvent être passés devant les maires ou les greffiers de justice de paix. Les obligations des travailleurs et des engagistes sont déterminées avec soin. L'engagé, par jour d'absence non-motivé, indépendamment de la privation de salaire pour cette journée, devra abandonner à l'engagiste le salaire d'une seconde journée à titre d'indemnités. Par contre des peines sont prévues pour l'engagiste qui se soustrairait aux obligations de son contrat, en ne fournissant pas exactement les prestations en nature ou les salaires promis. Des précautions également étaient prises contre les ententes entre parties aboutissant à des engagements fictifs.

L'article 9 donne compétence aux juges de paix pour connaître de toutes les contestations qui pourraient s'élever entre maîtres et travailleurs soit à propos de la tenure du cheptel, des cases et des jardins en dépendant, soit à propos de l'état d'inculture du terrain donné en jouissance au cultivateur, soit à propos de l'insuffisance des plants et semences, des outils ou machines nécessaires à l'exploitation de la terre ou à l'exercice de l'industrie. La compétence ainsi reconnue aux juges de paix était enlevée aux juges cantonaux créés par le gouvernement provisoire.

L'article 12 soumettait à l'obligation d'avoir un livret tout individu attaché à la domesticité ou travaillant pour autrui, soit à la tâche ou à la journée, soit en vertu d'un engagement de moins d'une année.

Le titre III édicte des dispositions de police et de sûreté.

Dans son article 16 il définit le vagabondage beaucoup plus sévèrement que ne le fait l'article 270 du Code pénal : « Est considéré comme vagabond celui qui, n'ayant pas de moyens de subsistance, n'exerce habituellement ni métier, ni profession et ne justifie pas d'un travail habituel par un engagement d'une année au moins ou par son livret. » Il lui est fait application des peines prononcées par le Code pénal colonial. D'autres articles punissaient sévèrement le vol et l'introduction dans une habitation ou dans un atelier contrairement à la volonté du propriétaire. Le titre IV détermine la manière

dont les peines de l'emprisonnement et de l'amende doivent être appliquées.

Décret du 27 mars. — Le décret du 27 mars 1852 a comme caractéristique de n'être qu'un règlement d'application du précédent. Dans son titre premier il établit la distinction entre l'émigration partie d'Europe et hors d'Europe. L'émigrant d'Europe doit, pour pouvoir jouir de l'allocation accordée, soit comme frais de route, soit comme frais de passage, justifier devant le préfet de son département d'un engagement de travail passé avec un propriétaire rural d'une des quatre vieilles colonies. Cet engagement contient pour l'engagiste l'obligation de fournir outre la rémunération convenue :

1° La nourriture pendant la première année de son séjour, une case et un jardin ;

2° Les outils et les instruments nécessaires au travail pour lequel il est engagé ;

3° Les soins médicaux et les médicaments en cas de maladie ;

4° L'entretien, dans une certaine mesure, de sa femme et de ses enfants, s'il est accompagné de sa famille.

Pour éviter toute fraude, les secours ne peuvent être remis à l'immigrant qu'après son embarquement. En outre, sont seuls admis à l'émigration les gens exempts d'infirmités et âgés de vingt et un à quarante ans.

Peu d'émigrants d'Europe répondirent à l'offre d'expatriation qui leur était faite et profitèrent des

avantages, bien maigres en réalité, accordés par l'État et les colonies. L'île de la Réunion, en particulier, n'en a reçu qu'un nombre infime dont il est impossible de tenir compte.

Émigration hors d'Europe. — L'émigration hors d'Europe était soumise à l'autorisation du ministre de la Marine. Un agent spécial était créé pour veiller à la protection des émigrants et empêcher les surprises de consentement par les agents recruteurs.

TITRE II. — Le transport des émigrants est réglé avec soin et fait l'objet d'un titre entier. Étaient prévues les conditions que devait remplir tout navire chargé du transport des émigrants, c'est-à-dire les logements réservés à bord aux émigrants, les approvisionnements que devaient contenir le navire, approvisionnements variables suivant la traversée et le nombre des passagers. Deux catégories de voyages en effet étaient établies.

Les voyages de la première catégorie sont ceux de l'Inde et des mers d'Asie, de la Côte orientale d'Afrique, de Madagascar ou de Comores à l'île de la Réunion, d'Europe, des îles Madère et Canaries ou Açores et de la Côte occidentale d'Afrique aux colonies d'Amérique. Les voyages de la seconde catégorie sont ceux d'Europe, des îles Madère, Canaries ou Açores et des côtes occidentales d'Afrique à l'île de la Réunion, des mers de l'Inde et d'Asie, de Madagascar et de Comores aux colonies d'Amérique.

Le titre III relatif aux émigrants s'occupe, à leur arrivée dans la colonie, de la façon dont ils ont

été traités à bord. Un agent délégué de l'administration de l'intérieur doit recevoir leurs déclarations et leurs plaintes. Après un séjour de cinq ans dans la colonie, les émigrants ont droit à leur rapatriement aux frais de la colonie, à moins de clauses spéciales du contrat spécifiant un délai plus court. En ce cas le rapatriement aura lieu aux frais du colon (art. 37, tit. IV).

Le titre II du décret du 27 mars relatif aux transports a été complété et modifié profondément par un décret du 15 janvier 1855, modifié lui-même sur deux points particuliers par un décret du 28 avril suivant. C'est le décret du 15 janvier 1855 qui a institué dans certaines villes les commissaires spéciaux que nous avons vu fonctionner dans l'Inde. La loi du 30 juin et celle du 18 juillet 1860 se ressentent des mêmes inspirations et concernent l'immigration en général, quelle soit ou non à destination des colonies françaises. Elles ont été complétées par le décret du 15 mars 1861, modifié à son tour et successivement par ceux du 15 janvier 1868 et du 14 mars 1874.

Les deux décrets du 13 février et de mars 1872 ont été rendus exécutoires à l'île de la Réunion par l'arrêté du 14 septembre de la même année. Cet arrêté, nous l'avons vu, abrogeait toute la législation locale sur l'immigration, mais maintenait toutes les dispositions dont la suppression brusque pouvait nuire à la bonne marche du service. Étaient seuls maintenus les arrêtés du 25 décembre 1848 portant

création d'un atelier de discipline, l'arrêté du 24 mai 1849 qui instituait des syndics spéciaux, également un arrêté plus récent du 7 juillet 1852 sur le nombre des travailleurs à introduire dans l'île. A partir de ce moment, 18 septembre 1852, les gouverneurs des colonies rendirent, en vertu du pouvoir réglementaire qu'ils tenaient des décrets précités, de fréquents arrêtés pour régler le fonctionnement du service. Il serait, certes, long et surtout fastidieux d'énumérer et d'analyser tous les arrêtés relatifs à l'immigration, nous nous bornerons à en citer les principaux que nous grouperons par ordre de dates, au point de vue de leur objet.

Les conditions d'introduction des travailleurs à l'île de la Réunion résultaient, après l'abolition en 1855 du privilège accordé le 18 janvier 1853 à la compagnie d'immigration indienne, du règlement du 27 novembre 1858 qui limitait l'introduction des travailleurs aux besoins réels de la colonie. Ce règlement de 1848 n'eut pas une longue durée, ses effets heureux furent complètement détruits par l'arrêté du 13 mars 1850 qui accordait aux propriétaires la faculté d'introduire directement, pour leur compte personnel, tous les travailleurs, jugés par eux nécessaires à leurs exploitations. Un véritable gaspillage de main-d'œuvre en fut la conséquence. Les opérations de répartition des émigrants introduits dans l'île entre les propriétaires qui en demandaient, autrefois laissées libres, donnaient lieu à des abus. Les premiers venus d'abord, plus tard les premiers

inscrits obtenaient tout ce qu'ils demandaient et prenaient pour leurs exploitations tous les travailleurs qu'ils désiraient ; et leur choix ordinairement s'arrêtait aux plus vigoureux, en apparence tout au moins, les derniers venus se partageaient le reste du convoi d'émigrants et souvent n'avaient rien. L'arrêté du 30 mars 1860 modifié par celui du 31 janvier 1861 changea cet état de choses et fixa le nombre maximum d'immigrants pour chaque colon. Ce nombre variait avec l'étendue en hectares cultivés en cannes dont disposait l'habitant.

Le traitement des immigrants, les visites à leur faire, les soins à leur donner furent réglementés tour à tour par les arrêtés du 28 avril 1853, 23 août 1855, 8 mars 1856, 7 août 1860, 12 juin 1862, 30 août 1882 et 3 juillet 1887.

L'établissement d'un dépôt à l'usage des vagabonds et des insoumis dans chaque commune fut rendu obligatoire par l'arrêté du 7 septembre 1854.

Enfin l'importante question de la protection des immigrants, de la délimitation de leurs droits et de leurs devoirs a été assurée par de nombreux actes locaux parmi lesquels l'arrêté du 30 août 1860, modifié et complété par l'arrêté du 31 janvier 1861, fixait le régime des travailleurs, le mode de résiliation des engagements, le patronage et le rapatriement ; celui du 18 janvier 1861 donnait droit à l'assistance judiciaire aux immigrants qui souscrivaient un nouvel engagement.

L'arrêté du 19 février 1863 concernait les journées

d'absence des engagés ; l'arrêté du 26 juillet 1864 réglait le salaire des immigrants indiens placés dans les dépôts communaux ; ceux du 19 février 1866, du 29 mars 1867 et du 4 mars 1880 étaient relatifs au mode de délivrance des permis de séjour dans la colonie ; l'arrêté du 24 octobre 1868 instituait une prime pour la capture des engagés déserteurs ; enfin les arrêtés du 10 septembre 1872 et 6 août 1877 concernaient les engagements.

Le décret du 13 février 1852 avait autorisé les colonies, pour faire face aux frais occasionnés par les rapatriements et les primes à accorder aux immigrants, à établir un droit d'enregistrement sur tous les engagements et les rengagements ; le décret du 17 juin 1865 vint donner plus de liberté à la colonie dans l'établissement de ce droit et l'autoriser à assujettir à un droit de timbre les contrats de travail passés devant les maires.

Le pouvoir d'édicter des règlements dont les gouverneurs, nous venons de le constater, avaient fait un large usage, donnait ainsi naissance à une législation abondante et parfois contradictoire dont l'application était souvent difficile. Des abus même en étaient résultés, et après les pénibles incidents de 1877, la colonie, par un arrêté du 28 novembre 1879, chargeait une commission de procéder à la codification de tous ces arrêtés. Les travaux de cette commission approuvés par le conseil général, sous forme d'un projet de décret, réglementant dans son ensemble le régime du travail à la Réunion, furent

soumis à l'étude d'une commission internationale, puis à l'examen du Conseil d'État. Ce projet de décret a donné naissance aux deux décrets du 30 mars 1881 et du 27 août 1887.

Le décret du 30 mars 1881 organise le service de l'immigration proprement dit, et définit les attributions du protecteur des immigrants et des agents sous ses ordres.

Le protecteur des immigrants est nommé par le Président de la République, il est placé sous l'autorité directe du gouverneur, il assiste de droit au conseil privé avec voix consultative, lorsqu'il y est traité des questions concernant l'immigration.

Il a dans ses attributions la protection générale des travailleurs, le contrôle de l'introduction des immigrants et de la conclusion de leurs contrats d'engagement et de rengagement ainsi que les mesures à prendre pour leur rapatriement ; il veille à la tenue des registres de l'immatriculation, tant au bureau central que dans les syndicats, à la confection des livrets, à l'inscription des transferts, des résiliations d'engagements, des naissances, des mariages, des changements de résidence. Le protecteur des immigrants visite, personnellement, au moins une fois par an, les habitations, ateliers agricoles ou industriels et autres établissements privés employant des engagés. Il reçoit les plaintes des engagistes et des engagés et y donne la suite qu'elles comportent. Il a seul qualité, soit par lui-même, soit par un délégué, pour représenter, quand il le juge à propos, les immi-

grants dans leurs actions judiciaires. Il est encore chargé de les diriger dans les placements d'argent qu'ils auraient à faire.

Des syndics cantonaux et des syndics auxiliaires sont chargés, sous les ordres du protecteur, de recevoir les contrats d'engagements et de réengagements, les transferts et les cessions d'engagements.

Les syndics cantonaux sont astreints à une visite trimestrielle sur chaque habitation de leur canton. En cas de plainte de la part des engagistes ou des engagés, le syndic cantonal se transporte sur les lieux pour vérifier l'exactitude des faits. Il peut être également délégué par le protecteur pour des visites analogues. Les syndics assistent à toutes les audiences de justice où des immigrants sont en cause. Ils sont convoqués à cet effet par les greffiers. Le protecteur des immigrants et les syndics sont investis de la qualité d'officier de police judiciaire pour ce qui concerne la constatation des délits et des contraventions en matière d'immigration.

Ce décret de 1881 (art. 2), dans son énumération des immigrants, ne considère comme tels que les travailleurs asiatiques ou africains introduits à la Réunion et leurs enfants nés dans la colonie ou introduits avec eux, mais jusqu'à leur majorité. Ainsi donc, d'après le paragraphe 2 de l'article 2 qui est ainsi conçu : « Sont considérés comme immigrants jusqu'à leur majorité tous les enfants nés dans la colonie de parents immigrants ou introduits avec eux » ; deviennent libres et ne sont plus soumis à

l'engagement les enfants d'immigrants nés dans la colonie ou introduits avec eux dès l'obtention de leur majorité. Les colons, dès l'application de ce décret, qui menaçait de leur enlever annuellement plus de 1.500 travailleurs jeunes, vigoureux, habiles, firent entendre de bruyantes réclamations que la dépêche du 19 juillet 1887, interprétant le paragraphe 2 du décret de 1881, a rendues moins vives, sans cependant les supprimer. La dépêche considérant en effet que la situation d'immigrant a parfois des avantages (rapatriement), estimait que la liberté ne devait pas être imposée d'office aux fils d'immigrant, dès leur majorité, et décidait que les travailleurs, placés dans l'un ou l'autre cas, devaient rester soumis à l'engagement, s'ils laissaient passer leur majorité sans réclamer le bénéfice de cet article.

Enfin les deux arrêtés du 19 mars et du 1^{er} décembre 1887 fixèrent les frais du personnel et de matériel du service de l'immigration.

Décret du 27 août 1887. — Le décret du 27 août 1887 comprend tout ce qui a rapport à l'immigrant, depuis son engagement dans l'Inde, son séjour dans une des quatre vieilles colonies jusqu'à son rapatriement ou sa mort. Tout y est minutieusement prévu. Les opérations les plus simples sont exposées dans leurs plus infimes détails. Mais il n'y a aucun intérêt à donner une analyse complète de ce décret qui présente les mêmes tendances que les textes fondamentaux de 1852. Nous nous bornerons à donner rapidement une idée des articles essentiels.

Art. 14.— Avant l'entrée en service de l'immigrant la direction de l'immigration lui délivre sans frais une carte d'identité qu'il est tenu de porter sur lui et de présenter à toute réquisition.

La durée de l'engagement ne peut dépasser cinq ans et l'émigrant a le droit de ne pas changer d'engagiste, sans son propre consentement (art. 19 et 23).

L'immigrant dont le contrat est terminé est mis en demeure, par le syndic, d'opter entre son rapatriement ou son réengagement, à moins qu'il n'obtienne un permis de séjour (art. 35).

Les immigrants qui justifient d'un engagement régulier jouissent pendant toute la durée de leur engagement du bénéfice de l'assistance judiciaire (art. 99). Ce sont les juges de paix qui connaissent soit en dernier ressort, soit à charge d'appel de toutes les contestations relatives aux obligations respectives des engagistes et des engagés et de toutes les actions en annulation et en résiliation de contrat, etc., enfin la colonie a un droit de recours contre les introduceurs et les engagistes pour le remboursement des frais de rapatriement.

Il n'existe pas à la Réunion de caisse spéciale de l'immigration ; le budget local supporte directement les dépenses du protectorat et les frais de rapatriement sont classés parmi les dépenses obligatoires. La colonie perçoit, pour subvenir à ces dépenses : 1^o un droit fixe d'enregistrement sur les contrats d'engagement et de réengagements ; 2^o une taxe

annuelle sur la délivrance et le renouvellement des permis de résidence temporaire accordés aux travailleurs immigrants libérés de leur engagement. Au budget de 1897 ces perceptions devaient produire 197.000 francs, alors que les dépenses s'élevaient à 200.000 francs y compris les frais de l'atelier, de discipline 23.000 francs, et les primes à l'introduction d'immigrants 35.000 francs.

Après la dénonciation en 1882 par l'Angleterre de la convention du 31 juillet 1861, l'immigration ne conservera pas sa même importance ; les arrêtés locaux se feront moins nombreux pour n'avoir plus de raison d'être après le décret du 27 août 1887, gros travail de codification de toute la législation sur l'immigration et dans lequel on s'est efforcé de tout réglementer, de tout prévoir.

Mais à exposer et à étudier, comme nous venons de le faire, tous ces décrets et ces arrêtés locaux : « on ne peut se défendre, dit M. CHAILLEY-BERT (1), d'admirer l'inépuisable patience apportée par la France pour assurer des garanties toujours plus sérieuses aux immigrants. Et quelle minutie, quelle exactitude dans la réglementation ! cela va jusqu'au ridicule. Toutes les sortes d'engagement sont prévues, engagement d'un an, engagement de cinq ans, engagement au livret, engagement au certificat, dénombrement et vérification des journées de travail

1. Institut colonial international. La Haye, 1895. Procès-verbaux.

fournies, compte exact au centime près entre l'engagiste et l'engagé, dimension de la case, du jardin, temps réservé à l'engagé, durée de la journée de travail, etc. »

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE V

LA REPRISE DE L'IMMIGRATION AFRICAINE ESSAIS DE RECRUTEMENT TENTÉS A JAVA, AU TONKIN, EN CHINE

La dénonciation en 1882 de la convention de 1861 avait jeté l'île dans la plus profonde stupeur. L'Angleterre, à nouveau, fermait le réservoir en hommes de l'Inde et condamnait ainsi, à brève échéance, toute l'île à la misère. Les colons à cette époque le pensaient et l'écrivaient. La presse locale de ce moment, pleine de leurs doléances, permet de se faire une idée exacte de la douleur dans l'île. Elle fut grande, aussi grande que la joie avait été vive en 1860. La première pensée, l'unique pensée du moment et qui demeurera vivace, jusqu'à nos jours, fut de faire revenir l'Angleterre sur sa décision en souscrivant aux plus larges concessions. Autrefois, comme aujourd'hui, les colons n'ont pas cherché à se rendre compte de la tactique de l'Angleterre. Ils n'ont pas compris alors que l'Angleterre agissait

selon le plan qu'elle s'était de tout temps tracé : tenir les colonies françaises à sa merci, décider à sa volonté de leur prospérité ou de leur ruine.

La prospérité des colonies françaises certes, n'a jamais fait l'objet des préoccupations de l'Angleterre, leur ruine pouvait au contraire délivrer ses propres colonies de concurrents dangereux et faire d'elle l'unique puissance coloniale. Cette tactique, elle l'avait déjà appliquée à la Guyane qui, en 1876, se voyait supprimer la possibilité de recruter des travailleurs dans l'Inde ; les Antilles, elles, plus favorisées sous le rapport de la main-d'œuvre locale, n'avaient pas attendu la mesure et courageusement avaient pris les devants. Le conseil général de la Martinique, dans sa séance du 18 décembre 1884, avait supprimé l'immigration. Le travail réglementé, porte le procès-verbal de la séance, est aboli :

L'administration est priée de mettre la législation locale en harmonie avec ce principe de droit commun et de se conformer aux prescriptions de l'article 23 (1) de la convention du 1^{er} juin 1861. Aucun contrat passé sous le régime actuel ne sera renouvelé ; la prime de réengagement, en conséquence, est supprimée.

La même tendance prévalut aussi à la Guadeloupe malgré les efforts du Crédit Foncier de cette île.

1. L'article 23 de la convention de 1861 est ainsi conçu : « Le gouvernement français s'engage à n'apporter à cette convention aucune modification qui aurait pour conséquence, ou de placer lesdits sujets indiens dans une position exceptionnelle, ou de leur imposer des conditions de travail plus dures que celles stipulées par ladite convention. »

Plus circonspects, les colons de la Réunion auraient vu, dans les attaques anglaises, les signes précurseurs de la dénonciation de la convention, et bien convaincus du peu de désir de l'Angleterre de favoriser les colonies françaises, se seraient épargné bien des humiliations. Que d'efforts tentés vainement depuis 1882 jusqu'à nos jours, que d'espoirs déçus, toujours ! L'histoire de la reprise de l'immigration indienne le montrera d'une façon édifiante.

Dès le lendemain de la dénonciation de la convention, les pourparlers avec le gouvernement britannique commencèrent. Mais les colons, dont les contingents de travailleurs n'étaient plus renouvelés, ne pouvaient en attendre le résultat.

A nouveau il fallut s'adresser à l'Afrique, explorer le continent noir à la recherche de travailleurs.

Les premières tentatives furent faites à Madagascar et restèrent sans succès. Les négociations, commencées dès 1884, avec la reine des Hovas, allaient aboutir à une autorisation de recrutement, quand une observation de l'Angleterre vint rappeler au gouvernement français que le recrutement des travailleurs à Madagascar était contraire aux lois en vigueur dans le pays, et à ce titre incompatible avec le rôle que les traités nous appelaient à jouer dans le gouvernement de la grande île. En 1886 la note suivante paraissait à l'*Officiel* :

MM. le Résident général de France à Madagascar et le Commandant de division navale ont informé M. le Gouverneur de la Réunion que, conformément aux ordres des ministres de

la Marine et des Affaires étrangères, tout recrutement ou engagement de travailleurs malgaches, sur quelque point des côtes de Madagascar que ce soit, est rigoureusement interdit.

Une dépêche ministérielle du 8 février 1887 confirmait la note insérée à l'*Officiel* et invitait le gouverneur de la Réunion à interdire tout recrutement de travailleurs malgaches.

En même temps qu'avec Madagascar des négociations avaient été entamées par le gouvernement français avec le Portugal. L'autorisation sollicitée fut accordée avec la même bonne grâce qu'en 1857.

Déjà par un arrêté du 23 juin 1881, le gouvernement portugais avait autorisé le recrutement à Ibo, province de Mozambique, de travailleurs noirs pour les deux petites îles de Mayotte et Nossi-Bé. Un nouvel arrêté du même gouvernement, à la date du 16 avril 1889, rendit communs à ces deux colonies et à la Réunion, non seulement la réglementation portugaise des engagements, mais encore les points où pouvait s'effectuer le recrutement et qui sont à l'heure actuelle Ibo, Quilimane et Mozambique. Connaissant les sentiments humanitaires de la France, le gouvernement portugais se borna à déclarer qu'il comptait d'avance, et avec la plus grande confiance, que la France exercerait une protection et une vigilance convenables sur tous les émigrants. Un dépôt temporaire fut établi dans la ville d'Ibo ; il était destiné aux indigènes qui voudraient contracter un engagement dans les colonies françaises. La durée

des contrats était fixée à trois ans et ils ne devaient être autorisés que conclus avec des engagistes dignes de la confiance des deux gouvernements. Un agent français fut détaché au dépôt d'Ibo où toutes les opérations devaient être contrôlées par le délégué portugais. Comme pour les travailleurs indiens, il était établi, au moment de l'embarquement, une déclaration sur quatre exemplaires qui devaient être remis à l'agent français, à l'autorité portugaise, au capitaine du navire et à l'autorité consulaire du Portugal dans la colonie destinatrice. Le rapatriement était à la charge de l'engagiste.

Les opérations de recrutement ne donnèrent pas les résultats qu'on en attendait, ils eurent lieu avec la plus grande difficulté, et les agents français ne purent qu'à grand'peine réunir quelques engagés. Les Cafres préféraient de beaucoup à l'immigration dans une île inconnue l'exode vers le Natal où d'ailleurs des salaires beaucoup plus élevés leur étaient offerts et d'où généralement ils revenaient avec quelque pacotille. Juste à cette époque, d'ailleurs, la colonie portugaise exécutait de grands travaux dans la colonie et les noirs assurés d'un travail rémunérateur, sur place, ne voulaient pas entendre parler d'émigration.

Nous devons à cette date 1889 citer pour mémoire les pourparlers entrepris avec le Japon et qui n'aboutirent pas par suite de la modicité des salaires offerts par la Réunion.

A la fin de 1892, on comptait encore à la Réunion

33.048 immigrants, se répartissant en 20.644 Indiens dont 11.293 hommes; 11.904 Malgaches et Africains dont 7.602 hommes et 500 Inhambanais dont 437 hommes.

Le recrutement portugais ne donna jamais de bien grands résultats. La période active de cette immigration se place entre 1888 et 1892. Voici d'ailleurs le relevé très précis des contingents introduits à la Réunion. Il nous est donné par une brochure (*Rapport sur la question de la main-d'œuvre*) parue dans cette colonie en 1905 et qui est très instructive au point de vue du coût de ces opérations.

	Dates	Effectif du convoi	Prix de revient du contrat	Somme totale des frais de l'opération
	—	—	—	—
1888	5 avril au 4 mai.....	21	400 fr.	694.400 fr.
	14 mai.....	277		
	7 juin.....	223		
	20 août.....	207		
	8 décembre..	245		
		973		
1889	21 octobre...	400	400 fr.	305.200 fr.
	24 décembre.	365		
		765		
1890	13 août.....	198	500 fr.	99.000 fr.
		198		
		1.934		1.098.600 fr.

A partir de 1892 l'importance des convois d'immigrants diminua de plus en plus et l'année 1896 marque la suppression en fait de l'immigration por-

tugaise à destination de la Réunion, qui, en ces quatre dernières années, n'avait pas reçu plus de 359 immigrants. Cette suppression de fait de l'immigration était la conséquence forcée des nouveaux ordres émis par le Portugal qui, jaloux de conserver ses sujets, restreignait notre droit de recrutement, en décidant que le nombre des travailleurs nouveaux à engager ne devrait pas être supérieur au nombre des rapatriés. Agir ainsi était supprimer l'immigration portugaise à destination de nos colonies.

Mais à cette époque 1896, l'île de la Réunion à nouveau se montrait pleine d'espoir. Madagascar venait de tomber sous notre domination. Avec l'installation française dans la grande île les colons se réjouissaient de trouver presque aux portes de la Réunion, un centre de recrutement, suffisamment peuplé pour subvenir à toutes leurs demandes. Des appels pressants furent faits au gouvernement français, et en 1897, le général Galliéni accordait l'autorisation tant désirée, en restreignant cependant la faculté de recrutement à la côte ouest ; de plus le gouverneur général promettait de mettre à la disposition des agriculteurs de la Réunion tous les prisonniers capturés. Cette autorisation et cette promesse étaient faites pour enchanter les sucriers qui déjà voyaient défiler sur leurs propriétés toute cette population malgache dont l'agriculture de la grande île n'avait pas encore besoin. Si Madagascar est loin d'avoir une population très dense, ses 4 millions d'habitants néanmoins permettaient de compter sur

l'existence d'un nombre important de travailleurs dont la petite île de la Réunion avait bien l'intention de tirer parti. Et Madagascar, elle aussi, n'aurait qu'à se féliciter de voir cette main-d'œuvre se diriger sur la Réunion, et ici reparait l'argument déjà cité : « Cette main-d'œuvre lui fera retour dans quelques années après avoir été instruite et disciplinée dans les ateliers de la vieille colonie. »

Ces espoirs ne furent pas longs à être déçus. Les convois de Malgaches à destination de la Réunion ne furent jamais ni très nombreux, ni très importants. Le 13 avril 1888 un premier convoi de 23 prisonniers fahavalos dont 16 hommes, 6 femmes et 1 enfant fut conduit dans l'île par le steamer *Ville-du-Havre*. De son côté l'île de la Réunion ne perdait pas de temps et chargeait d'actifs agents de recruter des travailleurs malgaches. Mais tous les efforts tentés devaient rester vains. De 1897 à 1902, 163 Malgaches purent seuls être introduits dans l'île. Non seulement les habitants montraient peu de goût pour l'expatriation ; mais encore les pouvoirs publics voyaient avec inquiétude le dépeuplement de cette grande île, déjà si peu peuplée. A maintes reprises, au moment d'embarquer les contingents péniblement réunis, les recruteurs de la Réunion se virent refuser l'autorisation de le faire. Et en 1902, le général Galliéni s'opposait nettement à tout recrutement de travailleurs sur le sol malgache, dans un télégramme adressé à un agent recruteur de la Réunion accrédité auprès de lui. « Madagascar, disait le général

Galliéni, ne saurait distraire de son sol aucun de ses travailleurs, au profit d'une colonie quelconque. La grande île manque elle-même de bras pour son agriculture, les travaux entrepris et à entreprendre, elle songe aussi à faire appel à l'Inde, à la Chine. » Le conseil général de la Réunion ne pouvait que s'incliner devant ces excellentes raisons et, avec une constance qu'on ne peut qu'admirer, prenait des résolutions en vue de recommencer autour du globe le douloureux pèlerinage déjà entrepris, à la recherche d'une abondante main-d'œuvre.

La Cochinchine, Java, le Tonkin, la Chine allaient à leur tour attirer l'attention de la petite île.

Mais entre temps et pendant même la poursuite des opérations de recrutement à Madagascar, les Comores, Mayotte recevaient la visite des agents recruteurs de la Réunion qui, malgré le chiffre peu élevé de la population de ces îles, les mettait sérieusement à contribution. La Grande Comore, de 1896 à 1903, a fourni à l'île de la Réunion plus de 1.000 travailleurs. L'île Mayotte, encore moins peuplée, put aussi contribuer à augmenter l'armée des travailleurs de Bourbon et lui fournit, moyennant finances, quelques centaines d'immigrants. Le gouverneur de cette île trafiquait de ses habitants comme d'une marchandise véritable et les livrait contre une prime de 100 francs par tête (1). Ces procédés honteux

1. *Bulletin de la Chambre d'Agriculture de la Réunion*, 1903, p. 15.

renouvelés de la traite, empruntés directement aux roitelets nègres, faiseurs de razzias, étaient bien peu faits pour augmenter le prestige de l'immigration aux colonies ; ils devaient heureusement prendre fin avec le rattachement de cette île au gouvernement général de Madagascar.

Le recrutement des travailleurs aux Comores et à Mayotte n'eut pas également une longue durée. La défense de recruter des travailleurs sur le sol malgache, exprimée en 1902 par le général Galliéni, devenait applicable à ces îles, du fait même de leur rattachement à Madagascar.

D'autres essais de recrutement furent encore tentés par l'île de la Réunion, sur un autre point de l'Afrique, la côte des Somalis ; mais sans grands résultats.

L'Afrique à nouveau se fermait aux recrutements des travailleurs, à destination de la Réunion ; mais en 1900 les raisons des échecs subis n'étaient plus les mêmes qu'en 1860. En 1860, l'opposition seule de l'Angleterre avait suffi pour nous écarter du continent noir ; en 1900, l'Afrique partagée entre les puissances européennes gardait pour elle ses travailleurs en vue de procéder au développement normal de ses forces productives.

Dès les premières difficultés avec le gouvernement général de Madagascar, la Réunion impatiente de trouver des travailleurs s'adressa à la fois à l'Indochine et à Java. Java, la riche possession hollandaise des îles de la Sonde a, nous le savons, une

population extrêmement dense dont la force d'accroissement considérable a souvent préoccupé le gouvernement néerlandais. La petite île de la Réunion avait bon espoir de trouver dans Java un centre facile de recrutement. Contre toutes prévisions, les pourparlers engagés avec le gouvernement hollandais furent très laborieux et n'aboutirent que grâce à l'heureuse et puissante intervention de M. Chailley-Bert, directeur de la *Quinzaine coloniale*. Mais, chose curieuse, au moment où l'entente était parfaite entre les deux gouvernements hollandais et français, ce furent des difficultés d'un ordre secondaire qui vinrent faire échouer le projet. Aucune ligne de steamers n'existant entre la Réunion et Java, l'opération fut déclarée impossible.

Ce nouvel insuccès à Java ne découragea pas la colonie dans ses recherches de main-d'œuvre, elle fit appel à l'Indochine et en 1897 elle obtenait du gouverneur général l'autorisation de recruter des travailleurs tonkinois, autorisation limitée, il est vrai, à un prélèvement qui ne devait pas être supérieur à 500 familles. Sans parler du peu de qualités dont les Tonkinois ont fait montre à la Réunion et de la cherté de cette main-d'œuvre, graves défauts cependant et suffisants pour décourager les colons engagistes, l'autorisation accordée par le gouverneur de l'Indochine était momentanée et ne satisfaisait pas le rêve du large courant d'immigration que faisait toujours la Réunion.

Restait la Chine. Malgré les vives appréhensions

manifestées par une grande partie de l'île, malgré les résultats de précédentes expériences qui avaient surabondamment montré les dangers, pour un pays, de l'introduction de Chinois, les colons, avec l'unique idée de se procurer des travailleurs, introduisirent plus de 800 Chinois dans l'île. Le Chinois vigoureux, bon travailleur, est plus que tout autre immigrant un danger social. Il ne s'assimile jamais à la population qui l'hospitalise et conserve toujours et partout ses mœurs, ses habitudes, sa religion.

Sobre, sans besoins, l'épargne lui fournit en quelques mois les moyens d'exercer un de ses penchants favoris : l'usure. Patiemment il économise, et une fois à la tête d'une petite somme, sans attendre souvent la fin de son contrat, il déserte la demeure d'un maître pour lequel il n'a jamais eu aucun respect et ouvre un petit commerce d'épicerie. Le Chinois, né fraudeur et commerçant, par ces deux moyens, presque toujours arrive à la fortune. Riche, sa patrie l'hypnotise. Il rêve de la terre de ses ancêtres dans laquelle, mort ou vivant, il lui faut retourner.

Par cette pratique constante chez le Chinois, peu à peu, tout le commerce du pays, le grand comme le petit commerce se concentre dans ses mains. Le négociant, le petit commerçant créole ne sauraient lutter contre lui. A l'île de la Réunion, depuis longtemps, la lutte entre eux a pris fin. Le Chinois y règne, maître incontesté du marché, ne trouvant parfois en face de lui, comme rivaux, que des Arabes ou des Indiens, anciens immigrants, devenus à leur

tour commerçants. L'île souffre, sans réagir, de cet état de choses et voit sans cesse sa pauvreté croître par le drainage incessant de ses capitaux. Les mêmes hommes, choisis pour être les instruments de sa prospérité, sont les instruments de sa ruine. Et chose bien faite pour attrister, l'île va elle-même chercher, à grands frais, ses propres ennemis. Ne serait-on pas tenté d'appliquer à la Réunion ces mots caractéristiques de Karl Marx et d'Engels à propos de la bourgeoisie, tirés du *Manifeste du parti communiste* : « La bourgeoisie forge elle-même ses propres fossoyeurs. »

CHAPITRE VI

ÉTAT ACTUEL DE L'IMMIGRATION. — CONTINGENTS D'IMMIGRANTS EXISTANT DANS L'ILE. — DOLÉANCES DES COLONS (INSUFFISANCE DES TRAVAILLEURS, PARESSE DES NOIRS, IRRÉGULARITÉ DU TRAVAIL.) — SOLUTION DE LA QUESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE. — LOI SUR LE TRAVAIL. — COLONAGE PARTIAIRE.

De 1904 à 1910 la Réunion, malgré toute l'activité déployée par le Syndicat des propriétaires fondé en 1887 pour l'introduction des travailleurs libres dans l'île, n'a vu son contingent d'immigrants s'augmenter que dans d'infimes proportions.

Certains centres de recrutement, tels que les possessions portugaises, la Chine, lui restent toujours ouverts ; mais la difficulté de recrutement d'une part, le prix élevé du contrat de l'autre font que de plus en plus la Réunion les délaisse, mettant son unique et dernier espoir dans l'intervention de la métropole pour la remise en vigueur de la convention avec l'Angleterre. A l'heure actuelle, au lieu des 77.000 immigrants qui constituaient son importante armée de travailleurs en 1860 il ne reste plus dans l'île que 14.611 immigrants se répartissant ainsi :

7.586 Indiens dont :

Hommes.....	4.707
Femmes.....	1.696
Garçons.....	620
Filles.....	563

6.281 Africains dont :

Hommes.....	4.959
Femmes.....	729
Garçons.....	313
Filles.....	280

744 Chinois et Tonkinois dont :

Hommes.....	729
Femmes.....	9
Garçons.....	3
Filles.....	3

Et ce contingent d'immigrants dont les deux tiers seuls sont occupés à l'agriculture et l'autre aux travaux domestiques est formé en grande partie de vieillards.

La situation d'ailleurs se trouve encore aggravée par l'application du décret du 30 mars 1881 interprété par la dépêche ministérielle du 1^{er} juillet 1887 et relatif aux enfants des immigrants nés dans la colonie ou introduits avec eux et par l'article 8 nouveau du Code civil modifié par la loi du 26 juin 1889 et du 23 juillet 1889 qui décide que l'enfant né en France d'un étranger est Français à moins de répudier cette qualité dans l'année qui suit sa majorité et sous réserves

de certaines formalités à remplir. L'application de ce décret que la loi nouvelle sur la nationalité est venue renforcer enlève, nous l'avons vu, aux colons, annuellement plus de 1.500 de leurs jeunes travailleurs, formés aux travaux agricoles et avec la mortalité, les rapatriements, il est permis de prévoir dans un avenir prochain à la Réunion la disparition complète de tout contingent d'immigrants.

Cette éventualité depuis longtemps prévue fait craindre aux grands propriétaires sucriers la ruine prochaine. La Réunion, disent-ils, semblable à beaucoup de colonies françaises ne peut se passer de l'immigration, et les travailleurs que fournit l'île en nombre insuffisant sont de plus paresseux et irréguliers au travail.

Les travailleurs, dit-on, sont en nombre insuffisant. « Pour 60.000 à 70.000 hectares de terres cultivables pas plus de 10.000 agriculteurs créoles et l'on estime qu'il faut dans ce pays 3 hommes par hectare : 50.000 à 60.000 travailleurs, pense de Lanessan (*Expansion coloniale*) sont au moins nécessaires à la Réunion et si l'on déduit les 10.000 créoles aptes à la culture et disponibles il faut encore à la colonie 40.000 à 50.000 travailleurs qu'elle est obligée d'aller chercher au delà des mers. »

Ces conclusions acceptées autrefois comme un dogme forment encore, à l'heure actuelle, la base de l'argumentation des partisans de l'immigration. Seules cependant leurs prétentions ont diminué, au lieu de 50.000 immigrants ils ne réclament plus qu'un

contingent annuel variable de 500 à 2.000 immigrants : *un appoint de main-d'œuvre*. La modestie même de ces demandes ne fait-elle pas apercevoir un changement dans la situation de l'île ? changement dû à l'accroissement de sa population durant ces dernières années. De 132.910 habitants en 1880 elle passe en 1902 à 175.000 habitants. L'agriculture de l'île a, bien entendu, profité de cet accroissement de population, les partisans de l'immigration le reconnaissent volontiers, sans pour cela renoncer à l'immigration. Leurs désirs vont, à l'heure actuelle, à des contingents limités, mais ces contingents limités ils les déclarent indispensables, sous peine de ruine certaine. Une brochure parue en 1905 sur cette question et approuvée par la Chambre d'agriculture expose la pénurie de la main-d'œuvre : « Notre situation est actuellement bien près d'être désespérée. Nos champs, faute de bras, sont laissés sans culture, nos récoltes même sont parfois abandonnées sur pieds. Croit-on vraiment que nous nous laisserions acculer à de semblables extrémités, si nous avions dans l'île la main-d'œuvre qui nous est nécessaire, main-d'œuvre moins coûteuse que n'importe quelle émigration ? L'île réellement manque de bras et depuis 1860 nous avons vu les superficies en cannes passer de 60.000 hectares à 32.000 hectares, soit environ 50 o/o en moins. Quels résultats n'obtiendrions-nous pas si nous pouvions remettre en culture une partie de ces importantes superficies ! Ce serait la production sucrière de la colonie repre-

nant ses anciennes plus-values, l'aisance renaissant partout. »

Cette argumentation vraiment forte et de nature à faire impression se heurte malheureusement à des chiffres qui eux aussi ont leur éloquence. L'île, répétons-nous, compte 175.000 habitants, ce qui donne, divisé par ses 2.500 kilomètres carrés, près de 70 habitants par kilomètre carré, nous avons même dit 90 habitants par kilomètre carré en tenant compte de l'infertilité de plus d'un tiers de l'île. L'île de la Réunion est donc dotée d'une population très dense, bien suffisante pour satisfaire aux besoins d'une agriculture très peu développée, qui malheureusement se livre à un véritable gaspillage de bras.

Cet abus de la main-d'œuvre, le baron Darricau, gouverneur de l'île, le constatait en 1860. « On est tout surpris de voir des centaines de travailleurs, des troupeaux de mulets et de bœufs qui cultivent moins de 50 hectares, en France quelques valets de ferme et une demi-douzaine de chevaux y suffisent » (1).

Mais mieux que cette argumentation purement théorique, l'exemple que cite M. DE MAHY de la création du chemin de fer et du port, accomplie de 1878 à 1890 tout entière par les travailleurs du lieu, mettra mieux en relief la présence d'une abondante main-d'œuvre dans l'île.

« Les directeurs de cette entreprise, racontent M. DE MAHY, MM. LAVALLEY et MOLINES, partageaient l'erreur accréditée, passée à l'état d'article de foi :

1. Leroy-Beaulieu, 1902, p. 576.

l'inexistence de toute main-d'œuvre locale, d'où la nécessité d'en faire venir du dehors. Ils s'étaient précautionnés, en conséquence, de contrats de recrutement en Égypte et dans l'Inde anglaise. D'autre part, afin de rassurer les colons, ils s'étaient engagés d'honneur à n'accepter sur leurs chantiers aucun homme employé sur d'autres exploitations privées ou publiques. Force leur était donc de recourir à l'immigration.

» Toutefois et sur l'insistance extrême d'un représentant de la colonie (M. de Mahy), ils ajournèrent le recrutement en dehors et consentirent à essayer des bras créoles. Ils firent appel à cette main-d'œuvre locale presque unanimement déclarée inexistante. L'essai tenté avec loyauté réussit pleinement.

» Le travail immense s'accomplit sans recourir au dehors et sans détourner les travailleurs de l'usine, de la culture, de la domesticité des industries, professions et métiers de toute sorte constituant la vie normale du pays. L'existence d'une main-d'œuvre locale, surabondante, jusque-là inaperçue et comme tombée du ciel était révélée ; ses qualités d'ordre, de force, d'exactitude, de discipline, d'endurance, de douceur, de moralité, d'honnêteté, d'intelligence, la modicité de son prix de revient, la supériorité de la production, ses remarquables aptitudes à toutes sortes d'emplois, reconnues, expérimentalement constatées.

» La masse de gens, nos compatriotes, fils et petits-fils des affranchis qui s'étaient réfugiés sur les hau-

teurs de l'île et coolies restés dans le pays au terme de leurs engagements, qui avaient vécu jusque-là en quelque sorte ignorés, en marge de la société, si je peux ainsi dire et qui, ne trouvant plus leur subsistance dans *les défrichés des hauts* refluaient vers les villes et le littoral, trouvèrent dans ces travaux un emploi vraiment providentiel.

» Ce fut un service à jamais mémorable rendu par MM. Lavalley et Molines à la colonie. Ils eurent, constamment, une douzaine d'années de suite, tant que durèrent les travaux, plus de 10.000 hommes présents à l'ouvrage, représentant avec leurs familles, près de la moitié de notre population amenée au travail productif et rémunérateur.

» Cet important contingent de travailleurs, menacés de rester sans travail, les travaux du chemin de fer et du port terminés, purent, grâce à la suppression de tout recrutement de coolies dans l'Inde, s'employer sur les propriétés et dans les usines (1). »

Mais les partisans de l'immigration prétendent que l'absence de main-d'œuvre a été la cause de la réduction des cultures. La culture de la canne, disent-ils, a régressé de 50 o/o, elle a passé de 60.000 hectares à 32.000 hectares. Qu'il nous soit permis de demander à notre tour ce que sont devenus les 28.000 hectares cultivés autrefois en cannes. Sont-ils restés entièrement sans culture? Il est impossible de le croire, si l'on considère les pro-

1. *Journal des Fabricants de sucre*, 1^{er} nov. 1905.

grès faits à la Réunion par d'autres cultures d'exportation : manioc, vanille, géranium, vetyver, ylang-ylang, etc., etc., dont la vente à l'exportation donne en 1909 un total de près de 4 millions de francs inférieure de moitié seulement à l'exportation des sucres (un peu plus de 9 millions) (1). La culture de la canne à sucre moins productive, moins rémunératrice, se voit peu à peu abandonnée, sans que les superficies vraiment fertiles de l'île soient laissées sans culture. Avec la main-d'œuvre plus difficile, les hectares presque infertiles exploités au moment de la grande fièvre de la canne sont, à l'heure actuelle, avec raison abandonnés.

Mais si vraiment l'île ne manque pas de bras, comment comprendre que, de gaieté de cœur, les colons laissent périr sur pieds leurs récoltes et se transforment ainsi en instruments de leur propre ruine ? Ne faudrait-il pas supposer que cette population, abondante dans l'île est : ou inapte au travail de la terre, ou paresseuse ?

Inapte au travail de la terre ? Avec M. Jules Duval nous n'hésitons pas à affirmer le contraire, autorisé par ce que nous avons vu nous-même. Blancs et noirs, Européens et régnicoles, dans cette île tempérée peuvent cultiver le sol et le cultivent.

La population de l'île serait-elle alors paresseuse ? Cette accusation, les partisans de l'immigration à la Réunion n'hésitent pas à la prononcer. Avec tous

1. *Cahiers d'une vieille Colonie*, 1909, p. 95.

les écrivains classiques les colons répètent volontiers : « Le créole est paresseux. » Et l'explication de cette paresse semble facile. Dans les contrées tropicales l'homme subit puissamment l'influence amollissante du climat. Comblé par la nature qui lui prodigue ses dons presque sans efforts, peu à peu il perd l'habitude du travail, se laisse aller à une vie douce sans éclat, comme sans heurt. L'autochtone nègre ou descendant de blancs, fait pour ce milieu de vie facile, ne sort de sa torpeur que sous l'aiguillon du besoin. Ce besoin, satisfait à nouveau, il s'abandonne à ses chères habitudes de paresse. Le mal, répète-t-on, est dans la facilité même de la vie. Que faut-il en effet à un habitant de ces contrées pour vivre et vivre heureux ? Une case faite de quelques piquets, recouverte de vacoa ou de paille de cannes, un petit jardin, un peu de riz, quelques piments et le cycle des besoins est parcouru ; quelques sous par jour en assurent la complète satisfaction.

Des essais cependant ont été tentés pour combattre cette facilité de vie, pour faire naître chez le noir des besoins nouveaux. Et M. Chailley-Bert, au Congrès international colonial de 1900, s'est fait notamment l'amusant conteur d'un essai fait à l'île des Célèbres. Dans cette île, raconte le directeur de la *Quinzaine coloniale*, les propriétaires ne pouvaient, qu'à grand'peine, recruter la main-d'œuvre qui leur était nécessaire, quand par bonheur un cirque arabe vint s'y installer. Les noirs pris de goût pour

ce spectacle, nouveau pour eux, fréquentaient le soir assidûment l'établissement et le jour, pour avoir l'argent nécessaire à la satisfaction de leurs plaisirs, travaillaient avec la plus grande régularité. Durant toute la saison faite aux Célèbres par le cirque arabe, jamais les colons ne souffrirent de la pénurie des travailleurs. Les cirques arabes, malheureusement, ne durent pas toute la vie et les noirs, leurs plaisirs disparus, retournèrent à leur doux farniente.

A l'île de la Réunion, deux sortes d'essais plus sérieux ont été tentés pour stimuler le créole au travail : 1^o le relèvement des salaires ; 2^o la participation aux bénéfices.

Le relèvement des salaires a eu des effets immédiats et curieux. Le salaire moyen par jour de 1 fr. 25 ayant été porté à 1 fr. 50, le créole au lieu de fournir quatre jours de travail dans la semaine, n'en a plus fourni que trois.

La participation aux bénéfices n'a pas donné de meilleurs résultats. M. Garsault, au « Moulin Joli », a voulu associer ses travailleurs aux bénéfices de l'entreprise, soit par des bons de participation et proportionnellement à leurs journées de présence avec un minimum acquis, soit avec des bases déterminées d'avance dans la participation aux bénéfices. Ces essais trop scientifiques ne furent pas compris par la population, le délai d'attente avec des salaires minimes, encore réduits en considération des avantages de fin d'année, ayant semblé trop long.

Ces deux tentatives, dit-on, suffirent pleinement

à asseoir le reproche de la paresse adressé au créole et répondent éloquemment aux critiques de M. Schoelcher sur les salaires insignifiants distribués à la Réunion comme aux Antilles.

Pour répondre à ce reproche de paresse, qu'il nous soit simplement permis de citer textuellement les paroles d'un gros propriétaire de l'île, M. Durcau de Vulcomte, devenu plus tard député de la Réunion, et prononcées en 1880 au conseil général : « Nous avons 18.000 à 20.000 créoles valides, parmi lesquels sont recrutés tous les ouvriers des villes, les petits commerçants, les employés, les domestiques, les pêcheurs. Ils font aussi presque tous la petite agriculture, de plus tous les métiers sont exercés par les indigènes. Est-ce tout ? Non. C'est encore dans les rangs de cette population indigène que l'agriculture, elle-même, puisqu'elle est en cause ici, recrute des milliers de travailleurs. Ceux-là, sur de petites et moyennes propriétés, arrachent aussi à la terre des produits qui assurent l'alimentation publique. Ces produits en grains et en racines sont considérables. Étant consommés à l'intérieur, ils ne figurent, il est vrai, sur aucun état de sortie : ils échappent ainsi aux calculs de la statistique. Mais s'ils n'existaient pas, il faudrait importer ici beaucoup plus de riz et la colonie verrait s'élever encore le tribut, déjà trop lourd, qu'elle paye à l'Inde ou aux autres pays producteurs de riz.

» Ceux-là aussi, sur ces petites propriétés produisent la girofle, le café, la vanille, ce qui repré-

sente à l'exportation une valeur se chiffrant par millions de francs. Ceux-là produisent même du sucre, apportant à l'usine les cannes qu'ils ont eux seuls plantées sur leurs petits fonds de terre, sans le secours d'aucun immigrant.

» Plus loin dans la zone élevée de l'île, sur tous les plateaux de l'intérieur, ils obtiennent encore, par le travail de la terre, ces produits dont ils vivent et dont l'excédent fait l'objet d'un commerce d'exportation assez étendu avec Maurice. Telle est la part prélevée par l'agriculture sur la population créole dans la répartition des forces actives et productives du pays. Vous avez vu quelle part réclament aussi le commerce, l'industrie, les professions libres, etc. Je viens d'énumérer leurs besoins. Et cette énumération conforme à la réalité des faits suffit pour justifier nos compatriotes du reproche immérité qui leur a été trop souvent adressé de se soustraire à cette loi du travail. »

Mais, dira-t-on, il s'agit ici de petits artisans, de domestiques, de petits propriétaires producteurs et non de salariés, d'ouvriers agricoles, de « journaliers », comme on les appelle dans l'île, qui n'ont comme tout bien que leur force de travail. Ceux-là sont paresseux et irréguliers au travail. En admettant comme vraie cette proposition, n'apparaît-il pas, dès ici, que la grave accusation portée contre le créole semble bien moins fondée et que cette paresse serait moins le produit de son tempérament que le résultat de la situation dans laquelle il se trouve. Le

créole, en effet, qui possède un petit champ le cultive avec amour, a pour sa terre les mêmes trésors de tendresse que le paysan français. Il nous a été donné de voir à l'œuvre ces créoles paresseux. Leurs champs sont les mieux entretenus de l'île, les cultures les plus variées s'y rencontrent. Avec moins d'un hectare souvent, ils arrivent à faire vivre de nombreuses familles ; modestes et pratiquant l'épargne, ils constituent à l'heure actuelle à la Réunion, cette classe moyenne indispensable à la stabilité d'un pays. Le créole propriétaire, loin d'être paresseux, peut être cité partout comme un exemple de modestie et de courage.

Le travailleur à la journée est loin d'avoir les mêmes qualités. Paresseux il l'est, irrégulier au travail très certainement et les reproches des planteurs sont, nous le reconnaissons, des plus justifiés. Mais peut-on faire un grief au créole de ces défauts qu'il avoue lui-même dans cette phrase typique : « A quoi bon tuer mon corps. » Avec un salaire qui, même augmenté, ne dépasse pas 1 fr. 50 par jour, suffisant peut-être, avec la facilité de la vie dans cette île, pour lui seul, il ne peut songer à nourrir une famille et encore moins à épargner, aussi sans attache avec cette terre qu'il cultive, avec l'idée bien certaine qu'elle ne sera jamais à lui, l'abandonne-t-il au premier caprice pour se livrer à la pêche ou à la chasse, métiers d'occasion qui, au besoin, le font vivre.

La situation présente avec la disparition presque complète de l'immigration et l'irrégularité du tra-

vail créole est, nous le reconnaissons, très pénible pour les colons et s'il n'est pas complètement exact de dire avec eux que le travail à exécuter sur une propriété ne peut être réalisé qu'en engageant le triple des travailleurs, nous avouons que cette remarque contient une notable part de vérité.

Quel remède à cette situation difficile ? Après l'échec des deux tentatives que nous avons signalées plus haut, beaucoup de bons esprits ont naturellement songé à une loi sur le travail qui porterait atteinte à la liberté individuelle. Ils se sont demandé s'il ne serait pas possible de renforcer le contrat de travail en faisant purement et simplement un délit de son inexécution.

M. Chailley-Bert, en 1895 à l'Institut colonial international de La Haye, s'était déjà fait le défenseur de cette thèse: « Nous sommes partisans, dit M. Chailley-Bert, à la fois de mesures de protection des indigènes approuvées par les philanthropes et de certaines mesures de coercition désapprouvées par eux, parce qu'il semble nécessaire d'éviter, avant tout, l'introduction d'éléments étrangers dont les inconvénients sont graves. On ne doit recourir à l'immigration que lorsqu'il est impossible de faire autrement. Avant d'appeler le médecin, il faut essayer des mesures d'hygiène pour recouvrer la santé. » Et à l'île de la Réunion la question se pose avec une extrême simplicité. L'île de la Réunion est riche en travailleurs, il faut les obliger au travail, faire de la rupture du contrat civil un délit qui exposera celui qui s'en

rendra coupable non plus seulement au paiement de dommages-intérêts, mais à une sanction pénale et coercitive. Cette mesure, d'ailleurs d'après M. Duchêne (Congrès international de La Haye), a été rendue applicable à l'État indépendant du Congo concurremment à l'institution des corvées, par le décret du 8 novembre 1888.

Certes, il est douloureux auxx^e siècle d'avoir encore à défendre la liberté, d'être obligé de rappeler les règles posées par notre Code civil qui dit que nul ne peut être contraint à faire quelque chose malgré lui : *ad factum nemo præcise cogi potest*. Le débiteur peut être contraint à une obligation de donner, mais non à une obligation de faire, celle-ci ne peut que se résoudre en dommages-intérêts. De semblables mesures prises pour les colonies et attentatoires à la liberté iraient à l'encontre du progrès général du droit, qui tend à la substitution progressive des sanctions civiles aux sanctions pénales.

De plus, à l'île de la Réunion, dans cette île française depuis quatre siècles, la mesure serait vexatoire. Le travailleur créole, citoyen français, a une notion précise de sa dignité et surtout de son indépendance. Le forcer au travail serait, d'une façon presque certaine, l'écarter complètement de la terre. La solution de ce grave problème du travail apparaît toute différente dans cette vieille colonie. Les faits même l'indiquent.

La Réunion, il ne faut pas l'oublier, est encore un pays où la grande propriété domine. ELISÉE RECLUS

nous en donne un exemple frappant avec cette commune de SAINT-PHILIPPE, possédée à elle seule par deux propriétaires, à la fois planteurs et sucriers. La puissante société du Crédit Foncier colonial, depuis son arrivée assez récente dans l'île, n'a pas cessé, par une politique habile, d'y étendre ses acquisitions; à l'heure actuelle, son domaine n'est pas moins de 10.000 hectares formés des terres les meilleures de l'île. Dans les deux parties de l'île, partie du Vent et partie Sous-le-Vent *la grande propriété prédomine et, circonstance très aggravante, la spécialisation à la Réunion entre agriculteurs et industriels n'existe pas. Le grand propriétaire est à la fois producteur de cannes, de sucre et d'alcool.*

Autour des usines à sucre, des centaines d'hectares se sont groupés qui, primitivement tout au moins, devaient, livrés à la culture de la canne, suffire à tous les besoins de l'usine. A l'heure actuelle, où l'apport des cannes que les planteurs fournissent à l'usine se fait de plus en plus considérable, cette règle ne subsiste pas moins comme le principe de l'économie rurale à la Réunion. Mais depuis 1884, depuis la suppression de tout grand courant d'immigration, un lent travail de séparation est à s'opérer. Disposant de moins de bras, les propriétaires sucriers abandonnent peu à peu les terres lointaines ou peu fertiles pour se réserver les champs autour de l'usine qui, par leur proximité, sont plus facilement exploitables. D'année en année, le cercle des cultures se resserre et grâce à la situation nouvelle créée par la

disparition de l'immigration, l'agriculture et l'industrie marchent à leur indépendance réciproque.

Les champs ainsi délaissés ont été les uns vendus, les autres mis à la disposition des travailleurs créoles, des « journaliers » en échange d'une part dans les produits : c'est le colonage partiaire, sorte de métayage où le propriétaire ne fournit que la terre en échange d'une quotité invariable des fruits. Jusqu'à maintenant, le colonage partiaire, sans être de pratique très courante, n'avait pas été inconnu à l'île de la Réunion. Mais son domaine, jusqu'à ce jour, n'avait compris que la petite propriété. Le contrat généralement se passait entre un petit propriétaire trop pauvre pour entretenir des immigrants et un ou plusieurs « journaliers ». La grande propriété n'avait jamais eu recours au colonage partiaire. Depuis la suppression de l'immigration la grande propriété, privée de main-d'œuvre vient, elle aussi, à cette forme aisée d'exploitation du sol.

Des essais pleins de promesses ont été faits sur certaines parties de l'île et des propriétés de plusieurs centaines d'hectares ont été mises à la disposition des travailleurs dont les efforts, pour réussir, ont dû être groupés et disciplinés par des syndicats agricoles. Voici au surplus l'histoire d'un syndicat fondé pour l'exploitation des terres d'une grande propriété racontée par un de nos correspondants (1)

1. Nous saisissons ici avec empressement l'occasion qui nous est donnée de renouveler à nos correspondants nos plus sincères remerciements.

des plus enthousiastes : « J'ai sous les yeux les résultats chaque jour plus remarquables du Syndicat agricole de Saint-Pierre, dont l'organisation ne remonte qu'à quatre ans et qui, en ce court laps de temps, a mis successivement en culture tous les domaines abandonnés compris entre Saint-Pierre et Pierrefonds, c'est-à-dire Burrel, Vallée, Basse-Terre (300 Ha.), et prend en ce moment possession de terres de MM. K. Viguen (gros propriétaires de l'île) comprises entre le canal Saint-Etienne et la mer (200 Ha.).

Le nombre des colons dépasse 500. L'année dernière ils ont livré 6 millions de kilos de cannes, sans préjudice de toutes les cultures secondaires. Beaucoup d'entre eux possèdent déjà un ou deux bœufs et une charrette et font eux-mêmes le transport de leurs cannes et de celles de leurs voisins. Je pourrais citer des chefs de familles qui, avec le concours de leurs enfants, entretiennent 6 hectares de cannes sur pieds.

« Ces résultats, comme à moi, ne vous paraissent-ils pas merveilleux ? Songez, qu'hier encore, ces syndiqués n'avaient, pour vivre, que le produit de leur travail, qu'ils sont encore, à l'heure actuelle, dépourvus de toute notion d'économie rurale.

» Notre syndicat de Saint-Pierre est loin d'avoir dit son dernier mot, de jour en jour il fait des adhérents et procure aux plus malheureux les légères avances nécessaires à la mise en culture des champs qu'ils désirent exploiter. L'homme qui, à Saint-Pierre, a la direction de ce syndicat possède, à un haut degré,

pour le rôle délicat qui lui est confié, la qualité d'un chef. Journallement il prêche d'exemple, montre les bienfaits de la culture scientifique, de l'emploi des engrais, recommande l'épargne et fait naître l'esprit de solidarité, si nécessaire dans un groupement de ce genre.

» Au début, il a fallu, pour avoir raison de l'indifférence des syndiqués, établir une discipline sévère, édicter des amendes pour obliger chacun à entretenir la portion de chemin qui dessert son champ, ainsi que les canaux qui y conduisent l'eau d'irrigation.

» Vous pouvez prévoir ce que sera la puissance de l'esprit de solidarité, de mutualité, lorsqu'il aura pu se développer au sein de groupements de cette importance. Quelle force ne représentera-t-il pas dans la main de celui qui sera assez habile pour le faire naître et le développer autour de lui, sur un grand domaine.

» Le jour où chaque grand propriétaire sera devenu le fondateur et le chef paternel autant que méthodique d'un syndicat de cultivateurs, toutes ses terres seront cultivées, il trouvera, parmi les syndiqués, tous les ouvriers nécessaires à la bonne marche de son usine, et il n'aura plus qu'à y faire aboutir le plus possible de cannes produites dans la région.

» Tous ces travailleurs, intéressés, les premiers, au bon fonctionnement de l'usine, seront des collaborateurs assurés, presque des associés. »

Ne voilà-t-il pas, exposée tout entière, la solution de la question du travail à la Réunion, ne voilà-t-il

pas le vrai moyen de combattre la paresse et l'irrégularité du travailleur créole et de remédier à la suppression de l'immigration.

Cet avis à l'heure actuelle est partagé par quelques communes de l'île, et en 1905 six conseils municipaux : Salazie, Avirons, Étang-Salé, Entre-Deux, Saint-Pierre, Saint-Joseph, représentant une population de 51.864 habitants, repoussaient le vœu émis par la Chambre d'agriculture de reprise de l'immigration indienne. Malheureusement, la plupart des gros propriétaires sucriers, la puissante société du Crédit Foncier colonial se refusent à faire crédit à un avenir plus ou moins éloigné. Leur intérêt, nous le comprenons bien, est d'avoir, sur l'heure, une main-d'œuvre abondante et d'un facile recrutement. Incontestablement, cette main-d'œuvre abondante existe dans l'île, il s'agit de l'amener au travail. Les colons, s'ils s'inspirent des véritables intérêts de la Réunion, y parviendront par beaucoup de douceur et de persévérance.

CHAPITRE VII

PROJETS DE REPRISE DE L'IMMIGRATION INDIENNE

Les partisans de l'immigration, gros propriétaires sucriers pour la plupart, menacés par la suspension de la convention de 1861, dans leurs intérêts immédiats, voulaient, par tous les moyens en leur pouvoir, décider l'Angleterre à revenir sur sa décision.

Une campagne de presse entreprise sous leurs auspices conseillait de faire à l'Angleterre les plus larges concessions et de lui accorder toutes les prétentions qu'elle émettrait.

Au lendemain des événements de 1877, la Grande-Bretagne avait, en outre des abus signalés dont elle avait exigé la suppression, réclamé pour son consul un droit de visite sur les propriétés privées employant des immigrants et l'inscription des dépenses de l'immigration au chapitre des obligatoires du budget local. La première de ces demandes, d'un caractère vexatoire, menaçait l'indépendance des colons propriétaires et engagistes. La seconde demandait, pour être réalisée, une loi nouvelle, modifiant le sénatus-consulte de 1866, qui réglementait les pouvoirs du conseil général en matière de finances et

dont l'article 7, relatif aux dépenses obligatoires, ne mentionnait pas les dépenses d'immigration.

Par deux fois, le 1^{er} juillet 1880 et le 1^{er} décembre 1882, le conseil général saisi de ces deux propositions les avait repoussées en motivant fortement son vote ; en 1886, sous la pression des événements nouveaux le conseil général se déjugeait. Le droit de visite sur les propriétés privées était accordé avec quelques réserves :

1° Le consul anglais ne devait procéder à ces inspections qu'accompagné du protecteur des immigrants ;

2° La visite devait être restreinte aux locaux dont l'examen était indispensable pour permettre au consul de vérifier, par lui-même, si l'immigrant recevait le traitement matériel qui lui était dû.

De plus, par une sorte de compensation aux réserves formulées, le conseil général reconnaissait au consul anglais le droit de faire venir les immigrants au Consulat par groupe de dix hommes et de communiquer librement avec eux, chaque fois qu'il le croirait utile à leurs intérêts.

L'inscription des dépenses de l'immigration au chapitre des obligatoires, ne pouvait, avons-nous dit, de l'avis même du conseil général de 1882, être réalisée que par une loi ; en 1886 une loi fut jugée une mesure trop radicale et le conseil général crut pouvoir prendre l'engagement d'opérer le transfert des frais de protection au chapitre des dépenses obligatoires.

L'Angleterre avait donc gain de cause sur toute la ligne et pouvait se déclarer satisfaite. Allait-elle lever au profit de la Réunion l'interdiction de recruter des travailleurs dans l'Inde ? Le conseil général le pensait et les partisans de l'immigration se montraient pleins d'espoir.

Ces concessions si larges, ces preuves si évidentes de bonne volonté de la part du conseil général ne devaient pas suffire. L'Angleterre à nouveau émit des exigences, réclama notamment pour ses nationaux la suppression de mesures d'exceptions réglementant la vagabondage et la justification des moyens d'existence et l'assimilation complète, sur ces deux points, aux habitants de l'île.

Soutenu par l'espoir de ramener par l'immigration la prospérité dans l'île, le conseil général accepta toutes les propositions anglaises, discuta toutes les prétentions avec le désir passionné d'arriver à une solution. Lourde tâche que s'était fixée la première assemblée de l'île, elle s'épuisait à satisfaire une puissance bien décidée à ne l'être jamais.

Une semblable persévérance devait cependant avoir un semblant de récompense ; en 1893 le gouvernement anglais, fatigué de nos attaques et pour nous donner à son tour une preuve de son bon vouloir, confiait à son secrétaire d'État du département de l'Agriculture, M. MUIR MACKENZIE, la mission de procéder sur place à une enquête, sur la situation des immigrants indiens à la Réunion. L'enquête fut, en tous points, favorable à l'île. M. Muir Mackenzie

reconnut, de très bonne grâce, que les anciens abus signalés avaient disparu et que les immigrants indiens sur les propriétés étaient bien traités.

Il fut surtout frappé de ce fait, que bien que les contrats d'engagement primitifs des Indiens restant dans la colonie fussent expirés, depuis bien des années, néanmoins, il restait dans la colonie environ 15.000 travailleurs de cette nationalité. Leur engagement terminé, ils le renouvelaient, sans exprimer jamais le désir de retourner dans leur pays natal. Le résultat de cette enquête fut un projet de reprise de l'immigration indienne, à destination de la Réunion; un règlement interprétatif de la convention de 1861 et comprenant 27 articles fut élaboré à cet effet. Nous en donnons les articles principaux :

Article premier. — Le protecteur des immigrants à la Réunion devra être nommé par le Président de la République ; les frais nécessités par le service du protectorat inscrits aux dépenses obligatoires de la colonie.

Art. 5. — Les demandes d'immigrants devront être faites au protecteur qui, après une visite à l'installation du propriétaire, adressera au gouverneur et la demande et le résultat de sa visite. La demande sera communiquée au consul anglais.

Art. 7. — La durée du contrat ne devra pas dépasser trois ans.

Art. 8. — Après le premier engagement, l'Indien aura la faculté soit de rester en liberté, soit de contracter pour le travail de la terre un nouvel engagement qui ne pourra excéder un an.

Art. 9. — Aucun nouvel engagement ne pourra être contracté avant l'expiration du service en cours.

Art. 11. — Lors d'un rengagement, aucune prime, aucune avance ne sera accordée.

Art. 12. — Tout contrat de rengagement sera soumis au visa du consul qui pourra présenter ses observations à l'administration.

Art. 16. — Après dix ans de résidence dans la colonie, l'immigrant sera mis dans l'obligation d'opter entre son rapatriement et un séjour permanent à la Réunion.

Art. 20. — Pour le vagabondage et la justification des moyens d'existence, les immigrants indiens, non retenus dans les liens du contrat de service, ne seront soumis qu'aux lois qui régissent les citoyens de la Réunion.

Art. 25. — Aucune prime de capture ne sera allouée pour l'arrestation des immigrants indiens en état de désertion.

Après l'élaboration de ce règlement, la reprise de l'immigration à destination de la Réunion semblait certaine. L'approbation du ministère des Indes à Londres n'apparaissait pas douteuse. Le but tant désiré était atteint.

Mais brusquement, en 1894, un coup de théâtre, les desiderata présentés par Sir Muir Mackenzie ne suffirent plus : l'Angleterre réclame non une modification à la convention de 1861, mais une nouvelle convention. Comment expliquer ce changement d'attitude que rien, à notre avis, ne justifiait ? L'Angleterre, pour calmer nos susceptibilités, n'avait pas hésité à faire les frais d'une enquête, avec l'arrière-

pensée de nous trouver en défaut. L'enquête, favorable, pris à son propre piège, le gouvernement anglais, fidèle à sa tactique, émettait de nouvelles exigences.

Résigné, le conseil général se remit à la tâche. Une nouvelle convention et un projet de décret en 196 articles furent le fruit de ses nouveaux travaux.

La convention de 1897 en 51 articles est la reproduction presque adéquate de la convention de 1861 modifiée, sur certains points, par le règlement élaboré par Sir Muir Mackenzie. Elle contient cependant en plus de la convention de 1861 la condition implicitement exprimée de ne pas voir les enfants issus d'immigrants indiens perdre, *ipso jure*, la nationalité anglaise et être astreints au service militaire. Son article 33 est l'exacte reproduction de l'article 9 de la convention de 1861 qui s'exprime ainsi : « Le droit de l'immigrant au rapatriement s'étend à sa femme et à ses enfants ayant quitté l'Inde âgés de moins de dix ans et à ceux qui sont nés dans la colonie. »

Le droit au rapatriement des enfants d'immigrants nés dans la colonie, très conciliable en 1861 avec les lois en vigueur, qui reconnaissaient à l'enfant né en France d'un père étranger sa nationalité d'origine, se heurtait en 1897 à l'article 8 nouveau du Code civil, tel qu'il a été modifié par la loi du 26 juin 1889 et du 23 juillet 1893 qui décide que l'enfant né en France d'un étranger est Français, qu'il ne peut répudier cette qualité dans l'année qui

suit sa majorité, qu'en justifiant qu'il a conservé la nationalité de ses parents et répondu à l'appel sous les drapeaux dans son pays d'origine.

La convention de 1897, signée par l'ambassadeur de Sa Majesté britannique, Sir Edmond Mouson et notre ministre des Affaires étrangères, M. Delcassé, exigeait, pour sa mise en vigueur, l'approbation du Parlement. Une loi d'exception pouvait seule reconnaître aux fils d'immigrants nés dans la colonie la qualité de sujets anglais et les faire échapper, par contre-coup, à la loi militaire en vigueur à la Réunion depuis 1898. L'adoption de l'article 33 faisait ainsi naître de sérieuses difficultés. La commission de l'armée cependant se montrait favorable aux prétentions anglaises ; elle sollicitait l'approbation de la Chambre des députés dans ce sens quand se produisit l'opposition opportune des représentants de la colonie, MM. de Mahy et Brunet. Au nom même de la défense nationale, MM. de Mahy et Brunet demandèrent à la Chambre de ne pas voter de loi d'exception, de ne pas faire à l'Angleterre cet acte de condescendance injustifiée ; tous deux soutenaient que la présence de milliers d'Indiens, sujets anglais, à la Réunion, mettrait notre colonie en péril, en cas de conflit armé avec l'Angleterre.

Les protestations dans l'île, à l'annonce de l'opposition de deux de ses représentants furent vives. M. André Blay, président de la Chambre de commerce, s'en fit l'interprète dans ce télégramme expédié à l'*Union coloniale* à Paris.

Port-Louis, île Maurice, 19 février

La commission de permanence du Conseil général, la Chambre d'agriculture et de commerce, le Syndicat central agricole protestent service militaire Indiens, désavouent attitude de Mahy, vous adjurent prendre notre défense.

La défense devait arriver trop tard. L'opposition de MM. de Mahy et Brunet put faire ajourner la ratification de la convention de 1897 et la faire renvoyer à la réunion de la prochaine Chambre. Depuis lors, elle n'a pas été ratifiée.

Ce nouvel insuccès ne réussit pas à décourager le parti favorable à l'immigration. Des pétitions immédiatement parcoururent l'île, une d'entre elles, adressée au ministre des Colonies, en mai 1904, fut couverte de plusieurs milliers de signatures. L'opposition aussi des représentants de la colonie fut combattue par la presse locale, sans grands résultats d'ailleurs. Un d'entre eux, M. Drouhet, sénateur, convoqué à une réunion plénière des Chambres d'agriculture et de commerce et du syndicat pour l'introduction des travailleurs libres, déclarait tout net son sentiment. Il rappelait l'opposition séculaire de l'Angleterre et déclarait la convention de 1897 inacceptable, comme contraire à la loi et à la constitution. Pour la faire accepter par le Parlement, disait-il, il faudrait la modifier : « La convention de

1897 sera modifiée ou ne sera pas » (1). — « Et vous pensez, messieurs, que pour être agréable à la France, la Grande-Bretagne serait disposée à nous rendre l'immigration indienne, qui est non supprimée, mais suspendue depuis vingt-cinq ans ?

» Pour moi, je n'en crois rien. Je ne saurais oublier qu'en 1892, 1893 et 1895 nous avons échoué, malgré le concours d'influences aussi puissantes qu'autorisées. Est-ce seulement parce que des correspondances et certains journaux représentaient à cette époque la colonie comme opposée à l'immigration ? N'est-ce pas plutôt parce que l'Angleterre n'en veut pas ? Le gouvernement anglais comprend l'intérêt de son pays à sa façon et agit en conséquence et si l'intérêt de son pays lui commande de ne pas être favorable à une petite île comme la Réunion, ce qui peut bien être, comment seront accueillies les ouvertures qui lui seront faites pour modifier la nouvelle convention (2) ».

Modifier la convention, il ne fallait pas y songer ; l'Angleterre, on le savait, à l'avance se refusait à l'ouverture de tous pourparlers dans ce sens. Son intransigeance au sujet du droit pour les fils d'immigrants nés dans la colonie de rester sujets anglais était bien connue.

Les partisans de l'immigration, bien convaincus de l'inutilité de tout effort du côté de l'Angleterre

1. *Bulletin de la Chambre d'agriculture*, 1903, p. 12.

2. *Bulletin de la Chambre d'agriculture*, 1903, p. 14.

n'avaient plus pour mener à bonne fin la tâche entreprise qu'à s'adresser au Parlement.

Mais à mieux étudier la question, l'intervention du Parlement ne semblait plus indispensable aux partisans de l'immigration. A l'appui de cette thèse d'excellents arguments étaient mis en avant, ils ont été magistralement exposés par M. Couturier, directeur à Paris du Crédit Foncier colonial dans une brochure, sur la reprise de l'immigration indienne parue en 1905 : « Ne peut-on pas, dit M. Couturier, considérer la Convention de 1897 comme modificative de la convention de 1861, convention qui n'a pas été dénoncée et qui, par conséquent, de plein droit pourrait recevoir son application, si le gouvernement de l'Inde en levait la suspension. »

» La convention de 1897 n'est-elle pas simplement une convention additionnelle à celle de 1861 qui, conclue antérieurement à la loi de 1889 sur la nationalité, échappe aux dispositions de l'article 8 du Code civil, d'après le texte même de cet article qui est ainsi conçu.

» Sont Français :

» 1°

» 2°

» 3°

» 4° Tout individu né en France d'un étranger et qui à l'époque de sa majorité est domicilié en France à moins que, dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français, et prouvé

qu'il a conservé la nationalité de ses parents, par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à sa déclaration, et qu'il n'ait en outre produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, *sauf les exceptions prévues aux traités*.

» Ce dernier membre de phrase *sauf les exceptions prévues aux traités* ne signifie-t-il pas sans équivoque que le législateur de 1889 en appliquant d'office la nationalité française à toute une catégorie nouvelle d'individus — les enfants nés en France d'un père étranger — et en imposant à ceux d'entre eux qui voudraient se soustraire à cette application, l'obligation de justifications individuelles a reconnu que ces dispositions nouvelles pouvaient se heurter à des conventions diplomatiques et aller à l'encontre d'obligations contractuelles, prises antérieurement par la France vis-à-vis de puissances étrangères ; que le législateur n'a pas voulu qu'il en fût ainsi, et qu'il a réservé et excepté formellement des nouvelles dispositions l'application des traités existants.

» Au surplus cette interprétation de l'article 8 et du principe posé par la convention de 1861 qui en écarte l'application aux immigrés indiens a reçu déjà du gouvernement une consécration officielle, dans un décret du président de la République. Ce décret est celui du 22 décembre 1898 qui a ordonné l'incorporation du contingent militaire de la classe 1895 à la Réunion et qui statue dans son article 2 comme suit :

» Provisoirement les jeunes gens nés à l'île de la Réunion de parents hindous introduits dans l'île sous le régime de l'immigration et domiciliés dans la colonie à l'époque de leur majorité, ne seront pas maintenus, jusqu'à ratification des conventions internationales actuellement en cours.

» La convention de 1897 à laquelle il est fait allusion n'a pas été ratifiée. Mais il résulte manifestement du texte du décret de 1898 que ses auteurs ne mettaient pas en doute que, tant qu'une nouvelle convention ne serait pas intervenue entre les deux gouvernements, celle de 1861 continuait de s'appliquer aux Hindous introduits sous le régime de l'immigration et mettait, par suite, obstacle à l'application à leurs enfants des nouvelles dispositions de notre Code civil.

» Le gouvernement français n'a qu'à s'en tenir aujourd'hui à l'interprétation qu'il a lui-même adoptée et consacrée précédemment. Il n'a pas besoin d'une modification de la loi pour négocier la remise à exécution de la convention de 1861.

» Une loi d'exception n'apparaît donc pas comme nécessaire, un décret même semble inutile. Il suffirait que le gouvernement français fit part à l'Angleterre de son intention d'appliquer aux enfants d'engagés non l'article 8 nouveau du Code civil, mais la convention de 1861 modifiée sur quelques points de détail. »

Oui, certes, un simple avis de la France à l'Angleterre pourrait et devrait suffire, si, réellement,

l'Angleterre voulait la reprise de l'immigration indienne. Mais la Grande-Bretagne ne veut plus en entendre parler, sa politique, nous croyons l'avoir démontré, ne s'est jamais fixé comme but, loin de là, la prospérité des colonies françaises.

Cette seule constatation, en dehors de tous autres arguments que fournit l'état présent même de l'île, arguments capables de faire renoncer à l'emploi de toute immigration, devrait décourager les partisans de l'immigration à la Réunion et les empêcher d'insister; ils continuent cependant, contre toute vraisemblance, à compter sur un revirement dans l'opinion anglaise et ils persistent, malgré tout, à fixer la solution de la situation présente difficile, non dans l'avenir, mais dans le passé.

CHAPITRE VIII

LES RÉSULTATS DE L'IMMIGRATION A LA RÉUNION

Il est de langage courant à l'île de la Réunion de dire que « l'histoire de l'immigration se confond avec celle de la prospérité du pays ». — « Quand, pour se faire une idée de celle-ci, l'on dresse le tableau des exportations de la principale denrée, le sucre, et qu'on place en regard de chaque année le nombre des immigrants on trouve deux séries qui présentent des variations sensiblement parallèles (1). »

Certes, il serait puéril de nier que l'immigration, comme l'esclavage, a eu pour effet d'enrichir les colons à l'origine et pendant un certain nombre d'années, et d'un autre côté d'imprimer à la production de certaines denrées, le sucre spécialement, un essor singulièrement rapide. Des exemples pris dans tous les pays qui ont fait appel à l'immigration le montrent avec évidence. L'introduction notamment à l'île Maurice pendant la seule période de 1843-1863 de 305.965 immigrants, jeunes, actifs, vigoureux a fait élever sa production de 65 millions (1835) à 235 millions (1855). La Réunion, quoique plus modeste dans ses recrutements (durant toute la durée

1. *Cahiers d'une vieille Colonie*, 1909, p. 151.

de l'immigration elle a reçu 200.000 immigrants) a vu son agriculture et son industrie bénéficier de cet apport de main-d'œuvre et certaines années pour l'île ont été particulièrement brillantes, le chiffre de la production en sucre atteignant 60.000 tonnes d'un tiers plus élevé que celui actuel, 40.000 tonnes.

Ces chiffres, certes, ont leur éloquence, mais en faire état pour conclure que la prospérité de l'île est liée indissolublement à l'immigration, que l'une est dans la dépendance de l'autre, nous semble inexact et injuste.

Inexact, pour s'en convaincre il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau auquel il est fait allusion plus haut et que nous empruntons à un rapport sur l'immigration indienne à la Réunion présenté par M. Dolobarratz, directeur du Crédit Foncier colonial de la Réunion, à l'Union coloniale française (séance du 28 avril 1908). Ce rapport ne donne que les moyennes décennales :

Années	Sucre	Immigrants
—	—	—
1850 à 1860	44.350.687 kgr.	40.000
1860 à 1870	48.413.586 —	70.000
1870 à 1880	31.988.367 —	60.000
1880 à 1890	32.061.167 —	40.000
1890 à 1900	38.869.435 —	20.000

Le rapport entre la production en sucre et les contingents d'immigrants est, nous le voyons, loin d'être dans une proportion constante.

En 1860-1870 avec 70.000 immigrants la colonie produit 48.000 tonnes.

En 1890-1900 avec 20.000 immigrants la colonie produit 38.000 tonnes ; avec 3 fois $1/2$ moins d'immigrants le déficit en sucre n'est que de 10.000 tonnes.

Mais bien mieux : en 1880-1890 avec 40.000 immigrants la colonie produit 32.000 tonnes.

En 1890-1900 avec 20.000 immigrants la colonie produit 38.000 tonnes.

Avec deux fois moins d'immigrants la production progresse de 6.000 tonnes. Mais laissons la parole à M. Dolobarratz, le directeur du Crédit Foncier colonial à la Réunion, et voyons l'explication qu'il donne de ces chiffres qu'il est curieux de voir servir à la défense de l'immigration.

« De 1870 à 1880 cette production fléchit, cela tient à ce que, dans cette période de dix années, la colonie subit 8 cyclones.

» De 1880 à 1890 elle n'en subit qu'un seul et cependant la production ne se relève pas, le nombre des travailleurs étrangers diminuant.

» Mais vers cette époque de grandes améliorations étaient apportées à la culture et à la fabrication. Au cours des quinze années de 1880 à 1895 le rendement à l'hectare triplait presque (1), tandis que le rende-

1. Voici la progression de la production à l'hectare sur les propriétés du Crédit Foncier colonial.

1880.....	23.500 kgr. cannes
1885.....	35.500 —
1900.....	47.500 —
1895.....	60.000 —

Journal des Fabricants de sucre, 28 octobre 1905.

ment des cannes en sucre dans les usines augmentait de 1 0/0 alors que la superficie cultivée en cannes diminuait de 40 0/0.

» Est-il étonnant que dans ces conditions et malgré la cessation, faute de bras, d'un certain nombre d'exploitations agricoles et la fermeture de plusieurs usines la production se soit maintenue. »

Peut-on trouver phrases plus nettes, plus précises pour démontrer que le relèvement de la production de l'île est le fait, non de l'immigration, mais des améliorations agricoles.

Les progrès réalisés à la Réunion dans la culture de la canne se sont d'ailleurs encore accentués, durant ces dernières années, malgré les contingents de plus en plus restreints d'immigrants.

La moyenne des années 1901-1902-1903 donne 39.575.080 kilogrammes. 1904 et 1905 ont été deux années de cyclones.

Les années 1906, 1907 et 1908 donnent une moyenne de 40.000.

La moyenne de l'année 1909 produit 50.000 tonnes ; ce chiffre que nous n'avons pu vérifier est donné par le journal *La Patrie créole*. Attribuer la prospérité de l'île uniquement à l'immigration nous apparaît également injuste ; c'est la négation des efforts tentés depuis quelques années dans l'île pour remplacer la culture extensive par la culture intensive, la routine par la science ; c'est de plus ne savoir aucun gré aux colons des progrès qu'ils ont fait faire à l'agriculture et à l'industrie.

Les partisans de l'immigration, en liant le sort de l'île à l'immigration, se laissent influencer, d'après nous, non pas tant par les chiffres élevés de la production sucrière, lors de l'apogée de l'immigration, que par la somme produite par ces exportations à cette époque, somme qui, comparée à celle actuelle, accuse une différence vraiment considérable.

1863	55.705.960 fr.	60.000 tonnes de sucre
1907	13.305.255 »	40.000 —

L'explication de cet écart est dans la différence même du prix de vente des denrées coloniales, du sucre principalement à ces deux moments.

Les 100 kilogrammes de sucre qui en 1863 valaient 60 et 70 francs ne valent plus que 25 francs.

La seule production actuelle du sucre 40.000 tonnes multipliée par l'ancien prix de vente de 1863 : 70 francs, donnerait à l'exportation 28 millions, chiffre plus de deux fois plus élevé que celui des exportations globales de 1907.

Et les autres produits ont subi les mêmes vicissitudes. La vanille dont le kilogramme autrefois se vendait 100 francs et même davantage ne vaut plus que 30 et 35 francs.

M. de Mahy, l'adversaire tenace de l'immigration à la Réunion, avait depuis longtemps signalé le prix de vente des denrées coloniales comme la vraie cause de la prospérité de l'île dans le passé et de sa misère dans le présent : « La mévente, disait M. de Mahy, voilà l'ennemi qui menace l'industrie du sucre, dans

son existence même, la mévente prolongée, durable, conséquence fatale de la surproduction et de la concurrence (1). »

A tenir compte davantage de l'état du marché les partisans de l'immigration auraient évité de tomber dans l'erreur, d'attribuer la prospérité de l'île uniquement à l'immigration.

L'immigration a été utile aux colons au lendemain de l'abolition de l'esclavage, au lendemain de l'abandon des propriétés par les affranchis découragés, nous ne saurions trop le répéter, par les mauvais traitements, les mauvais procédés de leurs anciens maîtres, impatients de bénéfice.

La colonie, grâce à l'abondance de la main-d'œuvre à cette époque, a vu doubler et tripler sa production. Mais ces résultats brillants n'ont pas été durables, et ne pouvaient l'être d'ailleurs. M. de Mahy, témoin oculaire, raconte avoir vu détruire de belles cafées, défricher des forêts pour mettre en cannes des terres où la canne mal venue, souffreteuse, n'a donné que deux ou trois récoltes, parfois même pas une seule, alors qu'à la Réunion, dans cette île extraordinaire de fertilité, la canne, plantée dans de bonnes conditions et dans de bons terrains, donne des récoltes appréciables pendant dix ou quinze ans.

L'abus de la culture de la canne sur des sols trop peu riches pour la nourrir, l'épuisement même du sol, lassé de produire sans jamais rien recevoir,

1. *Journal des Fabricants de sucre*, 1^{er} novembre 1905.

l'emploi des procédés culturaux les plus rudimentaires devaient avoir sur la production un résultat néfaste et cela en dépit même de la présence d'immigrants en nombre si élevé qu'il fût.

Le résultat en effet de l'immigration a été à la Réunion, comme dans tous les autres pays qui se sont servis de travailleurs exotiques, d'épuiser le sol au bout d'un temps plus au moins long et de détourner les colons des améliorations agricoles et industrielles. « L'immigration, dit lord Elgin, ancien gouverneur de la Jamaïque, est un moyen de ne pas admettre les perfectionnements commandés par l'expérience. » Cette remarque, vraie pour tous les pays à immigrants, l'est également pour la Réunion où l'immigration a continué l'état de choses créé par l'esclavage et caractérisé par l'absence d'esprit de progrès et de recherches.

A l'heure actuelle, après quatre siècles de colonisation, la plupart des instruments aratoires, à commencer par la modeste charrue, y sont encore inconnus. La généralité de la population se borne à racler la surface du sol, sans jamais l'ameubler. Les assolements y sont peu pratiqués et le même sol est condamné à recevoir les mêmes plantations et à fournir les mêmes récoltes; on connaît peu les engrais naturels et les engrais artificiels, le procédé courant est de les remplacer désavantageusement par la « couverture » pratique locale qui consiste à couvrir d'une végétation quelconque les terres au repos. Faut-il parler de l'analyse des terres, la seule propre à révéler

la composition chimique du sol et à donner les indications précieuses pour les cultures ? Elle y est inconnue ou si peu connue ! Les habitants, au petit bonheur, plantent sur leur sol de la canne, de la vanille, de l'ylang-ylang, guidant leur choix sur les cours des années précédentes. Rien de plus curieux que la façon de cultiver le sol dans cette île. Au contraire du paysan français qui, chaque année, ensemeince ses terres d'une quantité approximativement la même de blé, de maïs ou d'avoine, le créole se détermine d'après les prix de vente. Il plante, soit de la canne, soit de la vanille, détruit une plantation de cannes encore en rapport pour la remplacer par une plantation de vanilles et réciproquement, sans s'occuper de ce que demande son sol, si les années antérieures lui ont semblé bonnes ; calcul le plus souvent mauvais d'ailleurs, la plantation nouvelle en rapport trouve les cours en baisse.

L'ylang-ylang, culture assez récente dans l'île et ne remontant pas à plus de dix ans, est un remarquable exemple de la façon de pratiquer des créoles. Produit très peu répandu et très rémunérateur vers 1900 (le litre d'essence d'ylang-ylang s'est vendu jusqu'à 1.000 fr.) la plupart des colons, dans l'espoir de gros bénéfices, ont également voulu de la nouvelle culture et l'ont plantée dans les sols les moins faits pour la recevoir. Le litre d'essence à l'heure actuelle ne vaut pas plus de 200 francs, prix à peine suffisant pour indemniser des frais.

Un autre résultat de l'immigration a été de faire

persister l'île dans la recherche des cultures d'exportation mises en honneur par les compagnies (Compagnie de Lorient, Compagnie orientale des Indes) et continuées par l'esclavage. La Réunion, il est curieux de le constater, après avoir produit, avec abondance, au début de son histoire, les céréales nécessaires à son alimentation, blé, avoine, maïs, et après avoir été le grenier de l'Île de France (Maurice) (1), a complètement délaissé toutes ces cultures pour confier à l'étranger le soin de pourvoir à sa subsistance.

A l'heure actuelle, cette petite île isolée au milieu de la mer des Indes, grande comme un arrondissement français, située loin de toutes communications, loin de l'Asie, loin de la métropole, produit du sucre et des parfums ! Et elle n'a même pas pour expliquer cette orientation agricole, contraire aux règles de toute économie, l'excuse de s'enrichir.

La misère paradoxale dans cette île extraordinaire de fertilité, est profonde, si profonde que certaines villes comme Saint-Denis, la capitale, Saint-Pierre, n'arrivent pas à payer leurs employés et suppriment par mesure d'économie les services de police aux dépens de la sécurité publique très menacée, à l'heure actuelle, par des bandes de rôdeurs et de criminels que l'impunité rend audacieux (2).

Attristant spectacle que celui de cette île à qui

1. *Cahiers d'une vieille Colonie*, p. 61, 1909.

2. Les journaux signalent une recrudescence de la criminalité causée par la misère et l'impunité. *Patrie créole*; *Journal*, janvier et février 1909.

l'ironie du sort garde son titre de « Perle de la mer des Indes », qui se débat dans une misère profonde sans chercher à se rendre compte du mal dont elle se meurt.

Rien de plus instructif que l'étude des importations de ce petit pays, rien de plus navrant aussi !

A la métropole, disent les *Cahiers d'une vieille Colonie*, nous avons demandé en 1907 :

Vins et liqueurs.....	770.761 francs
Poissons secs ou salés...	533.080
Saindoux.....	448.491
Farine de froment.....	150.721
Sel.....	108.439
Beurre et fromages.....	50.313
Conserves.....	48.249
Chocolat et confiserie....	30.361
Café.....	83.172
Animaux vivants.....	1.302.632

Nous arrêtons là la liste des besoins de la Réunion, elle est édifiante. La Réunion, pays agricole, achète son beurre, son saindoux, sa farine.

Et paradoxe né de l'amour de l'exportation même, la Réunion achète 83.172 francs de café, et en exporte 122.906 francs.

Que d'exemples encore à donner capables de montrer l'île négligeant ses propres richesses pour s'adonner aux cultures de luxe. L'île importe 533.080 francs de poissons secs ou salés et elle a à ses portes, à 1.500 milles dans le sud-est, les îles

d'Amsterdam et Saint-Paul dont les côtes sont excessivement poissonneuses : « De temps en temps un petit bateau à voiles tente le voyage et revient avec une cargaison de 20 et 30 tonnes qu'on s'arrache sur place (1). » La Réunion achète à Madagascar et à l'Australie pour 1.302.637 francs de bœufs et de mules et ses hauteurs (plaine des Cafres, des Palmistes) sont d'immenses et merveilleuses prairies naturelles totalement inutilisées.

Et cette île, déjà appauvrie par sa mauvaise orientation agricole dont la formule pourrait être : « Vendre bon marché et acheter cher », a vu et voit encore son or incessamment drainé à l'extérieur.

L'introduction des coolies, leur rapatriement, grèvent lourdement le budget local et coûtent cher aux colons eux-mêmes dont les dépenses de 1888 à 1903 se sont élevées à plus de 2 millions de francs pour 5.000 immigrants introduits. Et si l'on songe que l'île a reçu 200.000 immigrants, pendant les soixante années environ d'existence de l'immigration, on peut aisément se figurer le nombre de millions dépensés à cet effet, l'énorme impôt qui a pesé sur l'île ! De plus le départ des coolies pour leur patrie emportant leurs épargnes (2), à l'expiration

1. *Cahiers d'une vieille Colonie*, 1909, p. 86.

2. D'avril à décembre 1882 on a rapatrié 863 individus qui, d'après leurs propres déclarations, emportaient 24.895 roupies ; en 1883 192 immigrants emportaient 5.585 roupies et la même année 78 immigrants sont partis pour Maurice en emportant 1.656 roupies (la roupie est de 2 fr. 50 en moyenne). Dorvault, *Les Colonies françaises*, 1900, p. 147.

de leur engagement, raréfie périodiquement la monnaie, gêne la circulation, crée des crises monétaires désastreuses pour le commerce local. L'enlèvement périodique d'une grande partie de forces vives de la Réunion : l'argent, nuit à la formation du capital et à l'esprit d'entreprise. A l'île de la Réunion, l'argent est rare, les grosses fortunes inconnues. Le taux moyen de l'intérêt est toujours au-dessus de 6 o/o. Le CRÉDIT FONCIER COLONIAL, un des gros banquiers de l'île, prête couramment à 9 o/o, ce qui, dans les prêts sur récoltes avec les frais d'expertise monte couramment à 12 et 15 o/o. Avec un semblable taux de l'argent, toute entreprise commerciale ou industrielle est rendue difficile pour ne pas dire impossible. L'argent rare ou loué trop cher, les richesses naturelles de l'île restent inexploitées. Les *Cahiers d'une vieille Colonie* signalent (p. 88) l'existence d'une riche minière de fer qui se trouve sur le rivage de l'île entre la Ravine des Sablès et la Pointe de l'Étang-Salé. « La minière présente en plusieurs parcelles une longueur de 2.000 mètres et une largeur de 300 mètres. On peut estimer à 200.000 mètres cubes environ la richesse du gîte. Le traitement au four électrique produirait finalement au moins 500.000 tonnes d'un ferro-titane de haute valeur. »

La Réunion, il est vrai, est complètement dépourvue de gisements houillers, mais elle est riche en houille blanche, la création d'établissements hydro-électriques faciles à établir permettrait aisément l'exploitation de cette riche minière.

La même inutilisation des richesses de l'île se remarque encore notamment dans un sous-produit de la canne, la « bagasse », qui est le roseau lui-même débarrassé de sa sève après compression sous des cylindres. « Depuis assez longtemps, en Louisiane, on fabrique du papier avec de la bagasse ; pour la préparation des pâtes on disposerait, ici, dès le début, de 100.000 tonnes de matières premières par an (1). »

Mais avant même de songer à la création d'industries la situation actuelle de l'île demande impérieusement, avec le développement de plus en plus grand de la petite propriété, l'établissement de nouveaux moyens de communication (routes, chemins de fer). Pour les chemins de fer un seul tronçon existe dans l'île de 127 kilomètres, le long du littoral. Il ne fait même pas le tour complet de l'île et son emploi est presque réservé aux personnes, le haut prix de la tonne kilométrique (0 fr. 10) écartant les marchandises.

La rareté de l'argent dans l'île a nui jusqu'à présent à son développement économique. L'immigration, énorme pieuvre abattue sur ce petit pays, l'étreint encore de ses tentacules et continue à le vider de tout son or.

L'introduction de coolies à la Réunion a de plus desservi les intérêts des travailleurs. L'abandon des propriétés par les affranchis, l'insignifiance des

1. *Cahiers d'une vieille Colonie*, p. 87.

salaires jusqu'ici distribués n'ont pas eu d'autre cause.

Dès l'abolition de l'esclavage nous avons pu constater le mouvement de désertion des champs et des usines par les régnicoles. Ceux-ci, refoulés dans les *hauts*, s'y multiplieront, demandant leur subsistance à des terres trop légères, défrichées sans méthode, bientôt épuisées ou entraînées au fond des vallées et à la mer par les pluies et les torrents. La pression du besoin les fera refluer vers les propriétés et vers les villes. L'entreprise du chemin et du port avec ses salaires élevés pour l'île (2 fr. 50 par jour en moyenne) les attirera particulièrement.

Mais ces salaires malheureusement seront exceptionnels, la journée moyenne du travail a rarement été supérieure à 1 fr. 25, prix notoirement insuffisant. Le créole, plus fort, plus intelligent, au travail plus productif que celui de l'immigrant, touche un salaire égal à celui du Chinois et de l'Indien. Et ce travail peu rémunérateur ne lui est offert, d'une façon régulière, que depuis la suppression en fait de l'immigration à la Réunion. Les places rendues vacantes par le départ des immigrants ont été prises par les propres habitants de l'île.

Depuis quelques années cependant, avec la mévente prolongée des denrées coloniales, quelques usines se sont fermées et les travailleurs créoles dans ces localités ont manqué de travail. Devant ces résultats les partisans de l'immigration n'ont pas hésité à affirmer que le manque seul de main-d'œuvre produit

par la suppression de l'immigration était la cause de la ruine de ces usines.

La reprise de l'immigration seule, d'après M. CRÉPIN, sénateur de l'île, et M. HUGOT, conseiller général, assurera aux créoles les emplois dont ils vivent à l'heure actuelle (1). « La plupart des exploitations agricoles de la colonie possèdent un noyau d'immigrants, et les propriétaires prennent autour d'eux tous les travailleurs créoles qu'ils peuvent se procurer, pour faire face à tous les travaux de leurs champs et de leurs usines. Mais dans bien des localités le supplément de bras que l'on peut ainsi se procurer est fort restreint.

» Lorsque le propriétaire est privé d'immigrants, il arrive alors que les travailleurs créoles, qu'il peut se procurer autour de lui, ne sont pas en nombre suffisant pour assurer tous les services d'une vaste exploitation agricole : cultures diverses, charroi, soins aux animaux, etc. Ne pouvant plus faire face à tous ses besoins, il se voit dans l'obligation de réduire ses frais d'exploitation pour ne pas se trouver en dessous de ses affaires, et peu à peu il diminue ses plantations et finit par laisser ses champs en friche et par abandonner toute culture importante et nécessitant une forte main-d'œuvre.

» On comprend facilement que la population s'en ressente aussitôt et que, manquant de tout élément

1. *Rapport sur la question de la main-d'œuvre et la reprise de l'immigration indigène* paru en 1905, p. 13.

de travail, elle se trouve bientôt dans la plus grande détresse.

» C'est ce qui se passe actuellement pour Saint-Philippe, où les travailleurs créoles sont privés de toutes ressources, du fait de la fermeture des deux grandes exploitations agricoles (et industrielles) de la Trinité et du Baril. »

Pour MM. Crépin et Hugot, la reprise de l'immigration signifie travail assuré aux régnicoles. Qu'il nous soit permis d'en douter. L'île souffre d'une crise agricole prolongée qui fait fermer les usines mal outillées pour la lutte, qui sème un peu partout la ruine dont le travailleur créole reçoit le contre-coup. Mais cette situation peut-elle être éternelle ? Le créole est-il à jamais condamné à manquer de travail ? La faillite de la grande propriété doit amener comme conséquence forcée son morcellement ou son abandon au colonage partiaire.

Voici d'ailleurs ce que pensent au sujet d'une reprise de l'immigration les conseils généraux de Saint-Pierre, de Saint-Joseph et de Saint-Louis : « Le jour où à Saint-Pierre (Saint-Joseph, etc.) un convoi de mille immigrants sera introduit, c'est mille journaliers créoles qui seront remplacés aux champs et aux usines (1). »

Ces trois localités, nous le savons, ont une population extrêmement dense, tandis que d'autres

1. *Journal des Fabricants de sucre*, 29 novembre 1905

parties de l'île (Saint-Philippe, Sainte-Rose) sont très peu peuplées.

Mais alors, n'est-ce pas là la solution de la question ? S'il faut vraiment, nécessairement, aux partisans de l'immigration une immigration qu'ils la prennent dans l'île.

Un autre résultat non moins défavorable de l'immigration a été de maintenir, dans la colonie, le caractère étrange de la société qu'avait fait naître l'esclavage, société bigarrée, sans communauté d'intérêts, sans subordination réelle.

Au sommet de la hiérarchie sociale, les colons sucriers, les industriels, les blancs ou descendants de blancs, au milieu, ce qu'on pourrait appeler la classe moyenne, une population née du croisement de toutes les races, blancs, noirs, Indiens, Chinois et — au-dessous, sans liens avec les précédents, une horde d'immigrants, gens corrompus et sans aveu, généralement empruntés aux couches les plus basses et les plus viles du peuple dont ils proviennent, privés de familles, ne comptant parmi elle qu'une femme pour 10 hommes et souvent bien moins (1).

La présence dans l'île de cette lie de la société s'est toujours signalée par de graves désordres, surtout perceptibles au commencement de chaque mois, au moment de la paye transformée immédiatement en alcool.

1. A l'île de la Réunion, le contingent de 744 Chinois existant actuellement comprend 9 femmes, 3 garçons et 3 filles. (Rapport sur la question de la main-d'œuvre, 1905, p. 13.)

Les formidables orgies de ces misérables qui, pendant des semaines entières, se roulent au ruisseau gorgés de rhum (1), essayant peut-être ainsi d'oublier leur vie de forçat. Et ces débauches mensuelles pendant lesquelles l'île retentit des cris des ivrognes, des bruits de leurs querelles suivies souvent de coups et de blessures ont, comme spectateurs, les colons sucriers eux-mêmes et les pouvoirs publics attentifs à réparer les fautes des immigrants, à éviter l'intervention du consul anglais, dont la peur à la Réunion est « le commencement de la sagesse ». Triste situation que celle des propriétaires, peu maîtres chez eux, emprisonnés dans des règlements aux prescriptions minutieuses, hantés de la peur incessante de contraventions et d'amendes, courbés sous le joug du représentant britannique.

De plus, le mélange à la population créole douce et affable (2) d'Indiens et de Chinois appartenant « non à des sociétés primitives dont les membres sont prêts à se fondre par un instinct naturel dans les sociétés plus avancées, mais à des sociétés vieilles et décrépites (3), la corrompt et abaisse sans cesse le niveau moral de l'île.

Avec l'immigration, la proportion générale des crimes et des délits, si l'on considère la population globale de l'île, immigrants et indigènes, a beaucoup augmenté, les statistiques ne font pas doute à cet

1. Tafia fait avec des mélasses, sous produit de la canne.

2. J. Duval, p. 255.

3. Leroy-Beaulieu, p. 574.

égard, elles continuent cependant à montrer la population immigrante, l'anglo-indienne surtout, comme la meilleure pourvoyeuse du vagabondage, de la correctionnelle et de la cour d'assises. M. Leroy-Beaulieu, dans son beau livre *De la Colonisation chez les peuples modernes*, constate la même augmentation de la criminalité.

Chez les immigrants au temps de l'esclavage,

dit M. Leroy-Beaulieu, on relève un crime

par..... 300 esclaves.

Au temps de l'immigration, on relève un

crime par..... 60 Indiens.

Au temps de l'immigration, on relève un

crime par..... 13 Chinois.

De plus, par l'effet de la solidarité qui lie les races les unes aux autres, les maladies qu'ont apportées avec eux les immigrants hindous et chinois se sont propagées dans le pays autrefois célébré comme un *Éden*, devenu la terre d'élection des pestes asiatiques.

Voici ce qu'écrit à ce sujet M. le Dr Lafont, directeur du Laboratoire bactériologique de Saint-Denis : « Dans ce merveilleux pays, la perle de la mer des Indes, d'une salubrité remarquable et vantée, l'immigration a peu à peu introduit des races variées venant de Mozambique et de la Côte orientale d'Afrique, de Madagascar et de l'archipel des Comores, des Indes anglaises ou de Maurice, de l'Extrême-Orient, etc., etc. Ces races successives ont

importé avec elles, en même temps que leurs qualités et leur travail, les maladies qui leur étaient propres : paludisme, béribéri, variole, choléra, pemphigus contagieux, appelé communément bouton chinois, ulcère phagédénique, éléphantiasis ou filariose et plus récemment le pulex penetrans et ses diverses manifestations (1). Voilà pour le passé. En moins de quarante ans, paludisme, filariose, béribéri, etc. ont pu s'implanter à la Réunion. Avant 1860 les auteurs sont unanimes à constater que ces maladies n'existaient pas (2). »

Voilà entièrement exposés les résultats de l'immigration à la Réunion; les avantages retirés par l'île apparaissent médiocres et passagers en échange d'inconvénients immenses qui heureusement disparaîtront ou s'atténueront avec la disparition même de l'immigration.

1. L'île de la Réunion n'a pas encore la peste qui existe à l'état endémique à l'île Maurice.

2. *Importance croissante des Instituts bactériologiques aux colonies*, par M. le Dr Lafont (*Journal officiel de la Réunion*, mardi 1^{er} mars 1904).

CONCLUSIONS

Au point où nous en sommes, nos conclusions seront brèves. L'esclavage à l'île de la Réunion, dans cette île tempérée et salubre où blancs et noirs peuvent travailler, a été une faute aggravée encore par l'immigration. Au lendemain de l'abolition de l'esclavage, l'introduction dans l'île de travailleurs exotiques n'était pas indispensable. Avec plus de prudence, plus de douceur de la part des colons, il eût été facile de maintenir sur les anciennes propriétés les nouveaux affranchis. Mais, dans la hâte de gros bénéfices, les compagnies d'abord, les colons ensuite, avec l'appui de la métropole, précipitèrent l'exploitation de l'île, sans se persuader de ce principe, à l'heure actuelle universellement admis : *la colonisation est une œuvre d'une grande lenteur et d'une infinie persévérance.*

« A Bourbon, pas plus qu'ailleurs, dit Jules Duval (1), le système colonial ne visa, suivant les beaux exemples de l'antiquité grecque, à former dans des conditions normales une jeune société qui se développerait, homogène, lentement, mais sûrement,

1. *Les Colonies et la politique coloniale de la France*, 1861, p. 253.

par la force même de la nature ou par de nouvelles alluvions d'émigrants européens. Impatiente de bénéfices, ne se mettant en souci que de satisfaire aux demandes commerciales de la métropole, la Compagnie orientale des Indes précipita le peuplement et la mise en valeur du sol en introduisant à Bourbon, au moyen de la traite (et de l'immigration), les bras vigoureux et dociles des races inférieures ou déchues : mélange funeste qui pèsera sur tout l'avenir et qui ne pouvait invoquer en ces lieux l'excuse d'un climat incompatible avec le travail des blancs. »

La Réunion, pendant soixante ans, a exploré les continents africain et asiatique à la recherche d'une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse, elle l'a trouvée pendant longtemps dans l'Inde, l'immense réservoir d'hommes dans lequel elle a largement puisé.

Cette immigration officiellement reconnue par l'Angleterre dans la convention de 1861 est suspendue depuis 1884. Les colons, avec ténacité, la redemandent depuis cette époque. Faut-il à nouveau la subir ? Nous n'hésitons pas à répondre nettement par la négative, bien que persuadé cependant que l'immigration pourrait encore offrir aux colons, dans l'état actuel de l'île, des avantages immédiats et positifs.

La Réunion, nous l'avons dit, est riche d'habitants, sa population est composée en partie de petits propriétaires et de « journaliers » qui n'ont pas les mêmes qualités. Les premiers sont économes, tra-

vailleurs, tandis que les autres sont paresseux et irréguliers au travail, mais petits propriétaires et travailleurs ont au cœur le même amour du sol, le même désir de possession de la terre ; c'est ce désir entretenu et développé chez le « journalier » qui sera fécond dans l'avenir. Le morcellement de la propriété, le colonage partiaire, avec leurs résultats déjà appréciables, permettent d'ailleurs de ne pas considérer comme une chimère une solution heureuse à la question de la main-d'œuvre à la Réunion.

Reprendre l'immigration serait accentuer au point de vue moral, politique, économique, le caractère anormal de la société qui s'y est développée, serait faire persister l'île dans sa mauvaise politique agricole : la production des denrées de luxe en vue de l'exportation, c'est-à-dire un commerce plein de risques et de soubresauts ; reprendre l'immigration serait détourner encore les colons des améliorations agricoles et industrielles qui, avec une main-d'œuvre moins abondante, s'imposent avec un caractère de nécessité, reprendre l'immigration serait enfin et surtout contrarier le pays en évolution vers un stade nouveau de son développement économique, nettement caractérisé par l'extension de la petite propriété et le colonage partiaire.

L'immigration à la Réunion est suspendue depuis trente ans environ ; le dernier espoir de la reprendre était dans l'Angleterre. Mais l'Angleterre ne veut plus entendre parler d'immigration ; il faut que l'île

entière arrive à se convaincre de l'inutilité de toutes démarches de ce côté. Bien persuadée alors que l'immigration n'est plus qu'une institution du passé, elle s'efforcera par elle-même de tirer parti de toutes ses ressources : « L'esprit humain est ainsi fait, qu'il ne recourt aux grandes résolutions que quand une situation est nette et définitive, il se dégage de la routine et ne prend possession de toutes ses ressources que quand il voit s'échapper tout autre espoir de salut (1). »

1. Leroy-Beaulieu, 1902, p. 576.

Vu : le Président de la thèse,

C. PERREAU

Vu : le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	3
INTRODUCTION. — La Réunion. -- Découverte. — Étendue. — Climat. — Les premiers colons. — Les compagnies. — Les premiers essais de colonisation.....	7
CHAPITRE PREMIER. — L'abolition de l'esclavage. — Ses conséquences à la Réunion. — Les premiers apports d'immigrants. — Les premiers règlements locaux.....	16
CHAPITRE II. — L'immigration indienne et africaine de 1848 à 1860.....	34
CHAPITRE III. — L'immigration indienne de 1860 à 1882.	54
CHAPITRE IV. — Législation. — Décrets. — Règlements locaux.....	72

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE V. — La reprise de l'immigration africaine. — Essais de recrutement tentés à Java, au Tonkin, en Chine.....	89
CHAPITRE VI. — État actuel de l'immigration. — Contingents d'immigrants existant dans l'île. — Doléances des colons (insuffisance de main-d'œuvre, paresse des indigènes, irrégularité du travail). — Solution de la question de la main-d'œuvre. — Loi sur le travail. — Colonage partiaire.....	102

CHAPITRE VII. — Projets de reprise de l'immigration indienne.....	122
CHAPITRE VIII. — Les résultats de l'immigration à la Réunion.....	135
CONCLUSIONS.....	155

